

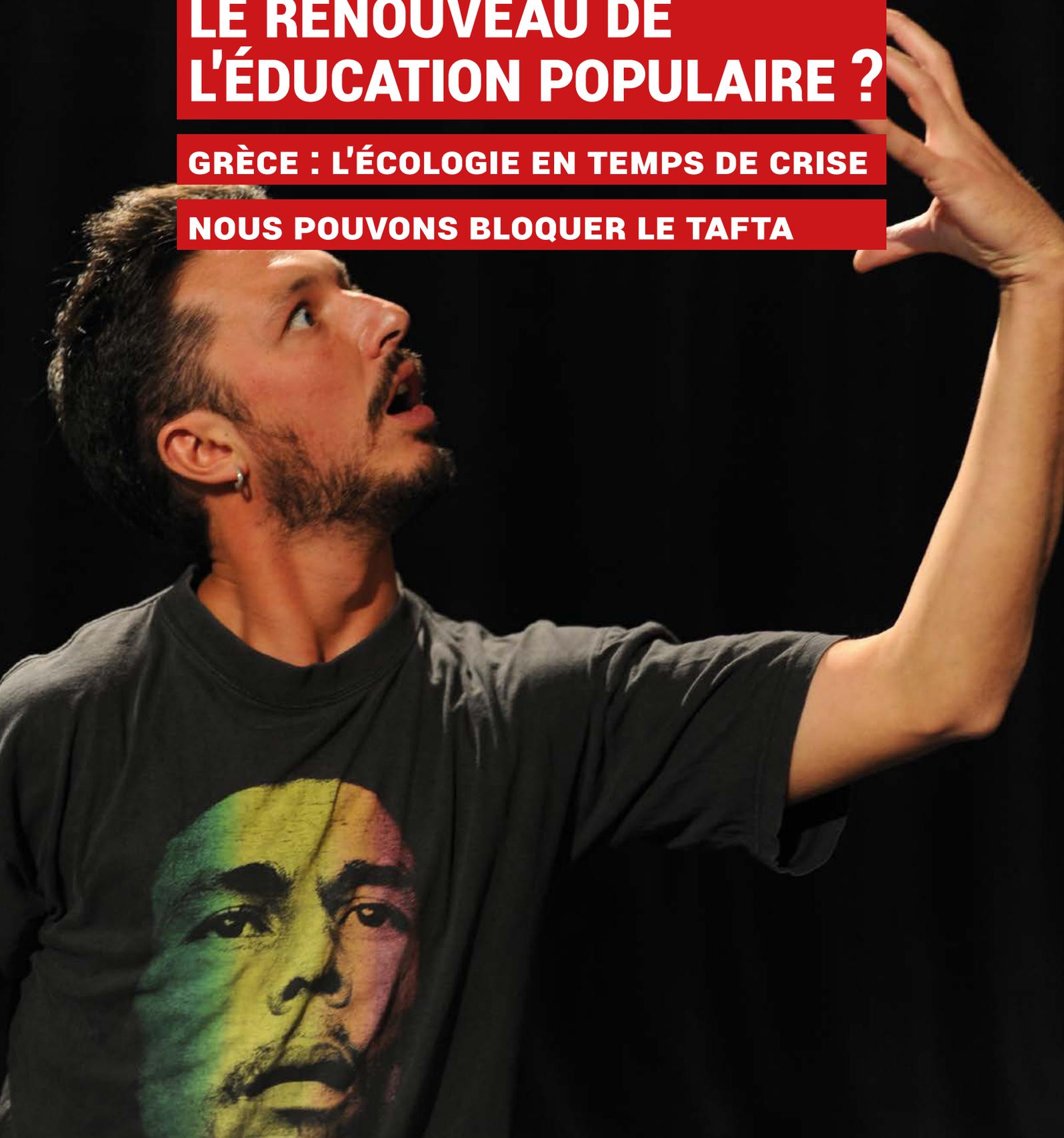
n° 440  
DÉCEMBRE  
2015  
4,60 €

# silence

**LE RENOUVEAU DE  
L'ÉDUCATION POPULAIRE ?**

**GRÈCE : L'ÉCOLOGIE EN TEMPS DE CRISE**

**NOUS POUVONS BLOQUER LE TAFTA**



écologie • alternatives • non-violence

## 3 QUESTIONS À... Claude Guillon

**Cela fait vingt-cinq ans que le plan Vigipirate a été créé ; quel est son rôle dans le dispositif "antiterroriste" ?**

Il est difficile de dater précisément ce genre de système. Il a été activé une première fois pendant quatre mois, en 1991, durant la guerre "du Golfe", puis de nouveau en 1995. Il comporte quatre niveaux d' "alerte", depuis 2003. C'est, au sens strict, la partie visible par la population d'un iceberg de plus en plus pesant — celui-là ne fond pas ! — qui est surtout constitué d'un arsenal judiciaire sans cesse renforcé au fil des années.

De "mandat d'arrêt européen" en loi sur le renseignement, de LSQ en Loppsi, de DGSI en Frontex, bien malin qui saurait retenir tous les sigles et s'y retrouver dans le fatras de textes qui s'accumulent, et se contredisent parfois, surtout depuis 1986 et la nouvelle définition

du "terrorisme". C'est-à-dire : tout et n'importe quoi, selon le bon vouloir des policiers et des juges, ce que l'on désigne pudiquement comme un élément "subjectif". Après le 11 septembre 2001 l'Union européenne a clarifié la dimension politique et sociale de la définition en listant comme éventuellement "terroriste" l'intégralité des moyens d'action des mouvements sociaux : manifs, occupations, etc. Ces textes sont mal connus du grand public, que Vigipirate est supposé "rassurer", et qu'il habitude à une présence militaire généralisée. Ajoutons que la dénomination de ce plan est cocasse ; il y a quelques années, un slogan le renvoyait à ses références idéologiques naturelles : "Ils sont Vichy, soyons pirates !"

**Vous avez, dans un livre de 2009, critiqué ce système comme instituant une "terrorisation démocratique". Une explication ?**

L'anglicisme assumé qui fait le titre du livre désigne ce qui me paraît être la fonction principale de ce système, autrement dit la stigmatisation et l'intimidation de "catégories dangereuses" : le "terroriste", au sens traditionnel, l'étranger (avec ou sans papiers) et le jeune. Ces deux derniers groupes étant supposés délinquants par nature. On l'a vérifié de manière tragi-comique après les tueries de janvier 2015, quand on a arrêté

des gamins à l'école, des gens qui s'étaient moqués des flics dans la rue, deux adolescentes qui portaient une pancarte "J'aime mon prophète"... Ce ne sont pas, ou plus, des mesures de circonstance, mais un mode de gestion pénale et politique de la société, et un préservatif contre la radicalisation des révoltes : grèves, mouvements de la jeunesse ou du type "Occupy".

**Pourquoi cet état d'exception permanent est-il si peu contesté ? Quelles résistances inventer ?**

Il est frappant de constater, en effet, que les réactions diminuent d'intensité et sont donc inversement proportionnelles au durcissement des lois et des pratiques policières. C'est sans doute en partie dû à ce que ce raidissement est le fait aussi bien des gouvernements de "gauche" que de "droite". On l'a constaté lors de la mise en place de l'état d'urgence, en 2005, une première depuis la guerre d'Algérie ! qui n'a suscité que des réactions minimalistes et embarrassées, y compris à l'extrême gauche. J'ai republié dans mon dernier livre, *Comment peut-on être anarchiste ?* (Libertalia, 2015), un texte de présentation de l'Assemblée de Montreuil qui a organisé à l'époque des manifestations,

sans autorisation, dont une en plein Paris, la nuit du réveillon. La preuve que les marges de liberté se réduisent d'autant plus qu'on ne les occupe pas... Surveillance et manipulations policières ne sont pas une fatalité écrasante à la Big Brother. Les inculpé(e)s de l'affaire de Tarnac l'ont prouvé, et récemment les animateurs de la bibliothèque anarchiste La Discordia (Paris XX<sup>e</sup>), qui ont repéré, enlevé et balancé dans le canal un dispositif de surveillance installé dans l'école d'en face. Humour, action directe et désobéissance civile doivent se conjuguer pour résister, matériellement et psychologiquement, à la *terrorisation*.



Claude Guillon vient de publier aux éditions Libertalia *Comment peut-on être anarchiste ?*

## DES MENUS VÉGÉTARIENS OBLIGATOIRES DANS LES CANTINES ?



## SAISON DES NOBEL



## MERS ET OcéANS EN VOIE DE DÉSERTIIFICATION



## SYRIE : OBAMA ET POÛTINE CAMPENT SUR LEURS POSITIONS



## ■ DOSSIER

LE RENOUVEAU  
DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

## 5 "Outiller les désirs de démocratie"

Un véritable essaimage d'expériences indépendantes d'éducation populaire, sous forme de SCOP ou d'associations 1901, ont fait leur apparition au cours des quinze dernières années. L'exemple du Contrepied, en Bretagne, est significative de cette nouvelle génération.

6 1790-1990 : les trois vies  
de l'éducation populaire

Issus de la philosophie des Lumières et de la Révolution française, trois grands courants de pensée : laïque, religieux et révolutionnaire, revendiquent d'avoir été à l'origine du mouvement de l'éducation populaire. Comment s'est développée cette dynamique jusqu'à aujourd'hui ?

9 Rencontre avec quelques acteurs  
de l'éducation populaire

Pour en savoir davantage sur les dynamiques actuelles, Silence est allé à la rencontre de plusieurs acteurs de l'éducation populaire. Le Caravanserail Café, situé à Villeurbanne, et les branches lyonnaises du Planning Familial, des MJC et du Crefad, lèvent le voile sur quelques questionnements qui les animent.

12 Pour une éducation populaire  
politique

"Une éducation populaire qui ne dérange pas le système, l'arrange", aiment à dire les membres de la coopérative d'éducation populaire La Trouvaille. Silence les a interrogées sur le renouveau des pratiques actuelles et sur la place de l'écologie dans celles-ci.

## ■ CHRONIQUES

15 **Écologie pratique** : Des tissus pliés qui nous emballent !

17 **Bonnes nouvelles de la Terre** : Au Brésil, des passionnés sauvent les abeilles sans dard et préservent la biodiversité

18 **Catastrophe de Fukushima** : Les deux tiers du Japon seraient contaminés par le nuage radioactif...

24 **Nucléaire ça boum !** : Le pape François s'oppose à l'arme nucléaire

25 **100 dates féministes pour aujourd'hui** : 1969 : des sorcières contre le capitalisme et le patriarcat

27 **En direct de nos colonies** : Nouvelle victoire populaire au Burkina

## ■ ARTICLES

## 31 Grèce, l'écologie en temps de crise

Silence a voulu revenir sur la situation sociale et humaine en Grèce. Pour brosser ce tableau nous avons choisi le regard d'une militante écologiste, Dimitra Spatharidou. Elle nous parle de l'effondrement de la société grecque, mais aussi de la lueur d'espoir que représentent les combats pour les biens communs.

## 34 BD : Comprendre la guerre en Syrie

La situation en Syrie semble compliquée lorsqu'on la suit à travers le prisme de nos médias. Jean-Pierre Filiu est l'un des spécialistes de la question. A partir de 2013, il s'est associé avec Cyrille Pomès pour exprimer en BD à la fois la complexité de la situation et le quotidien de ceux qui aujourd'hui fuient le pays par millions.

36 Musique : Hervé Krief,  
l'art de l'engagement

"Arrêtons de travailler", "Plus de pétrole", "Fukushima mon amour", "Téléphone mobile", "Publicité",... En lisant les titres des chansons de son dernier album, Toi qui marches, on comprends pourquoi il était évident que Silence s'entretienne avec le musicien Hervé Krief..

## 38 Nous pouvons bloquer le TAFTA !

Le TAFTA est un projet d'accord commercial de grande ampleur négocié discrètement entre l'Union Européenne et les Etats-Unis. Cet accord vise à faciliter le commerce en supprimant les "obstacles réglementaires superflus". Des tribunaux arbitraux permettront aux entreprises transnationales d'obtenir réparation chaque fois qu'elles s'estimeront lésées par une décision des pouvoirs publics.

## 48 Vers la fin des OGM cachés ?

Les faucheurs volontaires d'OGM, mouvement d'action non-violente, agissent depuis plusieurs années pour neutraliser des cultures commerciales et des essais d'OGM mutés. Mais les quantités cultivées sont importantes et il est nécessaire d'intensifier l'action et les soutiens pour faire basculer le rapport de force et imposer un moratoire.

## ■ BRÈVES

15 Alternatives • 18 Nucléaire • 19 Vélo(rution)  
20 Énergies • 21 Climat • 22 Environnement • 24 Paix  
25 Femmes, hommes, etc. • 26 Politique • 27 Nord/Sud  
27 Politique • 28 Santé • 29 Agri-bio • 29 Annonces  
30 Agenda • 41 Courrier • 43 Livres • 46 Quoi de neuf ?

Prochain dossier :

**Alternatives en Aude  
et Pyrénées-Orientales**



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **28 octobre 2015** - Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 4<sup>e</sup> trimestre 2015 - Tirage : 5000 ex. - Administrateurs : Eric Cazin, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Danièle Gonzalez, Justine Lamonerie - Directrice de publication : Monique Douillet - Comité de rédaction : Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - Pilotes de rubriques : Christian Araud, Cécile Baudet, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Selek, Xavier Sérédine, Francis Vergier - Maquette : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins : Faustine, Lasserpe, Luko, Noriko, Yakana - Correcteurs : Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault, Françoise Weite - Photographes : Joachim Bertrand, Albert Brixko, Christine Dierenbach, Annabelle Folliet, Jeon Han, La Trouvaille, Odile Pinson, Alex Plyshyn, UNFCCC, Elke Wetzig - Et pour ce n° : Sylvain Bermond, Isabelle Cambourakis, Jean-Pierre Dacheux, Mathilde Dorcadie, Baptiste Giraud, Pascal Martin, Annaïg Mesnil, Alexia Morvan, Thomas Noïrot, Noriko, Emmanuelle Pingault, Michel Scribe, Katia Storaï - Couverture : d'après l'affiche de la conférence gesticulée d'Alec Somoza - Internet : Damien Bouveret, Xavier Sérédine - Développement supports informatiques : Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

## Association Silence

9, rue Dumenge,  
69317 Lyon Cedex 04  
Tél. : 04 78 39 55 33  
[www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

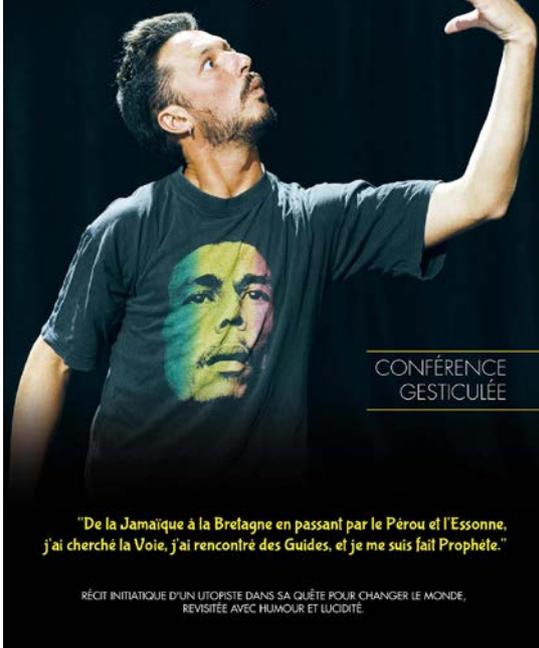
Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Dépositaires, stands et gestion : Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335  
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur – Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

## Colibri sur lit de prophéties

Recette pour changer le monde



Conférence gesticulée d'Alec Somoza



Affiche de promotion de l'éducation populaire



Atelier au Caravanseraïl (Villeurbanne)

# ÉDITORIAL

## À la recherche de l'éducation populaire

**L**a famille, l'école et la télévision (puis l'ordinateur, l'Iphone, ...). Dans notre société, les enfants et les "jeunes" seraient pris en charge alternativement par l'une ou l'autre de ces trois sources d'influence majeures. Cette vision n'est-elle pas un peu réductrice ?

Mais au fait, de quoi auraient-ils besoin d'autre ?

D'espaces intermédiaires où apprendre à coopérer, à affûter leur esprit critique, à se révolter ? Mais ces savoirs et ces savoir-être ne peuvent pas venir d'en-haut, des classes dominantes. Ils ne peuvent s'élaborer qu'en dehors des institutions, dans des lieux de contre-pouvoir.

C'est peut-être dans cet espace "autre" que nous pouvons partir à la recherche de l'éducation populaire. Non pas pour trouver une impossible définition, car l'enjeu n'est pas identitaire. Mais pour explorer des espaces sociaux que nous n'avons plus l'habitude de regarder avec attention. Nous oublions vite qu'il y a deux générations, les jeunes étaient massivement pris en charge dans leur formation sociale, politique, artistique, spirituelle, scientifique, par une multitude de mouvements animés par des militant-e-s, passionnés par un projet de société qu'ils cherchaient à transmettre. Des Jeunesses musicales aux Maisons des Jeunes et de la Culture, des Scouts aux Francas, des Jeunesses ouvrières chrétiennes (JOC) aux Jeunesses communistes, nombreux étaient les espaces sociaux intermédiaires se donnant pour vocation d'accompagner les jeunes dans un parcours d'émancipation ou de citoyenneté. A côté des Eglises et du parti communiste qui composaient le gros du peloton, de nombreux autres mouvements existaient.

Les temps ont changé. L'éducation populaire a traversé un creux de la vague à partir des années 1980-1990, du fait de la chute de l'influence des idéologies de gauche et du développement marchand des loisirs individuels. Mais parallèlement, de nouvelles formes d'interventions sont nées.

Des "conférences gesticulées", mises à l'honneur notamment par la SCOP Le Pavé (1), aux camps de vacances "alternatifs" qui éveillent les jeunes à l'autonomie et à l'écologie. L'écologie qui, justement, a aussi fait son entrée dans la ronde.

C'est à cette ronde que nous avons voulu participer l'espace d'un dossier pour sentir quelles sont les énergies qui la traversent aujourd'hui. Quel que soit le nom qu'elle se donne.

*Monique Douillet et Guillaume Gamblin*

(1) L'autodissolution de la SCOP Le Pavé en décembre 2014 a donné naissance à deux nouvelles structures d'éducation populaire : La Trouvaille et le Contrepied.



Conférence gesticulée :  
"Travailler moins pour  
gagner plus"

# "Outiller les désirs de démocratie"

Un véritable essaimage d'expériences indépendantes d'éducation populaire, sous forme de SCOP (1) ou d'associations 1901, ont fait leur apparition au cours des quinze dernières années. L'exemple du Contrepied, en Bretagne, est significative de cette nouvelle génération.

**L**E CONTREPIED EST UNE SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE de cinq salariés, installée au nord de Rennes, qui "vend du temps de cerveau disponible pour la transformation sociale", expliquent avec ironie ses animateurs.

## DÉSINTOXIQUER DE LA LANGUE DE BOIS

Ses interventions visent, selon les situations, à outiller les désirs de démocratie interne d'une association ou d'un collectif militant (connaissez-vous par exemple les élections sans candidat ?), à partir dans la rue pour y faire naître des débats de société avec les Porteurs de parole, à se désintoxiquer de la langue de bois...

Au-delà de la transmission d'outils, œuvrer à la transformation sociale constitue le cœur de l'éducation populaire politique dont ses membres se revendiquent.

Le Contrepied développe ses actions également vers le mouvement syndical, pour y partager ses savoirs-faire sur l'animation des réunions notamment, et les coopératives, pour y partager l'expérience autogestionnaire acquise au long de l'expérience de la coopérative Le Pavé, dont proviennent quatre des cinq salariés actuels.

## DES QUESTIONS

Quand on est bénévole ou salarié d'une structure qui se revendique de l'éducation populaire, vient tôt ou tard le moment du "Pourquoi ?" : pourquoi la

structure court-elle après l'argent, pourquoi on ne s'adresse que peu ou pas aux classes populaires, pourquoi on enchaîne les "projets" ? Le Contrepied utilise ces questionnements pour travailler les contradictions qui animent la plupart des professionnels ou militants, sans se mettre d'ailleurs au-dessus de la mêlée : dans une SCOP, on est à la fois salarié et employeur... pas facile à gérer !

Si l'équipe partage des valeurs et pratiques libertaires, des influences diverses viennent s'y greffer : décroissantes, féministes, syndicales ou non-violentes par exemple. Le Contrepied est attaché à son indépendance financière.

## NE PAS ÊTRE BINAIRES

Pour autant, si les grilles idéologiques, féministes, écologistes ou syndicales ont le mérite d'aider à désigner l'ennemi, elles ont souvent le défaut de réduire le réel à deux camps, celui du bien et celui du mal.

Il faut donc prendre tout à la fois le contrepied de la pensée militante trop souvent binaire, avec ses méchants capitalistes et ses gentils révoltés, et de la pensée dominante cultivant l'impuissance : "A quoi bon chercher à changer quoi que ce soit ?"

Refonder une éducation populaire capable de réconcilier pensée complexe et pouvoir d'agir, c'est le pari de cette petite coopérative bretonne.

Propos recueillis par Monique Douillet ■

## Le Contrepied

Le Contrepied organise des stages de formation : "De la colère à l'action collective", "Susciter la participation", "Éducation populaire et transformation sociale"... des interventions "sur site" et des conférences gesticulées : Le plein d'énergie, Water-causettes, Travailler moins pour gagner plus, Les incultes, une autre histoire de l'engagement, Famille, je vous haime. Elle diffuse également des publications sous forme de DVD et de cahiers thématiques.

Le Contrepied coopère avec cinq autres structures d'éducation populaire : L'Orage (à Grenoble, [www.scoplorage.org](http://www.scoplorage.org)), l'Engrenage (à Tours, <http://lengrenage.blogspot.com>), la Coopérative du Vent debout (à Toulouse, [www.ventdebout.org](http://www.ventdebout.org)), la Trouvaille (à Rennes, <http://la-trouvaille.org>).

■ Le Contrepied, 10, Basse Rue, 35250 Saint-Germain-sur-Ille, tél : 09 64 04 95 42, [www.lecontrepied.org](http://www.lecontrepied.org), [contact@lecontrepied.org](mailto:contact@lecontrepied.org).

(1) Sociétés coopératives de production



Parce que nous pensons que nos enfants deviennent  
**autonomes**  
 en apprenant à faire des choses. Que les centres de loisirs, les MJC, les colos, les chantiers, les mini-camps, le volontariat, les associations de jeunes font partie des trop rares espaces où ils peuvent apprendre en faisant, découvrir en s'amusant prendre des initiatives, décider de ce qu'ils ont envie (ou pas) de faire. Que l'éducation est l'affaire de **tous** et qu'à côté des familles et de l'école, des milliers de jeunes et moins jeunes, tous expérimentés, sont là pour les accompagner chaque jour dans leur **construction**. Alors, nous proclamons 

www.iloveeducpop.fr



# 1790-1990 : les trois vies de l'éducation populaire

Issus de la philosophie des Lumières et de la Révolution française, trois grands courants de pensée : laïque, religieux et révolutionnaire, revendiquent d'avoir été à l'origine du mouvement de l'éducation populaire. Comment s'est développée cette dynamique jusqu'à aujourd'hui ?

**C**URIEUSEMENT, UN DES PIONNIERS DU courant laïque a été l'abbé Henri Grégoire, sacré bonhomme révolutionnaire qui, en 1794, ouvre le Conservatoire national des arts et métiers à Paris (1) et en installe des antennes dans d'autres villes françaises. Leur vocation : promouvoir, à partir des travailleurs du peuple, un corps d'ingénieurs ou de cadres pour développer l'industrie et stimuler la création.

En 1866, la Ligue de l'enseignement, créée par Jean Macé, journaliste et fils d'ouvrier, défend l'école gratuite, obligatoire et laïque et développe des œuvres post- et périscolaires. Les amicales d'anciens élèves, mutuelles, coopératives se répandent sur le territoire. Parmi elles, 124 universités populaires à l'attention d'un public qui n'a pu bénéficier de l'instruction publique. Le succès de ces initiatives inspire au gouvernement la loi de 1901 sur les associations.

**"CE QUI MANQUE À L'OUVRIER, C'EST LA SCIENCE DE SON MALHEUR."**  
 (FERNAND PELLOUTIER)

Les grands principes de l'éducation populaire seront énoncés par la Commune de Paris (1871). Ils reposent sur la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et la séparation de l'Église et de l'État. Les communards revendiquent l'instauration d'un ministère du Travail,

la suppression du travail de nuit, le moratoire sur les loyers, l'enseignement laïque et gratuit, l'apprentissage assuré par les travailleurs, la cantine et les fournitures scolaires gratuites.

Sous la Troisième République (1870-1914), on voit naître le droit de grève, le droit syndical, l'école publique laïque et obligatoire, les premières bourses du travail. Et comme il faut "instruire pour révolter", les ouvriers réclament des bibliothèques dans les entreprises et des cours du soir sur l'économie, la philosophie et l'histoire (2).

**"INSTALLER UNE ÉLITE INTELLECTUELLE ET SOCIALE DANS LA CLASSE OUVRIÈRE."**  
 (MARC SANGNIER)

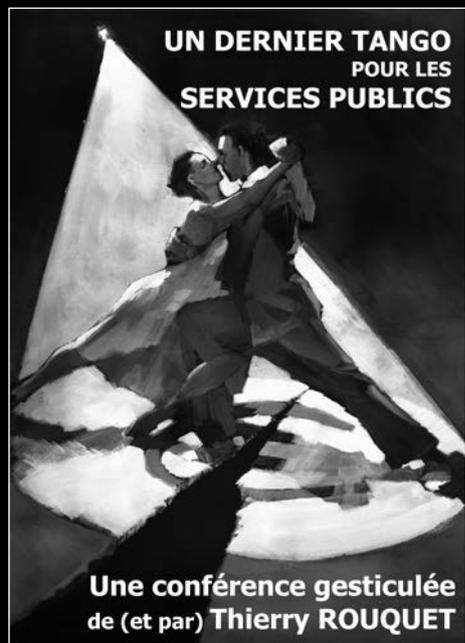
En 1894, Marc Sangnier, intellectuel catholique fervent mais sans pantoufles cléricales, qui se dit "républicain d'extrême-gauche", crée *Le Sillon* et prône un christianisme démocratique et social. Ses instituts populaires essaient sur le territoire (3). Trop à gauche et trop social, il sera condamné par le pape en 1910.

Quand on parle du goupillon, le sabre n'est pas loin ; il ne faut pas oublier que l'armée, associée à l'Église, a toujours eu une place de choix dans la formation des jeunes gens. Ses méthodes pédagogiques ont inspiré Baden Powell, qui lance en Angleterre un mouvement

(1) Dans le prieuré de Saint-Martin-des-Champs (fraîchement nationalisé)

(2) En sus de leurs formations au sein de l'entreprise, destinées à augmenter leur productivité.

(3) Le congrès national de 1905 rassemble près de mille cercles venus de la France entière.



novateur par sa pédagogie : le scoutisme se répandra dans le monde.

La guerre de 1914-1918 donne un coup d'arrêt à ces élans, mais les initiatives reprennent assez vite après.

### AU MILIEU DU 20<sup>E</sup> SIÈCLE, LE BOUM DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

De 1920 à 1959, stimulée par le gouvernement du Front populaire puis par celui de la Libération, l'éducation populaire se développe.

La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), née en 1925, connaît un essor fulgurant. Les jocistes s'engagent partout où vivent de jeunes travailleurs. Marc Sangnier évolue vers les courants libertaires, se consacre à la cause pacifiste et crée la première auberge de jeunesse en 1929.

Les mouvements libertaires sont omniprésents dans les auberges de jeunesse, dans le théâtre d'intervention et sur le terrain des nouvelles pédagogies, type Freinet.

Le Théâtre national populaire s'installe au Trocadéro, à Paris. Les premiers ciné-clubs apparaissent, promus par Louis Delluc.

### 1936 : "RIEN N'EST TROP BEAU POUR L'OUVRIER."

A la faveur du Front populaire, on ouvre des musées, on développe des cours et conférences radiophoniques, le palais de la Découverte montre la science en train de se faire, l'Etat encourage le sport et les activités en plein air. "Nous voulons que l'ouvrier, le paysan et le chômeur trouvent dans le loisir la joie de vivre et le sens de leur dignité." (Léo Lagrange) En 1937 naissent les Centres d'entraînement aux méthodes actives (CEMEA), d'inspiration laïque et libertaire, qui encadrent les loisirs et vacances des enfants.

### 1945 : "RENDRE LA CULTURE AU PEUPLE ET LE PEUPLE À LA CULTURE."

Né pendant la Résistance, le grand projet pédagogique de Jorge Dumazedier (sociologue) et Bénigno Cacérès, ouvrier, se nommera "Peuple et Culture". A ses côtés apparaissent les Maisons des jeunes et de la culture (MJC), puis les Francas, la Fédération du théâtre amateur, les Jeunesses musicales de France, les foyers Léo-Lagrange et les foyers ruraux. La loi du 16 mai 1946 permet aux comités d'entreprise de financer des œuvres sociales, culturelles et de loisirs. "Tourisme et Travail" et "Travail et Culture", proches de la CGT, joueront un rôle actif (4). Les politiques de jeunesse vont se multiplier sous le sigle JEP (Jeunesse et éducation populaire).

### CULTURE CULTIVÉE ET CULTURE POUR LE PEUPLE

Mais, dès 1959, le fossé se creuse entre la "culture cultivée", gérée par André Malraux, alors ministre de la Culture, et la "culture pour le peuple", placée sous la tutelle du ministère de la Jeunesse et des Sports.

A partir des années 60, on assiste à des glissements progressifs : après l'Etat, les communes puis les départements commencent à utiliser l'éducation populaire à des fins de régulation sociale et d'insertion. En 1964 naît la Fédération nationale des centres culturels communaux, qui a pour objectif de financer et chapeauter les associations et les activités culturelles en les plaçant sous le contrôle des municipalités. Conjointement, le Parti communiste lance une campagne nationale pour que l'on consacre à la culture 1 % de tous les budgets publics. De son côté, l'Etat crée le premier diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire (DECEP) (5).

(4) Jean Guéhenno sera chargé de la direction de l'Éducation populaire au sein du gouvernement du général de Gaulle.

(5) Sous l'égide du ministère de la Jeunesse et des Sports. Il incite aussi les mouvements d'éducation populaire à professionnaliser leurs cadres et à former des animateurs.

► Conférence gesticulée  
de Geneviève Voisin  
"faim dans le monde"



Albert Brinko

### DE L'ÉDUCATION POPULAIRE À L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE : TERRITORIALISATION DES EMPLOIS

A partir de 1971, la manne des crédits pour la formation professionnelle continue (loi Delors), habilement utilisée par le gouvernement, réoriente progressivement les mouvements d'éducation populaire selon les vues de celui-ci. Les subventions sont remplacées par de généreuses conventions attribuées pour la formation d'un corps d'animateurs socio-éducatifs et culturels professionnels au service des collectivités territoriales. La consigne est de former des animateurs de loisirs, jeunesse, enfance, culture... (6)

Quel est le public visé ? Officiellement, tout le monde. On ne distingue plus les classes sociales. On considère la zone géographique d'influence. Sauf que... les zones géographiques correspondent, plus qu'avant, à des catégories sociales bien spécifiques, avec la construction de grands ensembles d'un côté et, de l'autre, les centres-villes qui s'embourgeoisent.

Les nouveaux animateurs socio-éducatifs, socioculturels et sociaux tout court sont surtout appelés dans les zones à urbaniser en priorité (ZUP) et les quartiers construits pour les salariés d'entreprises nouvellement implantées. Leurs habitants transplantés n'ont ni famille ni relations là où ils vivent, d'où la nécessité de créer du lien, des lieux de rencontre et des services. Dans ces nouveaux espaces de vie se croisent rapatriés d'Algérie, harkis, Portugais, Maghrébins, puis Africains immigrés et salariés en général, de plus en plus fréquemment déplacés au gré des entreprises. A cela s'ajoutent les effets de l'exode rural et du baby-boom.

Les classes moyennes (employés, ouvriers qualifiés, techniciens, cadres intermédiaires) sont demandeuses d'activités culturelles, physiques et artistiques. Dans les zones plus défavorisées,

les centres sociaux mettent en place des cours d'alphabétisation, de français, de cuisine et de couture. L'information sur la contraception pour les femmes circule dans les centres de protection maternelle et infantile (PMI) grâce au *Planning Familial*.

### EN 1980, LE MAILLAGE EST PRESQUE PARFAIT...

Mais quand montent le chômage de masse et ses effets pernicioseux, particulièrement sur les jeunes, que les violences se multiplient, que le racisme se réveille, il n'y a plus d'avocat pour représenter les victimes. Les institutions d'éducation populaire, occupées par des activités de formation et de loisirs, sont coupées des désordres de la rue. Pendant ce temps, l'influence idéologique du clergé, des syndicats, du Parti communiste — qui ont cimenté, d'une certaine façon la paix sociale — décline, laissant place à un monde désenchanté. Le fossé se creuse entre classes moyennes et populaires.

Sur le terrain de ce désarroi, les mouvements nés dans la foulée de 1968 : écologistes, non-violents, libertaires, autogestionnaires, expérimentateurs d'agriculture biologique, de pédagogies nouvelles, féministes... restés marginaux pendant les années 70, prennent de l'ampleur et commencent à se faire entendre. Ceux-ci sont plutôt issus des classes moyennes intellectuelles. En parallèle, une "culture populaire" venue d'ailleurs se développe dans les cités : break dance, hip-hop, rap et slam, graffitis et fresques murales à la bombe. La plupart de ces jeunes n'ont jamais entendu parler d'éducation populaire.

La suite ? Les autres articles de ce dossier offrent un aperçu de la dynamique de l'éducation populaire aujourd'hui.

M. D. ■

(6) Les nouveaux diplômés, CAPASE puis DEFA, étendront la fonction d'animation au domaine social (centres sociaux, foyers de jeunes travailleurs).



◀ Le Caravansérail  
Café à Villeurbanne  
(métropole de Lyon)

# Rencontre avec quelques acteurs de l'éducation populaire

Pour en savoir davantage sur les dynamiques actuelles, Silence est allé à la rencontre de plusieurs acteurs de l'éducation populaire. Le Caravansérail Café, situé à Villeurbanne, et les branches lyonnaises du Planning Familial, des MJC et du Crefad, lèvent le voile sur quelques questionnements qui les animent.

**L**E CARAVANSÉRAIL CAFÉ, À VILLEURBANNE, nous ouvre d'abord ses portes. Le lieu est clair, décoré simplement, mais avec goût (ce qui suffit à le différencier des locaux anonymes des collectivités locales), et donne sur un espace vert de belle taille. Son aisance surprend dans le cadre du centre commercial La Perralière, situé au milieu d'habitations à loyer modéré (1). Comme les caravansérails d'autrefois, ce lieu dit "café-pont" mêle les dégustations artistiques et alimentaires (plat du jour bio et végétarien). Je remarque qu'on y parle plusieurs langues, qu'on y porte — ou non — un voile, un boubou ou toute autre tenue vestimentaire en relation avec un courant de pensée ou de religion, dans le respect du libre-arbitre de chacun.

## UN POINT DE RENCONTRE POUR LES HABITANTS DU QUARTIER

Nathalie, l'une des fondatrices du lieu, me dit que l'objectif est de faire de ce local un point de rencontre pour les habitants du quartier. Il y a par exemple un espace destiné aux enfants, avec des jeux éducatifs et des livres, mais ce n'est pas une halte-garderie où l'on pourrait poser les petits pendant le temps des courses ! C'est plutôt un lieu où parents et enfants viendront

partager un moment enrichissant en se frottant à d'autres modèles familiaux.

Les valeurs prônées par le lieu sont l'*empowerment* (anglicisme pour désigner le fait de se réapproprier du pouvoir), l'éthique, le respect et la bienveillance.

À l'origine se trouve une association, Education en héritage, qui croit à la force de l'intelligence collective et se définit comme une organisation apprenante.

L'esprit du projet : le Caravansérail Café est associatif et répond aux exigences de l'économie sociale et solidaire, grâce à un fonctionnement collaboratif et participatif : une valorisation du travail bénévole et la mise en place d'échanges non monétaires ; la promotion d'une éducation éthique et respectueuse du sujet ; la valorisation d'une autre consommation.

L'information sur les événements organisés (conférences, expositions, débats...) est diffusée de cercle en cercle sur le réseau des partenaires, parmi lesquels on compte les Colibris, les rencontres Dialogues en humanité (2), les AMAP, etc.

Comment et de quoi vit ce type de structure ? "L'équilibre financier du Caravansérail Café est précaire, explique Karima Mondon, présidente d'Education en héritage. L'association trouve son équilibre dans la détermination, l'envie et l'énergie de ses fondateurs et bénévoles."

(1) A une station de métro des gratte-ciel de Villeurbanne, dans la métropole de Lyon.

(2) Temps d'échanges organisés autour de la parole ouverte et bienveillante et des enjeux humanistes, chaque année à Lyon. <http://dialoguesenhumanite.org>



➤  
Sortie avec le  
Caravansérail Café

■ Caravansérail Café, 50, rue du 4-Août-1789, 69100 Villeurbanne, tél : 09 52 46 45 38, <http://caravanserail-cafe.com>

■ MJC Vieux-Lyon, 5, place Saint-Jean, 69005 Lyon, tél : 04 78 42 48 71, [www.mjcduvieuxlyon.com](http://www.mjcduvieuxlyon.com)

■ Planning familial du Rhône, 2, rue Lakanal, 69100 Villeurbanne, tél : 04 37 47 21 31

■ Crefad Lyon, 46, rue de Cuire, 69004 Lyon, [www.crefadlyon.org](http://www.crefadlyon.org)

### MJC : LES ACTIVITÉS DE LOISIR NE SUFFISENT PAS À FAIRE UN PROJET D'ÉDUCATION POPULAIRE

Détour par le centre de Lyon où Eve Deneuche, de la MJC du Vieux-Lyon, exprime ses questions. Sa structure "offre aujourd'hui une large palette d'activités de loisirs et de pratiques amateurs, accueille les enfants pendant les vacances et sur les temps périscolaires, dispose d'un bar associatif, offre une programmation de concerts, de spectacles, d'expositions et de débats citoyens, met en place des animations familiales et s'attache à faire vivre le quartier en proposant des événements festifs et conviviaux. Mais tout cela ne suffit pas à faire un projet d'éducation populaire en soi", ajoute-t-elle. "Dans une MJC, c'est l'engagement global au sein de la maison qui est sollicité. Le

projet d'éducation populaire devient alors tel, par sa mise en œuvre elle-même : par exemple, les animateurs d'activités ne sont pas de simples enseignants d'une technique. Ils participent à la vie de la maison, partagent son éthique, sensibilisent les adhérents à une démarche collective. Les adhérents ne sont pas des clients : ils sont régulièrement invités à s'exprimer, à prendre leur part de responsabilité au sein du groupe, à confronter leurs points de vue et à transmettre leurs suggestions. Cette pratique vise à ce qu'ils accèdent à leur propre épanouissement et acquièrent une meilleure compréhension du monde qui les entoure. Le conseil d'administration, composé d'adhérents, citoyens actifs, se mobilise et s'engage afin de proposer les orientations culturelles et pédagogiques les mieux adaptées à la demande collective et les plus cohérentes pour une société en perpétuelle évolution. Chacun, animateur, adhérent, bénévole, est convié aux commissions, espaces de réflexion et force de proposition citoyenne."

## Le secteur jeunesse et éducation populaire en chiffres, c'est :

- plus de 430 000 associations d'éducation populaire (soit 49 % des associations françaises)
- 6 millions de bénévoles
- un budget cumulé de l'ordre de 18 milliards d'euros, soit 1,4 % du PIB
- autour de 680 000 emplois (environ 330 000 équivalents temps plein).

Plus de 70 mouvements nationaux de jeunesse et d'éducation populaire sont représentés auprès des pouvoirs publics par le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP).

Ce dossier est donc loin de faire le tour des acteurs et des expériences, ne

serait-ce qu'en France ! Silence a déjà largement donné la parole à des éducateurs des secteurs loisirs et vacances de l'enfance et de la jeunesse — spécialement à travers les alternatives en région —, et nous n'avons donc pas proposé de nouveaux témoignages dans ces domaines. Idem pour les activités artistiques engagées qui s'en réclament, dans la mesure où nous avons déjà interrogé le responsable de la compagnie de théâtre "Brut de béton" au sujet du spectacle La Prière de Tchernobyl, la Compagnie des 4, qui participe à la lutte pour l'égalité des femmes, les cafés "Lecture et écriture" et les Réseaux d'échanges et de savoirs. **M. D.**

### PLANNING FAMILIAL : METTRE À MAL LA HIÉRARCHIE DES SAVOIRS ET DES PLACES

Comme l'ensemble des antennes du Planning familial, le planning du Rhône met en place des activités d'information, d'écoute, de soins et de formation, ainsi que des actions militantes, en lien avec la sexualité et la vie affective. Au sein de son équipe, les questions affluent sur ce qu'est leur mission d'éducation populaire. "Nous n'avons pas de définition construite et stable de l'éducation populaire. C'est quoi, l'éducation populaire ? Un mouvement, une idée, une méthode ? Tant de courants, de définitions se succèdent... Ce que nous avons, plus certainement, ce sont des pratiques empreintes d'une forme d'éducation populaire, au sens où elles interrogent la répartition et la hiérarchisation des savoirs et des positions", expliquent les membres de l'équipe.



← Action du CREFAD Lyon : les gens répondent à la question : "Est-ce que j'ai déjà fait du bon travail ?"

"Nous travaillons avec un ensemble de savoirs, socialement hiérarchisés : en général, on accorde plus de valeur et de légitimité aux savoirs médicaux sur le corps, qu'aux savoirs que les femmes construisent au fil de leur expérience. En donnant une place réelle aux savoirs considérés habituellement comme profanes et en donnant accès à d'autres formes de savoirs, nous pensons contribuer, à notre mesure, à renforcer la confiance en soi de chacun-e, et sa capacité réelle à vivre sa vie affective et sexuelle en faisant ses propres choix (contraceptifs, amoureux, de santé...). Nos tentatives de déhiérarchiser les savoirs se traduisent également dans notre organisation interne : la cogestion mise en place (CA – salariées) s'appuie sur l'idée que tous les points de vue ont la même légitimité et importance dans les discussions stratégiques. Le transfert régulier de savoirs et de compétences entre toutes permet de faciliter la participation réelle de chacune aux prises de décisions." (3)

### AU CREFAD, DES "ATELIERS RENVERSANTS"

Le Crefad Lyon, association issue du réseau Peuple et Culture, cherche à questionner et renouveler son approche de l'éducation populaire. Situé dans les locaux d'un collectif artisans-artistes, sur la Croix-Rousse à Lyon, "L'atelier des Sarrazineurs", il revendique comme valeurs la laïcité, la lutte contre les inégalités, les injustices et les intolérances, et pratique "l'entraînement mental" visant à la pensée critique alliée à la pratique. Il organise entre autres des "ateliers renversant", par exemple du théâtre-forum ("jouer pour déjouer les rapports de domination"), ou encore des méthodes de lecture collective sur le thème "radicalité et principe de réalité".

Son questionnement central : comment penser et structurer son action dans la complexité ? Il propose également des espaces originaux tels

que l'orchestre des lecteurs, atelier où l'on expérimente des lectures à plusieurs voix, avec solos et arrangements sonores, ouvert aux curieux de la musicalité du langage, de l'entrelacement des voix et des textes, et des ambiances sonores. Ce sont des conventions de formation et les financements ponctuels qui permettent à l'association de vivre au jour le jour.

Une diversité d'initiatives qui reflète celle de l'éducation populaire en général, multiforme dans ses thématiques, dans ses projets comme dans ses influences. On retrouve quand même une unité dans leur projet commun d'être des lieux et des vecteurs d'émancipation populaire pour permettre de mieux prendre sa vie en main face aux dominations de toutes sortes.

Monique Douillet ■

### Bibliographie (non exhaustive)

- Benigno Cacérés, *Histoire de l'éducation populaire*, Le Seuil, 1964
- Geneviève Poujol, *L'Éducation populaire : histoires et pouvoirs*, Ouvrières, 1981
- Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés*, La Découverte, 1982
- *Éducation populaire, le retour de l'utopie*, *Politis*, hors-série n° 29, février-mars 2000
- Jean Bourrieau, *L'Éducation populaire réinterrogée*, L'Harmattan, 2001
- Jean-Marie Mignon, *Une histoire de l'éducation populaire*, La Découverte, 2007
- *Éducation populaire : une actualité en question*, *Agora, débats/ jeunesse*, septembre 2007, n° 44
- Bazin Hugues, "Les enfants non reconnus de l'éducation populaire", in *Agora débats/jeunesses*, septembre 2007, n° 44, pp. 46-61, L'Harmattan
- Franck Lepage, *L'Éducation populaire, Monsieur, ils n'en ont pas voulu...* *Inculture(s) 1*, éd. du Cerisier, 2007
- *De l'éducation populaire à la domestication par la "culture". Histoire d'une utopie émancipatrice*. *Le Monde Diplomatique*, mai 2009, n° 662, pp 4-5

- Christian Maurel, *Éducation populaire et puissance d'agir*, L'Harmattan, 2010
- Damien Cerqueus, Mikael Garnier-Lavalley (dir.), *Dix raisons d'aimer (ou pas) l'éducation populaire*, éd. de l'Atelier, 2010
- Hugues Lenoir, *Pour l'éducation populaire : 1849-2009*, éd. Libertaires, 2012
- Hugues Lenoir, *Autogestion pédagogique et éducation populaire*, éd. Libertaires, 2014
- Marc Heber-Suffrin, *L'Éducation populaire – une méthode, douze entrées pour tenir ouvertes les portes du futur*, *Chronique sociale*, 2014

### Sur le web

- [www.education-populaire.fr](http://www.education-populaire.fr)
- [www.hugheslenoir.fr](http://www.hugheslenoir.fr)
- Groupe de Réflexion sur la Recherche en Éducation populaire, <https://grrep.wordpress.com>
- [www.mondefemmes.org](http://www.mondefemmes.org) voir Féminisme, comment dire le juste et l'injuste. Pour une éducation populaire féministe, Hansotte, M., 2003. Une réflexion prospective pour l'éducation populaire aujourd'hui, séminaire, janvier-juin, Liège, Belgique.

➤ Intervention du Teatro Jornal, troupe de théâtre de l'opprimé, au Brésil. Une autre forme d'éducation populaire.



# Pour une éducation populaire politique

“Une éducation populaire qui ne dérange pas le système, l’arrange” (1), aiment à dire les membres de la coopérative d’éducation populaire *La Trouvaille*. Silence les a interrogées sur le renouveau des pratiques actuelles et sur la place de l’écologie dans celles-ci.

**Silence : Quand vous utilisez les termes “éducation populaire”, vous désignez quoi ?**

*La Trouvaille* (2) : On entend deux choses. D'une part, la notion d'Éducation populaire, "avec un grand E", ce sont toutes les initiatives éducatives, des jeunes et des adultes, agréées d'Éducation populaire par le ministère de la Jeunesse, des Sports, de l'Éducation populaire et de la Vie associative, et qui se déroulent hors de l'école, dans un souci de démocratisation culturelle, puis progressivement animées par une intention plus ou moins forte de rénovation des pédagogies scolaires dominantes.

La deuxième définition de l'éducation populaire, "avec un petit e", concerne tout type d'éducation visant l'émancipation de groupes dominés, par des pédagogies critiques, leur participation à la vie publique et la visée de transformation radicale de l'ordre social. Nous nous intéressons à la deuxième définition, sans perdre l'ambition de transformer les pratiques de l'Éducation populaire avec un grand E.

**D'où (re)vient l'éducation populaire ? Quelle est la dynamique actuelle ?**

Historiquement, Éducation populaire et émancipation ne vont pas de soi (3). L'histoire en cinq temps de ce champ (4) peut se lire comme un lent travail de domestication des organisations civiles par l'État qui,

par étapes, spécialise, rétrécit et finalement incarcère leur potentiel critique.

Le premier acte de dissociation est la loi de 1884 sur la reconnaissance des syndicats, qui a d'ailleurs inspiré celle de 1901 sur les associations. Alors même que le parti politique, le syndicat, l'association, sont issus d'une même matrice historique (l'association), la loi entérine un principe de division des rôles qui assure l'étanchéité entre scène politique (aux associations politiques autorisées, la vision globale, les questions d'intérêt général, la représentation du peuple à l'assemblée) et scène professionnelle (aux syndicats, les conflits du travail).

La loi Astier de 1919 (deuxième tournant) sur l'enseignement technique approfondit le travail de segmentation en attribuant la responsabilité de l'extension des loisirs à l'Éducation populaire.

## EMANCIPATION OU PACIFICATION ?

Vient ensuite le troisième tournant, à partir de 1958, par la professionnalisation du secteur (personnel spécialisé formé par l'État) et la planification d'équipements socioculturels (avec la charge de locaux), dans le cadre d'une vaste politique d'animation mais surtout de pacification de la vie sociale des quartiers pauvres. L'État reproche alors aux associations d'être trop idéologiques et pas assez techniques.

(1) Phrase inspirée de Michel Tozzi, philosophe engagé dans l'université populaire de Narbonne.

(2) *La Trouvaille* est l'une des deux structures refondées à l'issue du processus d'auto-dissolution de la SCOP Le Pavé (au 31 décembre 2014), par Annaïg Mesnil, Alexia Morvan et Katia Storaï.

(3) Alexia Morvan, *Pour une éducation populaire politique. A partir d'une recherche-action en Bretagne*, thèse de doctorat en Sciences de l'éducation, université Paris VIII, Saint-Denis, 2011. Téléchargeable sans les annexes sur le site : <http://la-trouvaille.org>

(4) Alexia Morvan, "Éducation populaire : un enjeu de lutte", *La Revue du projet : Art et culture : les sentiers de l'émancipation*, n°20, octobre 2012, pp. 14-15



La Trouvaille

L'équipe de La Trouvaille

La quatrième étape s'amorce en 1975. L'Etat, de plus en plus libéral, devient expert du découpage de l'action publique en dispositifs de traitement local à court terme des symptômes (chômage, délinquance juvénile, etc.) typiques d'une société non démocratique. Les modes de financements publics incitatifs décentralisés découpent les actions de l'éducation populaire en contrats territorialisés, sur des objectifs opérationnels. Les nouveaux animateurs sont censés concevoir des séquences d'activité pour un public donné, guidés par une "méthodologie de projet" avec de nouvelles références (médiation culturelle, insertion sociale, développement local ou durable...). On peut conclure que les espoirs d'une politique publique d'éducation populaire "où pourrait se développer l'esprit critique" ont été déçus, malgré leurs quatre ministères de tutelle (Education nationale, Jeunesse et Sports, Affaires culturelles, Agriculture).

Dans ces conditions, l'éducation populaire "avec un petit e" pouvait-elle être autre que clandestine ?

Depuis 1995 — ce sera le cinquième temps —, les indices d'un retour de la conflictualité sociale en France s'accompagnent d'une réappropriation de la notion d'éducation populaire (5) (y compris par le ministère de la Jeunesse et des Sports entre 1998 et 2000) (6).

L'enjeu du 21<sup>e</sup> siècle est d'entretenir ce deuxième pôle, plus restrictif dans sa définition mais plus ouvert du point de vue de ses protagonistes (au-delà des acteurs officiels agréés). Pour nous, reprendre le maquis de l'éducation populaire "avec un petit e", c'est se ressaisir de la question de l'émancipation en identifiant sans cesse les figures renouvelées de la domination ainsi que les "déjà-là" (7) émancipateurs à étendre. C'est le travail d'enquête que nous avons entrepris, en tant que collectif d'éducation populaire, avec *La Trouvaille*, au sujet des pratiques managériales dans l'organisation du travail (8), ou que des

éducatrices populaires de *La Grenaille* ont mené pendant plus d'un an et demi sur la question des rapports de domination sexistes (9) qui traversaient leurs coopératives.

La repolitisation de l'éducation populaire passe par une approche matérialiste pour refaire conflit sur des choses déterminantes...

### Quelles articulations y a-t-il entre les questions écologiques et les actions d'éducation populaire ?

C'est notamment là que le "détour" historique est précieux. Historiciser permet de se rendre compte de ce dont nous héritons, de façon déterminante, c'est-à-dire l'Éducation populaire "grand E". Il n'est alors pas surprenant que les pratiques majoritaires dans ses institutions (et dans de nombreuses associations d'éducation à l'environnement) — et nous ne parlons pas des bénévoles et des travailleur.se.s qui y œuvrent, souvent avec des désirs plus radicaux — misent sur le changement de mentalités et de comportements. Héritière d'un postulat, plus ou moins conscient, de "l'incompétence populaire" (10), moralisant ou paternaliste, cette Éducation populaire-là collabore au travail d'aliénation de l'esprit critique quand il s'agit, pour citer un exemple édifiant et fréquent, de "sensibiliser aux éco-gestes", tout en laissant de côté le décryptage des rapports sociaux de production à l'origine des conséquences environnementales (et humaines) désastreuses.

### UN TRAVAIL IDÉOLOGIQUE POUR MASQUER LES CAUSES ET CULPABILISER LES DOMINÉS

C'est un travail idéologique, certes camouflé derrière de belles valeurs morales citoyennistes et "solidaristes", qui rend invisibles les causes et les acteurs du saccage écologique — pour rester dans le champ environnemental — et culpabilisent en

(5) *Politis*, "Éducation populaire, le retour de l'utopie", hors-série n° 29, février-mars 2000 ; Frédéric Chateignier, "L'éducation populaire, combien de citations ?" dans *Agora débats/jeunesse*, n° 44, 2007, INJEP, pp. 62-72.

(6) Le ministère a ensuite mis fin à cette démarche de redéfinition de l'Éducation populaire.

(7) Au sens où l'utilise le sociologue économiste Bernard Friot, ainsi que le *Réseau Salariat*, autour de l'enjeu d'un salaire à vie, voir [www.reseausalariat.info](http://www.reseausalariat.info)

(8) Annaïg Mesnil, Alexia Morvan, Katia Storaï (coordination), "Débrayage en cours... Analyses et résistances contre la colonisation managériale", La Trouvaille, 2015.

(9) Collectif de femmes du réseau d'éducation populaire La Grenaille, brochure "Éducation populaire et féminisme — Récit et analyses d'un combat (trop) ordinaire", 2015.

(10) Jean-Pierre Nossent, "A propos de l'Éducation populaire. Le peuple serait-il devenu impopulaire et l'éducation populaire ringarde ?", *Analyse de l'IHOES*, n° 18, 25 septembre 2007 [en ligne sur le site [www.ihoes.be](http://www.ihoes.be)]. Voir aussi l'article de Jean-Pierre Nossent, "Revenir aux sources de l'éducation populaire", *Politique*, n° 51, 2007, p. 11, disponible sur [www.politique.eu.org](http://www.politique.eu.org)

➤ "Ceci n'est pas un jeune" est un festival par et pour les jeunes, qui s'inscrit dans l'espace public bruxellois. Projet porté par un collectif qui vise à promouvoir la place des jeunes des quartiers bruxellois en diffusant leurs créations: vidéo, théâtre, chant, danse, graff, photos...



premier lieu ceux qui en subissent le plus les conséquences, les plus dominé.e.s. D'une part on n'enjoint pas les riches à vider leur piscine ou à ne plus prendre l'avion, mais surtout, on ne dit rien, à titre d'exemple, des enjeux autour de la privatisation de l'énergie (et donc de sa gestion à des fins lucratives).

Pour nous, ne pas tomber dans ce panneau, c'est proposer à l'écologie tout comme à l'éducation populaire de faire de la réappropriation du politique et la maîtrise de l'économie (11) par les dominé.e.s un horizon commun, dans une approche matérialiste.

Les enjeux écologiques sont inséparables des questions politiques et sociales et de rapports de production.

C'est en ça que l'éducation populaire "petite", visant la transformation de la société, se doit d'être "radicale", au sens étymologique : s'attaquer à la racine, c'est-à-dire à ce qui détermine nos existences : l'ensemble des rapports sociaux de production (de sexe, de "race", de classe) et leur interdépendance (12).

Nous pensons que la transformation sociale passe par la modification des rapports sociaux qui déterminent les individus et leurs relations, non par l'addition des changements de comportements individuels.

"Le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience" (13)

Cette éducation populaire maquisarde est déjà à l'œuvre dans le champ expérimental (semences paysannes, purin d'ortie...), dans les combats illégaux et légitimes, les savoirs et savoir-faire alternatifs, la réappropriation d'entreprises en coopératives, ou des terres (ici par Terres de lien, ailleurs au Chiapas, au Cameroun, etc.), les batailles syndicales, partout où il s'agit d'instruire nos révoltes et nos mobilisations collectives.

## POUR UN SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION POPULAIRE AUTOGÉRÉ

"Les 'éducateurs populaires' — c'est-à-dire beaucoup de militants — sont des agitateurs de sens, des bricoleurs de rêves, des créateurs de social qui prennent à bras-le-corps des questions comme les conditions matérielles d'existence à garantir par les droits sociaux" (14).

Là, et dans une visée commune émancipatrice, se situe le renouveau d'une éducation populaire politique.

Pour ne pas reproduire indéfiniment la violence des rapports sociaux quels qu'ils soient, il nous faut écrire une politique publique d'éducation populaire qui garantira l'existence des maquisard.e.s, leurs tâtonnements et leur rôle de contre-pouvoir. Car, pour ne pas s'épuiser dans la lutte, il nous faut partager un cap révolutionnaire!

On voit bien comment les modes de financement, l'institutionnalisation et l'héritage historique pacificateur ou paternaliste déterminent les actions de l'Éducation populaire en reproduisant, dans les champs environnemental, social et politique, les rapports sociaux de domination. Nous aspirons à un service public d'éducation populaire autogéré, qui assumerait son passé et renouerait avec la tradition d'"éducation intégrale" (15) dans une démarche d'auto-socio-construction des pouvoirs et des savoirs. Cela permettrait de libérer la radicalité des milliers d'éducateur.trice.s populaires.

Des prémisses sont posées en Belgique depuis 1976 par le décret sur l'éducation permanente (16). Il s'agit de s'inspirer de l'existant et d'étendre ces conquêtes, à savoir : une politique publique qui finance de la critique sociale, par le biais de soutiens au fonctionnement d'organisations, incluant les syndicats et les mouvements sociaux, en lien avec des activités menées majoritairement avec des adultes, et en particulier si cela se fait en milieu populaire.

Annaïg Mesnil, Alexia Morvan et Katia Storaï,  
Coopérative La Trouvaille ■

(11) Voir [www.reseausalariat.info](http://www.reseausalariat.info) et "Perspectives stratégiques de La Trouvaille", dans "Débrayage en cours (...)", op. cit. cahier 3.

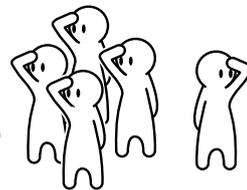
(12) Voir "I comme Intersectionnalité", "M comme Matérialisme" et "T comme Transformation sociale", dans notre *Abécédaire pour en découdre* sur notre site (en construction).

(13) Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, tr. Maurice Hussen et Gilbert Badia, Editions Sociales, 1972 (1859).

(14) Jean-Pierre Nossent, id.

(15) Gérard Chauveau, "L'école du travail dans la pensée ouvrière" [en ligne] dans *Ville École Intégration*, n° 113, juin 1998, MENRT, CNDP [consulté le 6 avril 2009], disponible sur : [www.cndp.fr/RevueVEI/chauveau113.htm](http://www.cndp.fr/RevueVEI/chauveau113.htm)

(16) voir le décret sur internet : <https://www.pfwb.be/le-travail-du-parlement/doc-et-pub/documents-parlementaires-et-decrets/documents/00004875>



Agir pour l'environnement, cela peut se faire au quotidien : en utilisant des matières naturelles, en les transformant, en se réappropriant des savoir-faire et en les transmettant par l'échange. Faire soi-même rend acteur et moins dépendant du système. C'est aussi souvent plus économique, meilleur pour votre santé et pour la planète.

## Des tissus pliés qui nous emballent !

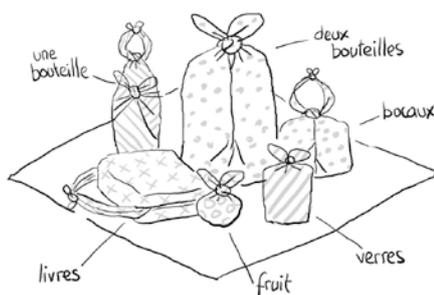
Ce mois-ci nous laissons la place à une dessinatrice japonaise qui nous explique en dessins comment on peut faire plein de belles choses avec un tissu.

### FUROSHIKI avec NORIKO

FURO : Bain SHIKI : étaler, poser par terre

15<sup>e</sup> siècle : au Japon on va aux bains publics. Pour ranger et reconnaître ses vêtements on les emballe dans un carré de tissu brodé de l'emblème de sa famille (ce qui n'est pas réservé aux nobles). En sortant du bain, on déplie le furoshiki qui devient tapis et on s'habille dessus.

Avec le furoshiki on peut (presque) tout emballer :



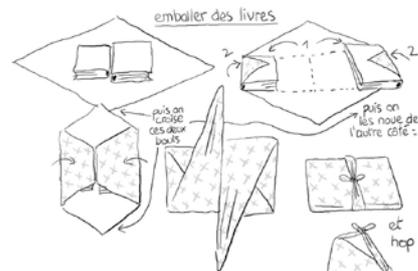
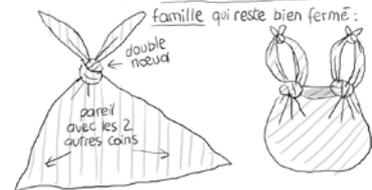
#### un sac bien fermé



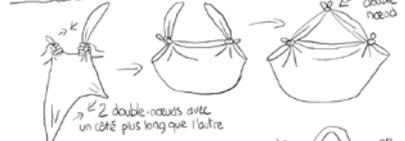
#### un sac chic qui s'ouvre/ferme très facilement :



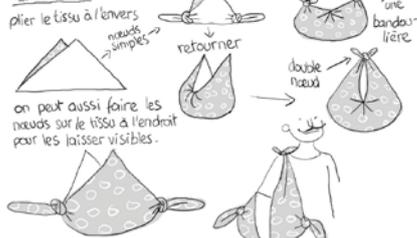
#### un autre sac de la même famille qui reste bien fermé :



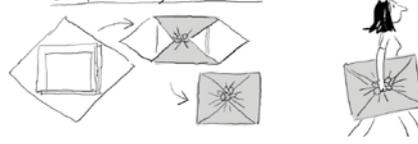
#### un sac plus "spacieux" (courses...)



#### encore un



#### transporter des grands dessins :



#### un sac à dos :



#### pour le linge sale (par exemple)



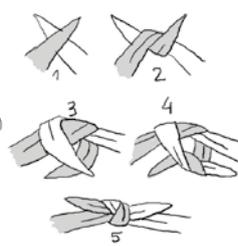
pendant l'atelier une dame nous a montré un magnifique furoshiki brodé avec lequel on peut aussi faire un roussin :



#### faire un nœud simple :



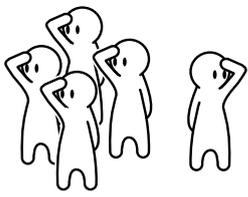
#### un double nœud :



Pour un petit objet il faut un petit carré ("handkerchief") :



Si vous voulez contribuer et m'aider pour cette rubrique sur l'écologie pratique et les savoir-faire, n'hésitez à me faire part de vos expériences :  
Michel Scrive, 5, rue de la Paix, 93500 Pantin, mishelu@riseup.net



# Alternatives

## » Écologie burlesque

### À Contre-Courant

Du théâtre de rue burlesque, givré et en phase avec les questionnements écologistes, c'est ce que propose la compagnie belge Odile Pinson,



à travers deux personnages qui essaient d'inventer leur méthode personnelle pour produire eau, gaz et électricité. Élever des anguilles, ça marche ? Et les fientes d'oiseau, ça fait du gaz ? À travers ses personnages hauts en couleur et ses "machines à se compliquer la vie", ce spectacle aborde la crise économique et

écologique et bien des débats actuels. La compagnie se déplace dans les événements écologiques et alternatifs pour le présenter. *Compagnie Odile Pinson, Édouard Cuvelier, tél : (0032) 483 119 241, www.odilepinson.com*

## Prix Nobel alternatif

Le "Prix Nobel alternatif" décerné par la Right Livelihood Foundation a été remis le 1<sup>er</sup> octobre 2015 à : Tony de Brum et le peuple des Îles Marshall, Sheila Watt-Cloutier (Canada), Kasha Jacqueline Nabagesera (Ouganda) et Gino Strada / Emergency (Italie).

• **Tony de Brum**, né en 1945, est le ministre des Affaires étrangères des Îles Marshall. Au nom de son pays, il anime au niveau mondial une campagne pour l'abolition des armes nucléaires et a saisi le Tribunal international de justice en 2014 pour demander la condamnation de neuf états (dont la France) qui n'appliquent pas le traité de non-prolifération. Les îles Marshall ont subi 67 essais nucléaires de la part des États-Unis avant d'obtenir leur indépendance. Il est également engagé, avec d'autres états insulaires du Pacifique, dans les négociations pour des engagements réels pour limiter le changement climatique et la montée des eaux qui menace leurs territoires.

• **Sheila Watt-Cloutier**, née en 1953, est l'une des avocates qui défend les droits économiques, sociaux et culturels des inuits dans l'Arctique. Elle a participé à la naissance du territoire autonome du Nunavik, au nord du Québec (11 000 habitants inuits sur un territoire grand comme la France). Elle préside le Conseil circumpolaire des inuits qui regroupe des communautés du Canada, d'Alaska, de Russie et du Groenland. C'est à ce titre qu'elle mène campagne contre la pollution des territoires nordiques par différents produits chimiques persistants comme le DDT. Elle défend le droit des inuits également dans les négociations sur le climat.

• **Jacqueline Nabagesera**, née en 1980, est l'une des activistes les plus connues du mouvement lesbien, gay, bi et trans en Ouganda et en Afrique. Elle a participé à de nombreuses campagnes pour briser les préjugés et les tabous dans le domaine après son expulsion de l'université en 2002 pour ses orientations sexuelles. Elle se bat, dans un contexte répressif, au nom des droits humains, pour l'abolition des lois discriminantes, nombreuses dans tout le continent. Elle a jusqu'à maintenant échappé aux menaces lancées contre elle.

• **Gino Strada**, né en 1948, est un chirurgien milanais, qui au fil des ans s'est spécialisé dans les dommages de guerre, au sein de la Croix-Rouge internationale, à partir de 1989. Il a été présent dans des camps de réfugiés dans huit pays jusqu'en 1994, date à laquelle il a créé sa propre organisation "Emergency" qui intervient auprès des victimes de guerre ou de zones de famine. Depuis cette date, avec l'aide de 4000 volontaires, plus de 6 millions de personnes ont été soignées dans une quinzaine de pays. L'ONG a récemment été présente sur le front du virus Ebola, dans l'aide psychiatrique en Centrafrique, dans les camps de réfugiés syriens...



## » Hauts-de-Seine

### Le projet R-Urban de Colombes menacé



En partenariat avec la mairie de l'époque, l'Atelier autogéré d'architecture, AAA, a mis en place avec plusieurs associations locales un projet R-Urban, projet de résilience urbaine. Il s'agit d'implanter, au pied de tours d'habitation, un jardin potager partagé, une aire de maraîchage, un poulailler, une aire collective de compost et un bâtiment en bois qui accueille des structures de recyclage, de réparation, un fablab... Ce projet se fait en lien avec d'autres projets similaires dans d'autres villes européennes. Il s'agit d'une application concrète en lien avec la résilience des villes en transition, les programmes de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>...

Le changement de majorité en 2014, de PS vers Les Républicains, va tout remettre en cause. La nouvelle équipe municipale annonce rapidement son intention de créer un parking pour des voitures et propose de déplacer le projet... sans proposer d'autres lieux. Interpellée, la Commission européenne estime que le financement qu'elle a apporté a bien été utilisé pour monter les réalisations existantes, mais ne se prononce pas sur la pérennité des installations. Le projet a coûté 1,6 millions d'euros dont 630 000 payés par la commune, le reste par le programme européen Life, mais aussi le Ministère de l'écologie, le conseil régional, le conseil départemental, la fondation de France...

L'AAA a recensé une vingtaine de lieux possibles pouvant accueillir les installations... ou un parking, ce qui éviterait de tout déménager. La convention entre les associations et la mairie est arrivée à expiration le 15 septembre 2015.

<http://r-urban.net>

## » Corse

### Forse-Matin

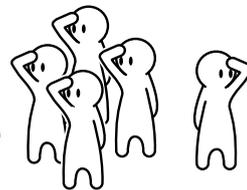
L'Association pour une Fondation de Corse a publié le 5 août 2015 une fausse édition de

Corse-Matin, devenu "Forse-Matin" et avec pour sous-titre "Soyons le changement que nous voulons voir dans le monde".

Ce numéro annonçait une rencontre à Corte sur le thème "des passionnés de solutions pour une terre corse nourricière et durable".

Le numéro de 16 pages présente différentes initiatives dans les domaines de la culture, de l'environnement, demande le respect des lois de protection du littoral, prône une politique allant vers le zéro déchet, incite à soutenir le maintien des métiers traditionnels, appelle à adopter la non-violence. Le numéro peut être lu sur le site de l'AFC-Umani : <http://afcumani.org/WEB-afcumani-Forse%20Matin.pdf>





## » Exposition

### Sacrée croissance !



L'enquêtrice Marie-Monique Robin a publié en 2014 un livre et un film intitulés *Sacrée croissance !* dans lesquels elle remet en cause le dogme de la croissance économique, avec de nombreux exemples concrets d'alternatives à l'appui, en Allemagne, au Bhoutan,

au Brésil... Une exposition est née à partir de ce matériau. Instrument de sensibilisation conçu pour un large public, elle conjugue images, textes, hologrammes et vidéos. Huit modules présentent sept expériences réussies à travers le monde. Public adulte et scolaire. Diffusé par M2R. Vous pouvez la commander auprès d'Anne-Françoise Roger, tél : 06 79 33 07 75, a.f.roger@free.fr.

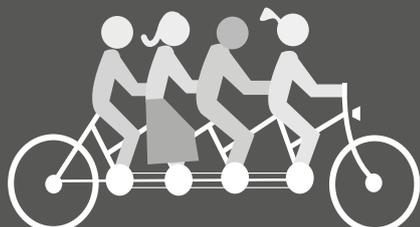
## AlterTour 2016

L'été prochain, le prochain AlterTour passera dans l'ouest de la France : Finistère, Côtes-d'Armor, Morbihan, Ille-et-Vilaine, Sarthe, Mayenne, Orne, Manche. Si vous souhaitez les voir passer chez vous, vous pouvez les contacter dès maintenant : [altertour@gamil.com](mailto:altertour@gamil.com) ou 06 77 59 30 92 (Mathieu).

## Tour Alternatiba 2015 : un premier bilan

Après 5600 km parcourus à vélo depuis le mois de juin 2015, ce sont près de 1500 cyclistes qui ont participé aux cinq derniers kilomètres lors de la dernière étape dans Paris, les 26 et 27 septembre. Selon un comptage réalisé tout au long du tour à vélo, ce sont plus de 300 000 personnes qui ont participé à une étape, et plus de 110 000 qui ont visité un village des alternatives. Plus d'une centaine de ces villages se sont tenus dans toute la France et quelques uns à l'étranger. A Paris, sur la place de la République, transformée en village alternatif, difficile de déterminer précisément le nombre de participants : les estimations vont de 20 000 à 60 000 personnes. Parmi les stands, un énorme banquet pour 5000 personnes, entièrement réalisé à partir d'aliments jetés par les grandes surfaces !

<https://alternatiba.eu/>



# ALTERNATIBA

» CHRONIQUE

## BONNES NOUVELLES DE LA TERRE

Mathilde Dorcadie

### Au Brésil, des passionnés sauvent les abeilles sans dard et préservent la biodiversité

**La disparition des abeilles serait une catastrophe pour l'agriculture et par extension pour l'humanité. En Amérique du Sud, on mise sur le caractère inoffensif des abeilles natives sans dard pour protéger et multiplier les populations de butineuses.**



On s'imaginerait difficilement en Europe installer une ruche dans son jardin sans posséder de solides connaissances en apiculture et un équipement adéquat. Encore moins lorsqu'on habite avec des enfants ou des personnes vulnérables aux piqûres d'abeilles. A São Paulo, Gerson Pinheiro, lui, possède une trentaine de ruches dans son arrière-cour et s'en approche sans protection.

#### Préserver les butineuses

Aucun danger à redouter : les abeilles qu'il élève ne piquent pas. La vingtaine d'espèces qui tourbillonnent autour de lui sont toutes natives du Brésil et appartiennent à la famille des meliponidae. Ces abeilles n'existent pas en Europe, car elles ne supportent que les climats tropicaux. Ces insatiables travailleuses encore peu connues jouent, comme leurs cousines avec dard, un rôle primordial dans la nature : la pollinisation.



"C'est ma fille qui, il y a cinq ans, m'a parlé de ces abeilles après une sortie en forêt avec sa classe", raconte Gerson. Depuis, cet agent administratif à la retraite qui vit dans une petite maison d'un quartier résidentiel, s'est piqué d'une passion dévorante pour ses petits bêtes. "Leur habitat naturel est détruit par la déforestation, l'agriculture intensive et l'urbanisation. De plus les gens démolissent les nids quand ils en ont chez eux, par peur et ignorance !" Avec des amis, il a donc créé le collectif "SOS abeilles sans dard", dont

la mission est d'organiser des "sauvetages" de nids, de former des gardiens et de révéler au grand public l'intérêt et les avantages de la préservation des abeilles mélipones.

#### Une pratique ancestrale et accessible

L'abeille "jatai" est l'espèce la plus répandue en ville. Elle s'accommode très bien des boîtes aux lettres et des compteurs électriques. La mandaçaia niche dans les gros arbres de la forêt atlantique du littoral brésilien. Chacune des espèces a une organisation et un type de ruche différent. Certaines ne sont pas plus grosses que des mouches. Il y en a des noires et des brunes, à rayures ou monochromes. Leur miel aussi est différent. Certaines en produisent en très petite quantité.

Toute personne qui souhaite avoir une ruche chez elle doit d'abord suivre une courte formation pour apprendre les bonnes pratiques avant de recevoir sa petite ruche en bois et sa colonie ouvrière. Il y a une liste d'attente, car l'équipe doit attendre d'avoir un nouvel essaim issu d'un sauvetage ou d'une démultiplication d'un groupe déjà domestiqué.

La motivation des "gardiens", comme ils se surnomment, est de préserver la biodiversité en offrant protection et habitat à ces êtres indispensables à l'écosystème végétal. "SOS abeilles sans dard" privilégie les demandes qui proviennent d'organismes aptes à les aider à faire connaître au plus grand nombre leur combat, comme les centres de loisirs ou les jardins communautaires.

En partenariat avec : [www.reporterre.net](http://www.reporterre.net)

Reporterre  
le quotidien de l'écologie



# Nucléaire

» CHRONIQUE

## CATASTROPHE DE FUKUSHIMA

Monique Douillet

## Surproduction nucléaire ?

Le gouvernement hésite à arrêter des réacteurs, ne voulant pas briser notre belle image de leader du secteur au niveau mondial. Mais jusqu'où cela peut-il aller ? En 2010, la consommation électrique en France était de 443 033 GWh... en 2014, elle est descendue à 427 719 GWh. Elle est au pire stabilisée, probablement à l'aube de décroître comme cela s'observe déjà en Allemagne et au Danemark du fait des économies d'énergie et de l'amélioration des usages.

Face à cette baisse prévisible, et à l'augmentation de l'apport des énergies renouvelables (+ 1600 GWh en 2012, autant en 2013), la différence entre la production maximum théorique et la consommation augmente. Selon RTE, Réseau de transport de l'électricité, nous en serions déjà à une marge équivalente à 5 réacteurs nucléaires. En 2014, les deux réacteurs de Fessenheim ont produit 12 215 GWh. Nous avons déjà largement de quoi nous en passer.

» EPR

## Bataille juridique engagée

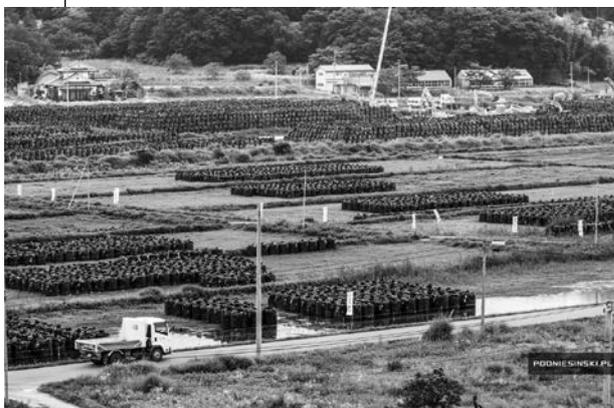
La déclaration d'utilité publique prévoit qu'un chantier soumis à enquête publique doit se réaliser dans un délai de dix ans. Cette limite a été fixée pour éviter de se retrouver avec des éléments obsolètes sur un site sensible. Dans le cas de l'EPR de Flamanville, le délai de dix ans s'achève le 10 avril 2017. Or, EDF a officiellement annoncé qu'à cette date le réacteur ne serait pas en fonctionnement.

Début octobre 2015, EDF a demandé au gouvernement une modification du décret de création. Ceci serait une première juridique ! Et les associations antinucléaires ne vont pas laisser passer cela sans réagir : elles demandent que, conformément à la loi, une nouvelle enquête publique soit réalisée. Or, si cela était, le chantier de l'EPR devrait intégrer les nouvelles dispositions législatives mises en place depuis le premier décret en 2007. Depuis, il y a eu Fukushima et une série de nouvelles réglementations et il est peu probable que l'EPR puisse être reconfiguré pour entrer dans les nouvelles normes.

Donc soit on finit le chantier dans l'illégalité, soit on reprend le chantier à zéro... soit on arrête de perdre de l'argent avec ce qui est déjà un nouvel échec de la filière nucléaire.

## Les deux tiers du Japon seraient contaminés par le nuage radioactif...

En octobre 2015, première publication d'une étude épidémiologique sur les cancers de la thyroïde depuis l'accident de 2011. L'équipe dirigée par Toshihide Tsuda, épidémiologiste environnementale à l'Université d'Okayama, conclut que le cancer de la thyroïde a déjà augmenté d'un facteur de 20 à 50 dans la province de Fukushima par rapport au reste du Japon. L'étude porte sur un échantillon de 370 000 personnes. Il ne fait aucun doute, dit-elle, que la hausse constatée est liée à la propagation du nuage radioactif... mais le Centre national sur le cancer a tout de suite déclaré qu'il était encore trop tôt pour se prononcer. L'affaire a provoqué de nombreuses polémiques dans les médias au cours des jours qui ont suivi.



Stockage des déchets flottant dans les rizières inondées après les pluies d'automne

La hausse moyenne des cancers au Japon est de 48 %. Dans la préfecture de Fukushima, elle est de 128 % et 57 % à Tokyo. A Fukuoka, à l'extrême sud du pays, il n'y a pas de hausse.

Concernant les leucémies, dans l'ensemble du pays la hausse est de 42 %. A Fukushima, c'est 113 % ; à l'ouest de la centrale : 210 %. A Saitama, entre Gunma et Tokyo : 185 %, alors que dans l'extrême sud du pays, la hausse de 9 % n'est pas significative.

Ces chiffres confirment clairement que les deux tiers du Japon

ont été contaminés par le nuage radioactif... et continuent à l'être !

D'une façon générale, beaucoup de maladies traitées par les hôpitaux du Japon sont en forte hausse : souffles au cœur 200 %, cancers de la langue 63 %, de l'œsophage 22 %, de l'intestin grêle 300 %, du côlon 197 %, de la prostate 200 %. Il ne s'agit pas forcément de conséquences de la radioactivité, mais de l'angoisse des gens qui ont sollicité des examens en quantité et ont ainsi découvert plus rapidement nombre de maladies.

## Mais qu'en est-il de l'évolution de la radioactivité ?

On peut constater, à la lecture du compte-rendu de septembre de TEPco, qu'en aval des réacteurs, toutes les mesures de la nappe phréatique sont en hausse. Les taux de césium, de tritium, de strontium... montent régulièrement. Des records en tritium ont été enregistrés dans les eaux de pluie lors des précipitations des 10 et 12 septembre. Conséquence : le taux de radioactivité monte également dans le port.

TEPco ne donne pas de renseignements sur le panache de fumée radioactive qui, 4 ans et demi après l'accident, continue à polluer l'environnement ; il ne fournit pas non plus d'explication sur la montée rapide de la radioactivité autour du réacteur n° 2 : +260 % en une semaine dans les eaux souterraines. La firme en a-t-elle une ?

Du fait de la nouvelle loi sur le secret, les médias privés d'autres sources se trouvent dépendants de ses déclarations.

## Et pendant ce temps, les affaires continuent !

Le conseil municipal d'Ikata vient d'accepter le redémarrage du réacteur n° 3 de sa centrale, à l'unanimité. Sur le plan financier, la commune dépend en totalité des taxes perçues sur la production électrique.

Manuel Valls est venu au Japon pour négocier une entrée de firmes japonaises dans le capital d'Areva, notamment de Mitsubishi qui travaille déjà avec Areva sur un projet de réacteur en Turquie.

Une version chronologique détaillée de la catastrophe se trouve sur notre site : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)



## » Appel du 26 avril

**Pour une insurrection artistique, intellectuelle, scientifique et populaire contre la poursuite de la contamination radioactive de la planète :**

**MOBILISONS-NOUS entre le 11 mars et le 26 avril 2016.**

Chaque mois présentation d'une initiative contre le nucléaire.

## 1000 lieux du monde !

**2 grandes veillées publiques :**

**les 11 mars (Fukushima) et 26 avril (Tchernobyl) 2016**

Deux soirées marquant le début des catastrophes de Fukushima le 11 mars 2011 et de Tchernobyl le 26 avril 1986, encadrent les 7 semaines d'insurrection des consciences. Il s'agira, comme à Minsk, comme à Kiev, comme dans des centaines de villages autour de Tchernobyl, comme autour de Fukushima, de veillées illuminées sobrement à la bougie (en respectant les conditions de sécurité) !

### Chacun organise sa manifestation !

D'abord réserver dès maintenant un endroit. Ce peut être une salle de spectacle, un amphithéâtre, un coin de forêt, un lieu de culte, une salle de Mairie, une place ou un jardin public, et pourquoi pas le salon d'un appartement, une cave, un bistrot.

Il s'agira de lire des textes relatifs à l'atome (voir liste exhaustive sur le site [www.brut-de-beton.net](http://www.brut-de-beton.net)), de jouer de la musique, de réaliser une chorégraphie... autant que possible sans amplification sonore démesurée !

Sitôt que vous avez réservé votre lieu, signalez-le à [brut-de-beton@orange.fr](mailto:brut-de-beton@orange.fr) et faites-en la « publicité » par tous les moyens à votre disposition !

- **Coordination générale de l'Appel et renseignement :**  
Bruno Boussagol : 06 08 22 79 71, [brut-de-beton@orange.fr](mailto:brut-de-beton@orange.fr)

## Areva utilise un bateau-poubelle

Pour renvoyer des déchets australiens depuis le port de Cherbourg, le 15 octobre 2015, Areva a loué les services d'un bateau BBC Shanghai. Alerté par Greenpeace et Robin des Bois, Denis Baupin, vice-président de l'Assemblée nationale, a demandé une inspection pour vérifier l'état du navire. Selon la préfecture de la Manche, le navire "ne présente pas d'anomalies susceptibles d'entraîner une interdiction de naviguer, mettre en danger la vie des marins ou la sécurité des matières transportées". Un résultat étonnant que

l'association Robin des Bois a comparé à d'autres inspections récentes : "Quatre déficiences ont été relevées le 6 août 2015 à Busan en Corée du Sud et six à Vladivostok en



Chargement des silos de déchets dans le cargo BBC Shanghai dans le port de Cherbourg

Russie le 11 août 2015 [...] Le BBC Shanghai a été détenu à Bilbao (Espagne) pour 13 déficiences en août 2010, à Gladstone (Australie) pour 11 déficiences en mars 2014 et à Honolulu (Hawaï) pour 8 déficiences en mars 2015 (...) 43 autres déficiences techniques ont été relevées à bord du navire, notamment à Dunkerque en 2009 et à Montoir-de-Bretagne en 2004".

Quand Areva n'a pas les moyens financiers de se payer un navire en bon état, les autorités sont prêtes à fermer les yeux !

## La prime kilométrique se fait attendre

Alors que Ségolène Royal a essayé d'empêcher cette mesure dans la loi de transition énergétique, préférant donner des primes aux voitures électriques, la prime kilométrique pour ceux et celles qui font le trajet domicile-travail à vélo, a été maintenue par les députés et les sénateurs. La loi est passée le 1er juillet 2015... mais la prime n'existe toujours pas car aucun décret d'application n'a été publié. Interrogée le 13 septembre 2015, par le site [www.mobilicites.com](http://www.mobilicites.com), Ségolène Royal parle d'une prime de 12 à 15 centimes par kilomètre, alors que les expérimentations s'étaient faites sur la base de 25 centimes. Cette expérimentation avait montré un doublement de l'usage du vélo, ce que l'on a moins de chance d'atteindre avec une prime diminuée de moitié. Par comparaison, cette prime existe déjà en Grande-Bretagne (15 centimes), aux Pays-Bas (19 centimes), en Belgique (22 centimes) et en Autriche (de 24 à 47 centimes).

## Plus il y a de cyclistes, moins il y a d'accidents

C'est la conclusion d'une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de 2013 qui le dit.

Si l'on compare la distance parcourue à vélo par chaque habitant d'un pays avec le nombre de cyclistes tués dans ce même pays par milliard de km parcourus, on obtient les chiffres suivants :

- Pays-Bas : 864 km par habitant, 10,7 morts
- Danemark : 513 km par habitant, 14,6 morts
- Allemagne : 368 km par habitant, 15,2 morts
- Suisse : 261 km par habitant, 18,4 morts
- Finlande : 267 km par habitant, 20 morts
- France : 88 km par habitant, 27 morts

- Grande-Bretagne : 75 km par habitant, 28,1 morts
- Corée du Sud : 196 km par habitant, 32,5 morts
- États-Unis : 47 km par habitant, 44 morts

La conclusion de cette étude montre que ce qui favorise la sécurité des cyclistes, ce sont des aménagements de qualité et des incitations financières à l'usage du vélo... et non des mesures contraignantes comme le casque vélo obligatoire.

(source : [http://www.oecd-ilibrary.org/transport/cycling-health-and-safety\\_9789282105955-en](http://www.oecd-ilibrary.org/transport/cycling-health-and-safety_9789282105955-en))

## Vélo(rution)



## Innovations dans le domaine de l'énergie solaire

**L**e milieu industriel en est maintenant persuadé : l'avenir est à l'énergie solaire. Conséquence : les crédits de recherche s'envolent et les innovations suivent. Un institut de recherche allemand associé au CEA et à l'entreprise française Soitec, a présenté en décembre 2014, des cellules photoélectriques multicouches qui permettent de dépasser les 40 % de rendement contre 25 % pour celles actuellement commercialisées. Le groupe nantais Armor a mis au point des cellules organiques ultra-légères et souples qui permettent de couvrir des surfaces courbes. Aux États-Unis, le MIT a réussi à mettre au point des capteurs thermiques qui permettent de produire de la vapeur d'eau à partir de la chaleur du soleil avec un rendement supérieur à 85 %. Aux Pays-Bas, est expérimentée une route solaire : 70 m de chaussée ont été recouverte de photopiles protégées par une surface en verre. Si cela résiste au temps, cela permettrait d'utiliser les routes comme surface de captage de l'énergie. Ces innovations font chuter les coûts et par conséquent le nombre d'installations s'envole (+54 % par an sur les dix dernières années). Selon l'Institut allemand Fraunhofer, réputé dans le domaine, le coût du solaire devrait passer sous le coût du nucléaire avant 2020 et sous celui du charbon d'ici 2030. Selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie, les énergies renouvelables pourraient couvrir en 2030, au niveau mondial, 20 % pour le solaire, 16 % pour l'éolien, 16 % pour l'hydraulique soit 52 % du total.



Piste cyclable solaire à Magny-les-Hameaux (Yvelines)

## Agrocarburants limités

Alors que jusqu'à maintenant le programme européen fixait des seuils d'agrocarburants à développer dans les États membres, une importante réforme est en cours. Les dirigeants européens ont pris conscience de la menace que représentent ces agrocarburants sur la production agricole. Le 14 avril 2015, la Commission environnement a modifié les textes pour fixer une limite supérieure au développement de ces produits (7 % des carburants alors qu'avant il s'agissait d'atteindre 10 % et que nous en sommes autour de 5 %). Reste que, comme le souligne le Réseau Action Climat, que cela ne concerne que les agrocarburants de première génération et que les lobbys font toujours le forcing pour développer ceux de deuxième génération. La première génération consiste à utiliser directement des produits alimentaires (graines d'oléagineux par exemple), la seconde consisterait à n'utiliser que des produits végétaux non alimentaires (utilisation de parties non alimentaires des plantes comme la paille, les produits d'élagage). On notera que cette deuxième génération sert habituellement à renouveler la matière organique des sols et donc est aussi utile à la production alimentaire.

## Obama autorise Shell à forer sous l'océan Arctique

Les États-Unis ont autorisé l'entreprise Shell à commencer des forages exploratoires en vue d'exploiter les réserves de pétrole situées sous l'océan Arctique. Il s'agit de gisements situés dans les parties américaines des mers de Tchoukches et de Beaufort, renfermant selon les estimations l'équivalent de 22 à 26 milliards de barils de brut. En pleine campagne pour les primaires démocrates, Hilary Clinton s'est déclarée opposée à cette autorisation.

### » France

## Les emplois progressent dans le renouvelable

L'ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, qui dépend du Ministère de l'écologie, a publié un rapport sur l'évolution des emplois dans le domaine des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie entre 2006 et 2013. L'effet de la crise économique se fait sentir : alors que ces emplois progressent de 11 % par an de 2006 à 2010, il y a ensuite un net ralentissement avec une progression de seulement 1,3 % par an. Résultat global : entre 2006 et 2013, le nombre d'emplois dans le secteur est passé de 200 000 à 310 000.

## Construction : les limites de la RT2012

Paradoxe : si vous voulez construire une petite maison de 60 m<sup>2</sup> qui consomme 50 kWh/m<sup>2</sup>, vous n'êtes plus dans la norme de construction RT2012... alors que si vous voulez construire une maison de 120 m<sup>2</sup> qui consomme 40 kWh/m<sup>2</sup>, vous êtes bon ! La norme ne tient pas compte de la consommation globale d'énergie, mais de celle rapportée au m<sup>2</sup> et n'incite donc pas à rester modeste pour son habitat.

Ce n'est pas la seule question que pose la nouvelle norme. Ainsi, une maison passive qui consomme moins de 15 kWh/m<sup>2</sup>, n'est pas forcément dans la norme... car la RT2012 oblige à utiliser un mode de chauffage partiellement

à base d'énergies renouvelables alors que la maison passive n'a pas forcément recours à des renouvelables (certaines n'ont pas de chauffage du tout).



L'obligation d'une bonne partie des besoins en énergie en renouvelables dans la RT2012 incite le plus souvent à choisir le complément de chauffage le moins cher à l'installation... donc le chauffage électrique, qui est une source de gaspillage...

Dans son numéro d'octobre-novembre 2015, la revue *La Maison écologique* réalise un dossier très documenté sur cette nouvelle norme et sur les limites écologiques qu'elle présente.

## Les éoliennes ne gênent pas grand monde

**D**es études psycho-environnementales ont été menées sur quatre sites en Suisse et en Allemagne sur les "gènes" perçues par les personnes vivant à proximité d'éoliennes. Les distances entre éoliennes et habitations variaient de 100 à 8000 mètres. Selon les sites, entre 6 et 18 % des personnes se disent "fortement gênées", un chiffre deux fois moindre que pour la circulation routière. Il n'y a pas de différences significatives avec l'éloignement. Les études ont montré que l'effet de gêne diminue fortement pour les projets à participation citoyenne. La première gêne évoquée est la vue de l'éolienne dans le paysage. La perte de valeur pour l'immobilier est jugée très majoritairement "faible". Par contre, sa "contribution positive" à la protection du climat et à l'indépendance vis-à-vis des énergies fossiles est considérée comme "incontestable". (source : *Actu-environnement.com*, 8 juillet 2015)



## Si on brûle toutes nos réserves d'énergie fossiles...

Imaginons un instant que l'on n'arrive pas à stopper l'exploitation des énergies fossiles, que se passerait-il à terme ? Une étude a été faite à partir des réserves connues aujourd'hui comme exploitables. Selon des chercheurs de la Carnegie Institution for science, dans un article publié en septembre 2015 dans *Science Advances*, cela entraînerait la fonte de toutes les glaces du monde et donc une hausse du niveau de la mer de 30 m... A la vitesse actuelle, cela se passerait toutefois après 2100.

## Cent milliards pour le sud ?

En décembre 2009, les pays du Nord se sont engagés à rassembler, d'ici 2020, 100 milliards de dollars pour permettre aux pays du sud d'accéder directement à des technologies "propres". L'Union européenne a envisagé d'alimenter ce fonds grâce à une taxe sur les transactions financières (taxe Tobin), mais cette taxe est sans cesse reportée. Le FMI propose de stopper les subventions aux énergies fossiles qui représentent encore 500 milliards par an... largement de quoi financer ce fonds. Parmi les "subventions", la non-taxation du carburant des avions.

» Ne pas dépasser une hausse de 2°C

## Peut-on encore relever le défi ?



"allez on y va ! les yeux bandés et souples sur les appuis."

Les engagements pris par les états pour le sommet de la COP21 permettraient en théorie, selon des estimations réalisées par des centres de recherche aux États-Unis, de limiter le réchauffement climatique à 2,7°C. Mais cela supposerait que les Etats tiennent leur promesse. Or, rien n'est moins sûr...

Les réserves prouvées de combustibles fossiles dans le sol — gaz pétrole, charbon — représentent l'équivalent de 2800 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub>. Pour ne pas dépasser 2°C de réchauffement depuis le début de l'ère industrielle (vers 1850), les scientifiques du GIEC estiment qu'il ne faudrait pas en extraire plus que l'équivalent de 850 milliards de tonnes. Or, au vue des consommations actuelles, même en tenant compte des engagements des états, le chiffre de 850 milliards de tonnes pourrait être atteint entre 2030 et 2040.

Malgré le ralentissement qui commence à se faire sentir et les campagnes de style "Désinvestissement", rien n'indique qu'il soit possible d'arrêter nos émissions de gaz à effet de serre dans un délai aussi court.

## LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

ON EN FAIT TOUT UN PLAT...

QUAND Y AURA PLUS DE NEIGE DANS LES ALPES, ON IRA SKIER À DUBAÏ

FAUT SAVOIR S'ADAPTER!



» Banques

## Réquisitions de chaises !



**CHANGEONS LE SYSTÈME PAS LE CLIMAT !**

L'appel *Actions Non-Violentes COP 21* a lancé en septembre 2015 un appel à réquisitions de chaises dans les banques. Ses membres invitent chacun-e à participer à des actions de désobéissance civile consistant à pénétrer dans des agences bancaires afin d'y réquisitionner physiquement 196 chaises, le nombre de pays assis à la table des négociations pour la COP 21. L'idée est que l'argent pour lutter contre le dérèglement climatique existe : il est dans les paradis fiscaux. Cette action vise donc les banques les plus implantées dans ces lieux de blanchiment d'argent. À la clôture de ce numéro, une première réquisition de 14 chaises a été réalisée dans une agence BNP-Paribas à Paris. Informations : <http://anv-cop21.org/appel-a-la-requisition-de-chaises>

## Quand les montagnes s'effondrent

La glace constitue un ciment puissant entre les roches en haute montagne. Quand les températures deviennent positives et que la glace fond, ce liant disparaît et cela provoque des écroulements de roches. Durant l'été et l'automne 2015, avec plus de 150 écroulements de plus de 100 m<sup>3</sup> de roches, le record de 2003 a été battu. Actuellement, les effondrements se produisent le plus souvent entre 3100 et 3500 mètres d'altitude, des hauteurs qui auparavant ne connaissaient pas un dégel suffisant.



## » Notre-Dame-des-Landes

### 10 vérités qui dérangent

**E**n 2014, un atelier citoyen s'est mis en place avec des professionnels de différents domaines pour se replonger dans les dossiers administratifs du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Fin septembre 2015, il a publié un rapport démontant dix arguments des promoteurs de l'aéroport.

**1 - Saturation des accès de l'actuel aéroport :** il est tout à fait possible d'améliorer les accès autour de l'actuel aéroport : parkings, voies rapides...

**2 - Saturation de la piste unique :** on en est loin et des améliorations relativement peu coûteuses peuvent permettre d'accueillir un plus grand nombre d'avions — si un jour il y en a plus.

**3 - Réduction du volume sonore au-dessus de la ville.** Comme cela se fait déjà à Lyon, Marseille, Toulouse, la descente des avions peut se faire sans palier, ce qui permet de survoler la ville à une plus haute altitude.

**4 - Desserte par transports en commun.** Le tramway s'arrête à 2 km. Sa prolongation peut être réalisée en 30 mois pour un coût de moins de 50 millions. Il existe une ancienne voie ferrée qui relie le centre à l'aéroport qui peut être remise en circulation pour moins de 35 millions.

**5 - Financièrement long à mettre en place.** L'amélioration de l'existant coûte beaucoup moins cher que la construction d'un nouvel aéroport et peut être fait beaucoup plus rapidement. Il faudrait de longues années avant que soient réalisées les liaisons nécessaires (tram, LGV...) pour le nouvel aéroport d'autant plus que l'état n'est pas sûr de débloquer l'argent nécessaire.

**6 - Financièrement plus intéressant d'améliorer que de créer.** Les améliorations de l'actuel aéroport et son fonctionnement pour les 50 prochaines années coûtent huit à dix fois moins cher que la création d'un nouvel aéroport.

**7 - Nuisances pour les riverains.** Le projet de déplacement de l'aéroport de Toulouse a été annulé en 2013 parce que les avions sont de moins en moins bruyants. Il y a onze fois plus de logements concernés à Toulouse qu'à Nantes.

**8 - Maintien de l'emploi.** L'amélioration des conditions d'accès autour de l'actuel aéroport favoriserait l'implantation de nouvelles entreprises... dans un délai très court, alors que la construction d'un nouvel aéroport en pleine campagne ne sera pas incitateur.

**9 - Diminuer la consommation de l'actuel aéroport.** Il est tout à fait possible d'atteindre les performances mises en avant pour le nouvel aéroport en terme de consommation énergétique en restaurant l'actuel aéroport.

**10 - Il est possible de résilier l'accord entre l'état et AGO-Vinci.** Cela est prévu dans le contrat. Cela coûterait entre 150 et 250 millions d'euros... ce qui laisse encore le projet de rénovation financièrement plus intéressant.

En 2011, l'aéroport de Nantes a été élu meilleur aéroport européen. On se demande bien pourquoi, il faudrait le remplacer !

Pour en savoir plus, [www.ateliercitoyen.org](http://www.ateliercitoyen.org)



## » Gavage

### Droit européen non appliqué

Le 3 mars 2015, des députés européens ont remis à la Commission européenne une pétition signée par 320 000 personnes (dont 80 000 Français) demandant le respect du droit européen sur la protection des animaux qui spécifie que dans les élevages, les animaux ne peuvent être alimentés "de telle sorte qu'il en résulte des souffrances ou des dommages inutiles". Or, les conséquences du gavage sur la condition des oiseaux est largement documentée : blessures et infections de l'œsophage, diarrhées, insuffisance respiratoire, fonction hépatique altérée ou encore fractures osseuses. Selon les statistiques de la filière française, la mortalité des oiseaux est multipliée par 9 en période de gavage. Le gavage de volaille se pratique encore en France, Belgique, Bulgarie, Espagne et Hongrie.

## » Isère

### La commune de Roybon s'est endettée pour accueillir son Center Parcs

Avec près de 4 000 € dûs par habitant, Roybon est la 230e ville la plus endettée de France ([JournalduNet.com](http://JournalduNet.com), chiffres de 2013). Ses finances ont dérapé à partir de 2005, avec une dette passant d'environ un million d'euros jusqu'en 2004 à presque sept millions en 2012. Interrogé sur ce sujet dans un reportage d'*Envoyé Spécial* diffusé le 29 janvier 2015, l'ancien maire Marcel Bachasson explique ce trou par des investissements réalisés en 2009 en vue de l'arrivée du Center Parcs. Alors que l'enquête publique était encore en cours à cette époque...

## » Bruxelles

### Keelbeek libre : la prison, autre grand projet inutile

"Des chicons pas de prison" : voilà le slogan de la Zad du Keelbeek libre, installée dans le quartier périphérique de Haren, à Bruxelles. Ses 18 ha, dernier îlot de nature au sein de l'agglomération, où poussaient encore récemment des chicons (endives) et des pommes de terre, sont menacés de bétonnage. Le gouvernement, confronté à la surpopulation carcérale, veut y construire une "méga-prison" pouvant accueillir jusqu'à 1200 détenus.

Depuis 2014, un petit groupe s'est donc installé sur la zone afin d'empêcher le début des travaux (prévu à la fin de l'été 2015) et de continuer à

faire vivre la biodiversité du lieu. Leur opposition est à la fois environnementale et philosophique : au combat pour protéger un espace agricole et naturel s'ajoute celui contre la politique carcérale belge de répression.

Pour eux, la prison de Haren constitue donc aussi un grand projet inutile. Partenariat public privé, artificialisation de terres qui pourraient servir à alimenter les habitants urbains, destruction d'un cadre naturel, et tout cela pour enfermer des gens, les contraindre, les dominer, sans que cela n'apporte aucune solution à la criminalité.

<http://haren.luttespaysannes.be>

### Inégalités sociales sur la route

Les ouvriers représentent 12 % de la population, mais 22,1 % des morts sur la route. A l'inverse, les cadres supérieurs sont 8,4 % mais ne comptent que pour 2,9 % dans les morts. Explications ? Les cadres, plus riches, se paient des voitures plus grosses, mieux sécurisées (ABS, airbag...).

Bien que les plus pauvres roulent dans des voitures qui polluent plus du fait de leur ancienneté, ce sont les plus riches qui polluent le plus car ils font beaucoup plus de distances. Si ce sont les catégories les plus riches qui se disent les plus sensibles à la question écologique, cela ne va pas jusqu'à remettre en cause leur pratique de la voiture. (source : [www.alterecoplus.fr](http://www.alterecoplus.fr), 10 juillet 2015)



## » Un an sans poubelle

365 jours de réflexions pour sortir de la société de déjection

### ABRACADABREMBALLAGES!



## Quand Volkswagen triche, que font les autres marques ?

Le procédé informatique mis en place par Volkswagen pour passer les contrôles aux États-Unis faisait baisser, dans certains cas, la pollution de ses moteurs diesel de 40 fois. Comment les autres constructeurs (notamment Peugeot et Renault) ont-ils pu concurrencer cette fausse faible pollution ? Ont-ils donc réussi à mettre au point un moteur 40 fois moins émetteur que celui de Volkswagen... ou bien ont-ils eux-aussi triché ? Officiellement des enquêtes sont en cours...

### TRICHÉRIE SUR LA POLLUTION : VOLKSWAGEN RÉAGIT



## Pesticides : des riverains reconnus comme victimes

En Corrèze, un collectif de riverains a porté plainte en 2011 pour des épandages aériens de pesticides réalisés sur des châtaigneraies. Ses membres dénonçaient des irrégularités dans les distances de sécurité vis-à-vis des habitations et jardins et l'absence d'information des riverains et apiculteurs. Le 8 septembre 2015, le tribunal correctionnel de Brive-la-Gaillarde condamnait les responsables de ces épandages à une amende de 5000 € avec sursis, et reconnaissait surtout la qualité de victimes des plaignants. Un premier pas dans la reconnaissance des riverains d'épandages comme des victimes par la justice pénale. L'association Générations Futures s'était également portée partie civile pour ce procès.

Générations Futures, 179 rue Lafayette (rdc), 75010 Paris, tél : 01 45 79 07 59, [www.generations-futures.fr](http://www.generations-futures.fr)

## » Pesticides

### Victoire juridique contre Monsanto

En 2004, Paul François, céréalier en Charentes, inhale accidentellement des vapeurs de "Lasso", un herbicide de Monsanto. Cela lui vaut cinq mois d'hospitalisation et des troubles neurologiques et immunitaires persistants. En 2008, il obtient une reconnaissance de maladie professionnelle attestant de l'impact des pesticides sur sa santé. L'agriculteur lance en 2010 une procédure civile contre Monsanto : en 2012, le TGI de Lyon reconnaît la responsabilité de la firme et condamne celle-ci "à indemniser entièrement Paul François de son préjudice". Monsanto fait appel de cette décision, et le 10 septembre 2015, la Cour d'Appel de Lyon confirme le premier verdict. La justice confirme ainsi la responsabilité des firmes dans les maladies induites par leurs produits agrochimiques. Générations Futures, 179, rue Lafayette, (rdc), 75010 Paris, tél : 01 45 79 07 59, [www.generations-futures.fr](http://www.generations-futures.fr).



## NUCLÉAIRE ÇA BOUM !

Jean-Pierre Dacheux

### Le pape François s'oppose à l'arme nucléaire

Devant le Parlement européen le 25 novembre 2014, le pape François, avait insisté sur *"l'Unité dans la diversité - devise de l'Union Européenne - mais en précisant que l'unité ne signifie pas uniformité politique, économique, culturelle ou de pensée"*. Devant le Conseil de l'Europe, le même jour, il s'écriait : *"La voie privilégiée vers la paix - pour éviter que ce qui est arrivé durant les deux guerres mondiales du siècle dernier ne se répète -, c'est de reconnaître dans l'autre non un ennemi à combattre, mais un frère à accueillir"*.

en décembre 2014, affirmait que *"la possession"* de l'arme nucléaire devait être interdite.

Si la position de la papauté s'éclaire et devient catégorique, celle des évêques de certains pays dotés de l'arme nucléaire, - et notamment la France !- reste très ambiguë. Pourtant, même aux USA, 75 évêques avaient demandé l'abolition des armes nucléaires dès 1998 !

Le désarmement nucléaire d'un État a eu lieu : l' Afrique du Sud. La Suède et la Suisse se sont refusées à posséder des

armes nucléaires. De telles décisions unilatérales ont donc existé mais sans faire école car, dans les neuf États dotés d'armes atomiques, les dirigeants qui, en réalité, ne veulent pas d'un désarmement nucléaire, entendent maintenir et perfectionner leur arsenal.

Sans un retournement de la pensée des citoyens, jusqu'à présent intoxiqués par l'endoctrinement général qui leur a fait

croire que l'arme nucléaire garantissait leur "sécurité", les peuples de la Terre resteront placés sous l'épée de Damoclès de la Bombe.

Cependant, pour assurer *"la sauvegarde de la maison commune"*, (titre de son encyclique écologique) (2), comme pour faire abandonner l'arme nucléaire, le pape, en soulignant les risques encourus et l'urgence d'y faire face, influence la capacité de refus des peuples concernés.

Ce sera, à l'évidence, désormais un champ d'action non-violente de plus en plus ouvert au sein des opinions publiques.

(1) UNESCO, La Charte de la Terre, Paris, mars 2000

(2) Lettre encyclique du Saint Père François, Laudate si', sur la sauvegarde de la maison commune, datée du 24 mai 2015 et publiée le 18 juin 2015.

### Risque de guerre nucléaire

A la veille de la Conférence de Vienne sur l'impact humanitaire des armes nucléaires (à laquelle la France a refusé de participer), 120 politiques, militaires et diplomates ont appelé, dans une lettre, les dirigeants du monde à agir d'urgence pour diminuer le risque de guerre nucléaire.

*"La tension entre les puissances nucléaires et leurs alliés dans l'espace euro-atlantique, ainsi que dans le Sud et l'Est de l'Asie reste très grave, ce qui crée une possibilité potentielle d'erreur de calcul militaire et d'escalade"*, a notamment prévenu le ministre autrichien des Affaires étrangères Sebastian Kurz, rappelant que parvenir à un monde sans armes nucléaires était un objectif commun à l'humanité tout entière.

Parmi les quelque 120 signataires de la lettre figurent les ex-secrétaires britanniques à la Défense Tom King et Desmond Browne, les anciens ministres britanniques des Affaires étrangères Margaret Beckett et David Owen, l'ancien commandant suprême adjoint des forces alliées de l'Otan en Europe John McColl, l'ancien leader des libéraux-démocrates britanniques Menzies Campbell, l'ancien vice-président du Comité des chefs d'état-major interarmées américain James Cartwright et l'ancien chef de l'état-major britannique David Richards.

### M51 : la France hors-la-loi

Le 30 septembre 2015, à Biscarrosse dans les Landes, la France a procédé à un nouveau tir d'essai de son missile M51 destiné à porter des têtes atomiques sur de longues distances... lesquelles têtes atomiques sont destinées à être lâchées sur des populations civiles afin de les exterminer en masse, en cas de conflit.

Le développement de ces missiles nucléaires se fait pourtant en violation flagrante du Traité de Non Prolifération atomique (TNP) ratifié par la France, qui engage celle-ci à désarmer ses capacités de frappe nucléaire. Le collectif Non au missile M51 dénonce également la suspension de l'état de droit dans un large périmètre autour du camp militaire de Biscarrosse, avec dès le 24 septembre le barrage des voies d'accès, des plages interdites, le quadrillage policier et la surveillance très rapprochée des opposants, perquisition à l'appui. Collectif Non au missile M51, nonaumisilem51@riseup.net



"Le Christ aurait-il fabriqué des armes nucléaires ?"

C'est dans cette double mise en perspective qu'il faut analyser la prise de position du pape sur l'arme nucléaire : tous les habitants de la Terre sont concernés et ce n'est pas la dissuasion mais la fraternité qui assure la paix.

En évoquant la Charte de la Terre (1) qui invitait les peuples à *"tourner le dos à l'autodestruction et à prendre un nouveau départ"*, le pape François tranche : *"La tendance toujours actuelle à la prolifération des armes, spécialement les armes de destruction massive, comme les armes nucléaires, contraste fortement avec ces affirmations et les nie dans la pratique"*. Et de préciser : *"Il faut œuvrer pour un monde sans armes nucléaires, en appliquant pleinement l'esprit et la lettre du Traité de non-prolifération, en vue d'une prohibition totale de ces instruments"*.

Rappelons que le représentant du Saint-Siège à la conférence de Vienne,

Jean-Pierre Dacheux est co-président de la Maison de Vigilance





### 1969 : des sorcières contre le capitalisme et le patriarcat

Le 16 avril 1969 elles sont onze femmes à pénétrer dans les bureaux de la United Fruit Company à Washington avec des chaudrons et des tambours pour dénoncer la politique impérialiste états-unienne et les accointances entre l'United Fruit et la CIA dans le renversement du gouvernement au Guatemala. « United Fruit collecte son butin / En volant les pauvres qui récoltent ses fruits / Bananes et fusils ; sucre et mort / Guerre pour le profit ; souffle de tarentules », chantent-elles lors de cette action. Les femmes qui participent à ce chahut appartiennent au collectif WITCH qui vient juste de se créer à New York au cours de l'année 1968. WITCH est un acronyme qui bien sûr veut dire Sorcière mais aussi Women's International Terrorist Conspiracy from Hell (Conspiration terroriste internationale des femmes venues de l'enfer) ou Women Inspired to Tell their Collective History (Femmes inspirées pour raconter leur histoire collective). Commettre l'histoire du point de vue des femmes en commençant par se réapproprier la figure de la sorcière et en dénonçant les chasses aux sorcières de la Renaissance était un des objectifs de ce collectif d'agitatrices qui, à la réflexion théorique, préféraient l'agit-prop, le théâtre de guérilla urbaine, les actions visibles et symboliques dans l'espace public.

#### Vos armes ? Théâtre, musique, magie

Nés à New York, les collectifs WITCH se répandent bientôt dans de nombreuses villes aux Etats-unis, écrivent des pamphlets où l'on peut lire « WITCH, c'est le théâtre, la révolu-

tion, la magie, la terreur, la joie, les fleurs d'ail, les charmes. C'est la conscience que les sorcières et les gypsies furent les première-s combattant-e-s des guérillas et de la résistance contre l'oppression, en particulier l'oppression des femmes à travers les siècles (...) Vos armes ? Théâtre, satire, explosions, magie, herbes, musique, costumes, caméras, chants, masques, affiches, peinture, pochoirs, films, tambourins, briques, balais, poupées vaudou, chats, chandelles, cloches, craie, ongles, grenades à main, bagues à poison, magnétophones, fusibles, encens - toute votre magnifique imagination sans limite ». Petits groupes spontanés et subversifs, leurs actions donnent l'image d'une effervescence poético-politique, joyeuse et radicale, qui a largement inspiré les années 70 et 80. Si ces collectifs se sont rapidement dissous dans le bouillonnement militant de ces années, on retrouve en de nombreux endroits du globe des femmes qui se réapproprient cette figure. Dans les années 1980, des femmes des mouvements éco-féministes anglo-saxons se revendiquent sorcières à leur tour en dénonçant la double appropriation par le capitalisme et le patriarcat de la nature et du corps des femmes. A l'heure des luttes nécessaires contre le réchauffement climatique, contre l'extractivisme et la disparition des espèces, nous avons sans doute besoin de « toute la magnifique imagination sans limite » des sorcières.

Jusqu'à aujourd'hui, elles inspirent, en Inde et au-delà, les femmes qui se battent à la fois pour la justice environnementale et contre les inégalités de genre.

En novembre 2015, Silence a publié une grande affiche couleur intitulée "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui". Chaque mois, cette chronique permet de revisiter une date du féminisme. [www.revuesilence.net/affiche\\_100dates](http://www.revuesilence.net/affiche_100dates)

### Créatrice de BD contre le sexisme



Dans le champ littéraire et en particulier dans le domaine de la BD, les auteures font régulièrement l'objet de questions sexuées auxquelles ne font pas face leurs collègues masculins. Nombre d'entre elles ont décidé de lancer un collectif BD contre le sexisme qui dénonce la prétendue existence d'une "BD féminine", d'aptitudes différentes selon les sexes, d'usage de vocabulaire reposant sur des clichés ("girly"). Tout a commencé au printemps 2015 quand le Centre belge de la bande dessinée a contacté des auteures pour une exposition intitulée "la BD des filles". Cela a provoqué l'indignation de nombre d'auteurs... et le collectif a dépassé rapidement une centaine de créatrices.

Elles revendiquent une égalité entre les sexes, remettent en cause les représentations stéréotypées dans les histoires et

demandent aux éditeurs, journalistes, libraires, bibliothécaires de prendre leurs responsabilités pour dénoncer les démarches discriminatoires (sexistes, homophobes, racistes...). Elles demandent la fin des rayonnages masculin/féminin dans les bibliothèques et les librairies.

<http://bdegalite.org>

### Parité obligatoire

Par ordonnances publiées le 2 août 2015, le gouvernement rend obligatoire la parité dans 19 autorités dont le conseil supérieur de l'audiovisuel, la commission nationale informatique et libertés, l'Autorité des marchés financiers. Cela concerna aussi les ordres professionnels : le conseil des médecins ne compte que 6 % de femmes alors qu'elles sont 42 % dans la profession ; le conseil de l'ordre des avocats en compte 29 % alors qu'elles sont majoritaires (53 %). Cela passera par des candidatures en binôme lors du renouvellement des mandats. Les mutuelles ont jusqu'en 2021 pour mettre en place un système similaire.



## Démocratie, regroupement communal et profession des élus

En instaurant un seuil minimal de 20 000 habitants pour les intercommunalités et en incitant au regroupement des communes, on peut s'attendre à ce que cela accentue les inégalités sociales parmi les élu-e-s. En effet, selon une étude du sociologue Michel Koebel (revue Pouvoirs, janvier 2014), plus on va vers des lieux de pouvoirs importants plus les élus locaux (500 000 actuellement) sont issus des catégories socio-professionnelles élevées (cadres, professions intellectuelles). Actuellement, dans les communes de moins de 500 habitants, les élus agriculteurs sont majoritaires et les employés bien représentés, mais ensuite les professions supérieures prennent la tête (jusqu'à 93 % dans les communes de plus de 100 000 habitants). Le regroupement va donc favoriser ces dernières, avec les idées qui leurs sont propres.

Malgré l'introduction de la parité dans les listes, seuls 10 % des maires sont des femmes et seuls 3,7 % des élus ont moins de 40 ans. La démocratie "représentative" est pour le moins à revoir.

## Hommage à Rémi Fraisse et commission d'enquête citoyenne

Un an après le meurtre de Rémi Fraisse à la grenade par la gendarmerie française, dans la nuit du 25 octobre 2014, des rassemblements à sa mémoire ont eu lieu dans de nombreuses localités. Le 19 octobre 2015 dans la nuit, le groupe "La Pelle Masquée" a érigé clandestinement sur la ZAD de Sivens une sculpture de 1,8 tonne et plus de 2 mètres de haut. "Nous humains, enfants de la Terre, continuons le combat pour la vie".

De son côté, la Commission d'enquête citoyenne sur Sivens initiée par la Ligue des droits de l'homme a rendu le 23 octobre 2015 son rapport sur le décès de Rémi Fraisse. Le rapport pointe un "niveau de violence considérable" : harcèlement, insultes, humiliations, destructions de biens personnels envers les zadistes de la part de la police, en complicité avec les milices locales. La nuit du drame, pas moins de 703 grenades sont tirées par les gendarmes. Le pire concerne le traitement du décès par les autorités qui cherchent par tous les moyens à jeter le doute sur ses conditions. L'enquête judiciaire, confiée... à la gendarmerie, s'enlise et ne débouche sur aucune mise en examen du tireur.



Le 28 octobre 2015, le monument a été enlevé. L'enquête de gendarmerie n'a pas permis de savoir par qui.

## Crise ou problème de répartition des richesses ?

◆ Entre 2005 et 2015, les mille personnes les plus riches de Grande-Bretagne ont doublé leur fortune. Pendant ce temps, les banques alimentaires du pays ont vu passer le nombre de "bénéficiaires" de 500 000 à plus d'un million.

◆ Les ventes de Porsche dans le monde au premier trimestre 2015 ont atteint 51 102 unités, soit avec une hausse de 32 % en un an.

### » Mexique

### « Je sais lire »

« Il y a une tension entre l'acte de lire et l'action politique », écrit Roberto Piglia. Interpréter le monde peut conduire au désir de le transformer. Parfois, la lettre et l'orthographe-même sont un geste politique qui défie un ordre barbare : « Nous pourrions parler d'une lecture en situation de danger. Toujours dans des situations de lecture extrêmes, hors de propos, dans des circonstances de perte ou là où gît une menace de destruction. La lecture s'oppose à une vie hostile », argumente Piglia dans *El último lector* (Le dernier lecteur).

Le Ché Guevara a passé sa dernière nuit dans une école rurale. Blessé, il contemplant une phrase écrite au tableau ; il dit alors à la maîtresse : « Il manque un "point sur le i" ». La phrase était : « Je sais lire ». Bien que vaincu, le guérillero revenait à une autre manière de corriger la réalité.

Il y a quelques années, des professeurs d'école acculés par le Gouvernement ont décidé de prendre les armes, dans l'État de Guerrero. Lucio Cabañas, un professeur d'école rurale,

organise le Front de Défense des Intérêt de l'école Juan Alvarez pour permettre aux siens d'aller s'instruire, moyen de lutte dans un pays sans lois. Il sera tué en 1967 au cours d'une fusillade générale contre une manifestation pacifique qu'il avait lancée, à Atoyac.

Dernièrement, le 26 septembre 2014, les forces de l'ordre sont intervenues à l'école normale rurale d'Ayotzinapa : 6 étudiants ont été tués et 43 futurs professeurs d'écoles ont disparu. La dimension du drame s'exprime en une phrase qui s'oppose à l'impunité, à l'opprobre et à l'injustice : « Je sais lire ». Le Mexique des armes a peur de ceux qui enseignent à lire.

À ce pays, il manque un "point sur le i". Le jour viendra de le mettre.

Juan Villoro, écrivain (dernière publication : *¿Hay vida en la Tierra?*, Anagrama).

Extrait d'un article publié par *El País* : [http://elpais.com/elpais/2014/10/24/opinion/1414176761\\_858161.html](http://elpais.com/elpais/2014/10/24/opinion/1414176761_858161.html)

Adapté de l'espagnol par Jean-Pierre Lepri

## Svetlana Alexievitch, prix Nobel



Svetlana Alexievitch, biélorusse, de 67 ans, s'est vu décerner le prix Nobel de littérature le 8 octobre 2015. Elle est mondialement connue pour son livre *La Supplication - Tchernobyl, chronique du monde après l'apocalypse* paru en 1997. Elle a également écrit *Cercueil de zinc* (1990) sur la guerre soviétique en Afghanistan, *Ensorcelés par la mort* (1995) sur les suicides en Russie après la chute du communisme et *La fin de l'homme rouge* (2013) sur le désenchantement dans les pays de l'ex-URSS. Ces romans-documentaires lui valent d'être censurée en Biélorussie, son pays d'origine. En France, *La supplication* a été mis en scène par la Compagnie Brut de Béton... qui coordonne l'Appel du 26 avril que l'on présente chaque mois en page Nucléaire.



## Êtes-vous riches ?

Les inégalités dans le monde n'ont jamais été aussi importantes. Selon une étude publiée début octobre 2015 par le Crédit suisse, la moitié de la richesse mondiale appartient aux 1 % les plus riches de la planète. Mais c'est quel montant pour être dans ce 1 % ? Selon la banque, il faut posséder un patrimoine de 655 900 €. Pour être dans les 10 % les plus riches, il faut disposer de plus de 60 300 €. Pour être dans les 50 % les plus riches, il faut détenir plus de 2810 €. Autant dire que la plupart des Français sont dans les 50 % les plus riches. Quant aux 312 000 foyers qui, en France, paient l'impôt sur la fortune, ce sont eux qui sont dans les 1 % (il faut disposer de plus de 800 000 € de patrimoine pour payer cet impôt).

## Le FN lance sa filiale écologique...

Le Front national a décidé de venir sur le terrain de l'écologie en créant "Nouvelle écologie" un parti qui dénonce "le monopole insolent d'EELV", prône une "écologie désidéologisée", et la sortie de l'euro pour financer une transition énergétique qui donnera la priorité au nucléaire car "la priorité est de sortir des énergies carbonées".

Le FN-Nouvelle écologie entend également dénoncer les lobbys anti-voitures et les dépenses inconsidérées dans les transports collectifs.

### » Canada

## Thèse décolonisée

Patrick Stewart, étudiant amérindien de 61 ans, a voulu écrire sa thèse en langue Nisga'a. Comme l'anglais lui a été imposé, il a décidé de l'écrire selon la tradition orale indienne : sans ponctuation. La thèse qui porte sur l'architecture indigène fait 149 pages et 52 438 mots. Elle a été validée début mai 2015.

# Nord/Sud



» CHRONIQUE

## EN DIRECT DE NOS COLONIES

Thomas Noirot

## Nouvelle victoire populaire au Burkina

En octobre 2014, la rue burkinabè (1) en ébullition chassait le dictateur Blaise Compaoré qui régnait sur le pays depuis 1987, et l'assassinat du révolutionnaire Thomas Sankara. Compaoré, trop gourmand, avait tenté de modifier la Constitution pour se maintenir au pouvoir malgré sa limite de mandats atteinte. Les Burkinabè avaient alors assiégé les lieux de pouvoir du pays, jusqu'à la fuite du despote dans un hélicoptère des forces spéciales françaises.

En septembre 2015, le Régiment de sécurité présidentiel (RSP), sur lequel le dictateur s'est appuyé pour régner, et qui n'avait pas été démantelé par les autorités de transition, a tenté un coup d'État, dirigé par l'ancien numéro 2 du régime, Gilbert Diendéré. Ils reprochaient à la transition l'interdiction de concourir aux futures élections faite aux derniers défenseurs de l'ancien régime, mais ils espéraient aussi échapper à la dissolution annoncée de leur régiment ainsi qu'à plusieurs enquêtes criminelles en cours. En effet, plusieurs membres du RSP, dont le général Gilbert Diendéré, sont fortement suspectés d'avoir commis la plupart des crimes politiques ayant jalonné les décennies Compaoré : de l'assassinat de Sankara à celui du journaliste Norbert Zongo, en passant par des tortures et meurtres d'opposants. Depuis un an, les autorités de transition mises en place après l'insurrection ne se sont pas contentées d'organiser les premières élections libres du pays, mais ont aussi fait avancer de nombreux dossiers judiciaires et tenté d'assainir la gestion des ressources du pays, accaparées par l'ancien clan du président.

### Les Burkinabè reprennent la main

Mais les Burkinabè n'ont pas accepté la reprise en main du pays par le RSP. Comme l'an dernier, autour des mouvements de société civile et des syndicats, ils ont occupé la rue, brûlé les domiciles des putschistes. Les chefs d'État d'Afrique de l'Ouest, soutenus par François Hollande, ont tenté d'imposer au pays un plan de sortie de crise qui faisait la part belle aux putschistes : remise du pouvoir à la transition, ré-admission des candidats de l'ancien régime aux élections et, surtout,

amnistie pour les putschistes. Les Burkinabè ont préféré s'en sortir par eux-mêmes : en ralliant à leur cause des jeunes officiers de l'armée régulière, qui ne s'étaient jusqu'alors pas positionnés par rapport au putsch, ils ont pu imposer aux putschistes le désarmement, presque sans combat. Diendéré et d'autres figures du putsch ont déjà été arrêtés et inculpés, le RSP ayant tué au moins une dizaine de personnes et fait au moins 250 blessés lors de ces journées.



### Un putschiste ami de la France

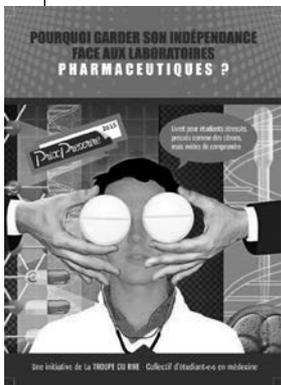
Diendéré était un vieux compagnon de la France et des USA : principal interlocuteur de la coopération militaire avec l'ancienne dictature, partenaire dans la lutte anti-terroriste dans la région, il avait même été décoré de la Légion d'Honneur en 2008. La France aurait probablement pu s'accommoder d'un succès du coup d'État. Malgré une condamnation publique au début du putsch, ce n'est que lorsque le RSP fut clairement défait que des actes concrets de distanciation ont été posés. Lancée dans une opération de communication pour redorer son image, la France pousse désormais à des élections rapides, qui devraient être passées lors de la publication de ces lignes. C'est probablement un des favoris (Zéphirin Diabré, ancien du groupe Areva, ou Roch Marc Christian Kaboré), tous deux proches des réseaux français, qui a aujourd'hui été élu à la présidence. Mais les Burkinabè ont montré qu'ils étaient capables de maîtriser leur pays, même face aux forces les plus répressives, et ils sauront probablement maintenir la pression sur leurs nouveaux dirigeants afin de faire avancer les intérêts populaires et les idéaux de justice.

(1) Le gentilé Burkinabè, issu d'une langue nationale du Burkina-Faso est invariable



## » Étudiant-e-s en médecine Garder son indépendance face aux laboratoires pharmaceutiques

**L**a troupe du RIRE est un collectif d'étudiant-e-s en médecine engagé pour des alternatives au modèle dominant de la formation en médecine. Ils ont réalisé un livret synthétique à l'usage des étudiant-e-s pour

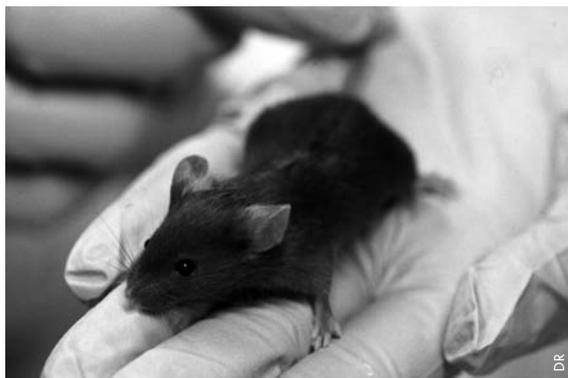


garder son indépendance face aux labos pharmaceutiques, qui a reçu le prix Prescrire 2015. Il permet de prendre conscience de l'influence des laboratoires pharmaceutiques, en détaillant les moyens d'influence (visites médicales, cadeaux, publicité, leaders d'opinion...) et

apporte des exemples concrets, réels ou fictifs, des idées reçues et des cas cliniques. Un outil excellent et indispensable pour aider les étudiant-e-s à garder l'esprit critique face à des influences néfastes pour la santé de tou-te-s. On peut trouver le livret en ligne sur le site de la troupe du Rire. On peut aussi les soutenir pour aider à financer les réimpressions du livret. Contact : <https://sites.google.com/site/rirelibre>

## Des rats pas si neutres que cela

Les expériences de laboratoires réalisées sur des rats pour mesurer les impacts sanitaires de l'exposition à des substances chimiques prennent systématiquement comme points de comparaison des populations-témoins de rats censés ne pas y être exposés. C'est la différence entre les uns et les autres qui déterminera l'augmentation des atteintes sanitaires (nombre de tumeurs, etc.) liées à ces substances. Problème : l'équipe du Criigen, Comité de recherche et d'information indépendante sur le génie génétique, a publié le 17 juin 2015 dans PLOS ONE une étude sur l'alimentation donnée aux populations témoins de rats, censées être non-exposées aux produits chimiques



et servir de comparatif "neutre". Il ressort que tous les lots de croquettes analysés contiennent des niveaux de produits chimiques (pesticides, métaux lourds, dioxines, PCB...) suffisants pour causer des pathologies graves et perturber le système hormonal ou nerveux. On compare donc des nourritures toxiques avec... des nourritures toxiques, et on minimise ainsi la dangerosité supposée des produits étudiés. "Procéder ainsi revient tout simplement à vouloir montrer le caractère non dopant d'une substance en réalisant une étude avec Lance Armstrong comme témoin" commente le Criigen. **CRIIIGEN**, BP 15101, 14079 Caen cedex 5, tél : 02 31 56 56 84, [www.criigen.org](http://www.criigen.org).

## Le glyphosate reconnu cancérigène probable

Le Centre International de recherche sur le Cancer (CIRC) a classé le 10 mars 2015 comme cancérigène probable le glyphosate, substance active notamment du fameux herbicide RoundUp (désherbant le plus utilisé au monde et associé à la culture des OGM). Une classification qui valide les études menées notamment sur le sujet par l'équipe de Gilles-Eric Séralini en 2012. Quatre autres substances actives d'insecticides et d'herbicides ont été également classées cancérigènes probables : le Diazinon, le Malthion, le Parathion et le Tetrachlorvinphos. L'association Générations Futures demande en conséquence le retrait par la France des pesticides à base de glyphosate. *Générations Futures*, 179 rue Lafayette (rdc), 75010 Paris, téléphone : 01 45 79 07 59, [www.generations-futures.fr](http://www.generations-futures.fr)

## Pollution environnementale et malformation génitale du garçon

Deux chercheurs du CHRU de Montpellier, Charles Sultan et Nicolas Kalfa, ont publié en mai 2015 dans *European Urology* (1ère revue mondiale d'urologie) une étude qui démontre un fort lien entre exposition des parents à des perturbateurs endocriniens et malformation génitale de la verge chez les petits garçons (hypospadias).

Leur travail s'appuie sur l'observation de l'environnement de 408 enfants nés avec cette malformation, comparés à 302 individus sains. 40 % des premiers ont été confrontés à des perturbateurs endocriniens au stade fœtal, contre 17,55 % des seconds, ce qui signifie qu'un fœtus exposé à ces molécules a environ trois fois plus de risques de développer une malformation de la verge.

L'étude met en cause comme étant nuisibles au fœtus l'environnement du lieu de résidence, l'environnement domestique, ainsi que les professions exercées par les parents. Ainsi les enfants d'agents de nettoyage ou hommes/femmes de ménage, de coiffeurs, esthéticiens, personnels de laboratoires, agriculteurs, mécaniciens ou peintres sont davantage exposés que les autres. Cela s'explique selon les chercheurs par l'utilisation dans ces métiers de solvants, adhésifs, peintures, détergents, pesticides, cosmétiques et autres molécules chimiques industrielles. Enfin, la présence, dans un rayon de trois kilomètres autour des habitations, de zones industrielles, incinérateurs ou décharges, est plus fréquente chez les parents de garçons atteints d'hypospadias. Les chercheurs supposent que le mélange de ces différents facteurs renforce les risques de malformation.

## Des nanos dans nos poumons

**P**our la première fois, la présence de nanotubes de carbone a été repérée dans des poumons humains par le Laboratoire d'étude des techniques et instruments d'analyse moléculaire, LETIAM, IUT d'Orsay. C'est la revue *Ebiomedicine* qui l'a révélé en octobre 2015. Des échantillons ont été prélevés dans les poumons d'une soixantaine d'enfants asthmatiques entre 2007 et 2011. Surprise : la totalité des enfants sont porteurs de ces substances d'origine industrielle dans leurs poumons. Ce sont bien les nanotubes de carbone composant les pots catalytiques qui se retrouvent dans les poumons humains sans presque aucune altération.

Les risques sanitaires sont pour le moment mal connus. Ce que l'on sait par contre, c'est que selon l'OMS, l'exposition plus générale à long terme aux particules fines augmente le risque de maladies cardiovasculaires et respiratoires, de diabète et de cancer du poumon tandis que les expositions de court terme provoquent maladies respiratoires et asthme. A la Rice University, Lon Wilson, co-auteur de l'étude, précise : "L'ironie de l'histoire, c'est que quand nous travaillons sur des nanotubes de carbone, nous portons des masques de protection pour éviter exactement ce que nous voyons dans ces échantillons !"

(Sources : *Pièce et main d'œuvre*, *Science et Avenir*, [www.24matins.fr](http://www.24matins.fr))



## 5<sup>e</sup> Rencontre internationale des Semences paysannes

Les semences paysannes sont accaparées par la grande industrie. Ces grandes entreprises déposent des brevets sur les plantes, privatisent le vivant, vendent des OGM néfastes ou des variétés végétales qu'elles imposent et qui sont dépendantes de fortes doses d'engrais et de pesticides (qu'elles vendent aussi). Ces manœuvres à grande échelle ont créé une situation planétaire où trois multinationales contrôlent la moitié du marché mondial des semences. La conservation et la réutilisation des semences par les paysans qui les ont produites selon un savoir-faire approprié à chaque plante cultivée et à chaque région, acte millénaire à la base de l'agriculture, deviennent petit à petit des pratiques criminelles.

### Vers une union mondiale des organisations paysannes

À l'initiative du Réseau semences paysannes, notamment, s'est tenue à Pau du 24 au 27 septembre 2015 une grande rencontre internationale qui a réuni près de 200 délégués d'organisations paysannes de tous les continents. Ils ont témoigné des contraintes grandissantes qu'ils subissent, de répressions parfois très dures. Des prises de conscience qui débouchent sur des résistances actives qui ont permis, notamment dans des pays d'Amérique Latine, de chasser des multinationales ou que soient abrogées les lois favorisant la bio piraterie.

Prendre une plante dans la nature ou un jardin, et déposer un brevet dessus en Europe et en Amérique

du Nord, pour exiger ensuite une redevance pour toute culture de cette plante dans le monde entier, en prétendant être le seul détenteur légal de ses graines, est le summum de la bio piraterie qu'il faut rejeter par tous les moyens !

### Un appel des réseaux de semences paysannes contre la bio piraterie

Cette année, la question de la bio piraterie a été un point fort des discussions de la Rencontre internationale. Le Traité International sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture (TIRPAA), signé en principe sous le bouclier de l'ONU en 2001, est le seul texte international qui reconnaît les droits des paysans de conserver, utiliser, échanger ou vendre leurs propres semences. Sous l'égide du TIRPAA, des centres de conservation des semences ont été construits dans plusieurs pays. Mais déjà deux centres de conservation ont été bombardés et détruits (Irak et Syrie) et le gouvernement russe se propose de détruire celui situé près de Moscou, l'un des plus anciens et important au Monde... pour construire une route ! On observe aussi que la bio piraterie utilise le TIRPAA pour s'emparer des ressources et des connaissances des paysans (par exemple en faisant passer leurs prospecteurs pour des chercheurs aux services des paysans).

Yves Dachy



### » Biocoop

## Promouvoir les semences paysannes

Aujourd'hui, même en bio, 90 % des fruits et légumes sont issus de semences hybrides, c'est-à-dire obtenus par croisement. Le croisement provoque souvent la stérilité des produits (absence de pépins dans les fruits par exemple) et oblige donc le producteur à racheter des semences chaque année pour les plantes annuelles.

Biocoop a décidé de modifier son étiquetage pour indiquer les produits issus de variétés hybrides, espérant ainsi inciter les consommateurs à privilégier les semences paysannes. Il s'agit une nouvelle fois de contester le commerce des semences.

# Annonces

### » Travailler ensemble

■ **Haute-Marne.** Maraîcher bio depuis 1999, à Langres, sous mention Nature & Progrès, je suis producteur de fruits et légumes de saison, commercialisés sur les marchés de Dijon et de Chaumont. Transformation de farine en pain, de fruits en jus et vinaigre. Culture de plants de légumes divers et de variétés anciennes au printemps. Je cherche une personne ayant de l'expérience, diplômée BPREA, pratique culturelle alternative, pour création d'une SCOP. *Xavier Deleau, 120, chemin du Miroux, 52200 Langres, tél : 03 25 90 22 88.*

■ **Entraide.** Bénévole autonome (couchage/fourgon) dispo hivers 2015 à 2019 pour découvrir artisans divers avec passionnés dans une démarche responsable, respect de la terre et de la personne (autour de : bois/plantes/animaux/

fromages/élevage/boulangier-paysan, etc.). Je suis passionné charpente (sans expérience) ; expérience en autoconstruction bois/paille. *Bertrand 06 45 45 39 72.*

### » Recherche

■ Cherche un four à pain (éventuellement à démonter) pour Antoine, futur paysan-boulangier, en recherche d'installation en Seine-Maritime. *Tél : 02 35 94 64 17.*

### » Logement

■ **Bouches-du-Rhône.** Je cherche une location dans la campagne/nature, à une heure de Marseille max. en voiture. Cela peut être vers Allauch, vers Aix, dans la zone entre Marseille et la Raque d'Antheron au nord, l'étang de Berre à l'ouest, et la

Sainte Victoire à l'est, voire jusque dans les Alpes. Cela peut être un studio, une petite maison sur le terrain d'un propriétaire, ou plus isolé, où je puisse être autonome (cuisine, chambre) et proche de la nature. Condition obligatoire : j'ai besoin d'une connexion Internet haut débit car je travaille de chez moi. *Sonia Dubes, sonia.dubes@laposte.net, 06 79 19 34 91 (merci de laisser un message avec tous les détails).*

■ **Saône-et-Loire, Chenay,** 25 km au nord de Roanne, tranquille ferme à vendre : maison + grandes dépendances isolée et beau point de vue. 2,5 ha de terrain dont 1,5 ha jouxtant l'habitation. Possible étang et activités agricoles. 90 000 €. *lesduval39@laposte.net*

■ **Haute-Garonne.** Vends maison ancienne restaurée principalement avec des matériaux

écologiques. Située dans un petit village à 70 km au sud de Toulouse. Maison 130 m<sup>2</sup> + studio 85 m<sup>2</sup> + chambre indépendante 25 m<sup>2</sup> habitables. 170 m<sup>2</sup> à l'étage + dépendance 20 m<sup>2</sup> à aménager. Cheminées, four à pain, phytoépuration... Terrain d'environ 2000 m<sup>2</sup> (potager, arbres et petit ruisseau). Pas de mitoyenneté. 185 000 €. *Tél : 05 61 94 41 28, montamat31@gmail.com*

■ **Morbihan.** Les voisins volontaires : habitat participatif à Saint-Nolff (56) 10 km N. de Vannes. Dans écoquartier : 1 maison disponible, permis de construire obtenu. Duplex T4, 81 m<sup>2</sup>, BBC, ossature bois. Lots de travaux en autoconstruction. Prêt social en "Location-accession" sur ce logement. 177 000 €. *Contact : 06 09 27 32 47 ou 02 35 08 18 42.*

**Gratuites :** Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées page 46. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

# Agenda

## ROUEN FORMATIONS À LA NON-VIOLENCE

Le MAN-Normandie (Mouvement pour une Alternative Non-violente) organise des formations à la non-violence en 2016 :

- **30 janvier**, Éducation : pas d'enfance sans conflits
- **5 mars**, Éducation : des citoyens autonomes et solidaires
- **30 avril**, Les conflits dans un groupe d'adultes

Elles se déroulent chacune de 15h à 19h à la Maison des associations et de la solidarité, 22 bis, rue Dumont d'Urville, à Rouen, et sont animées par Catherine Steine.

Inscriptions et infos : [man.normandie@nonviolence.fr](mailto:man.normandie@nonviolence.fr), tél : 02 35 96 52 64

## énergies

### GENÈVE NEUVIÈME ANNÉE POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS

Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.

Pour participer : Paul Roulland, tél : 02 40 87 60 47, [www.independentwho.org](http://www.independentwho.org).

### SUISSE VERS UN MONDE SANS ÉNERGIES FOSSILES Le 1<sup>er</sup> (Genève) et le 3 (Lausanne) décembre.

La Revue Durable, à l'occasion de la réalisation d'un dossier spécial sur le désinvestissement des énergies fossiles (revue n°55), organise deux tables rondes sur le sujet. A quoi ressemblerait un monde sans fossiles ? Avec quelles valeurs, quelle conception de la vie en commun et de la prospérité ? Nombreux intervenants, universitaires, associations, etc.

18h-20h30. Hepia, Aula, Rue de la Prairie 4 (Genève) ; Auditoire 263, Bâtiment Internet, Université de Lausanne, Métro Unil-Dorigny (Lausanne). [www.larevedurable.com](http://www.larevedurable.com)

## environnement

### NOTRE-DAME-DES-LANDES OCCUPATION DE TERRES CONTRE L'AÉROPORT

Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence.

Contact : [reclaimthepad@riseup.net](mailto:reclaimthepad@riseup.net). Informations : [www.reclaimthefields.org](http://www.reclaimthefields.org) ou <http://zad.nadir.org>.

### ISÈRE ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place. Contact : <http://zadroybon.noblogs.org>, <http://chambarans.unblog.fr>

### COP21 MOBILISATIONS CITOYENNES POUR LE CLIMAT

Le sommet officiel de négociations pour le climat se tiendra du 30 novembre au 11 décembre à l'aéroport du Bourget (tout un symbole !). Quatre grands rendez-vous sont organisés par les coordinations d'associations pendant ce sommet :

- **28 et 29 novembre** : manifestations décentralisées dans toutes les grandes villes, en France et dans le monde (le 28 à Rennes, Lyon, Rouen... ; le 29 à Paris, Lille, Calais, Aix-en-Provence, Strasbourg, Marseille, Bordeaux...)
- **5 et 6 décembre** : Sommet citoyen à Montreuil (près de Paris) avec - Un Climat forum (avec des centaines de débats et d'ateliers), la préparation d'actions qui se dérouleront la semaine suivante, des spectacles... - Un Village mondial des alternatives organisé par Alternatiba avec des quartiers thématiques : écohabitat, énergie, alimentation et agriculture, transports, finance... et des stands de démonstration - Un marché paysan de la Confédération paysanne qui permettra à tous de s'alimenter.
- **7 au 11 décembre** : zone d'action pour le climat au 104, à Paris (5, rue Curial, Paris 19<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Riquet). Une zone de croisements qui mélange aussi bien les écoliers du quartier que les représentants des organisations non-gouvernementales venues du monde entier. Lieu d'information, d'échange, mais aussi de préparation des actions, avec chaque soir une assemblée générale pour faire le point sur ce qui se passe côté officiel et côté populaire.
- **12 décembre** : manifestation internationale et actions non-violentes pour la justice climatique à Paris au moment de l'annonce des résultats du sommet.

### PARIS KYOTO FOREVER 2

#### Jusqu'au 6 décembre

Comédie théâtrale de Frédéric Ferrer qui nous fait assister à un sommet international sur le climat, dans la peau d'experts et de représentants gouvernementaux. Par la compagnie Vertical Détour.

A la Maison des Métallos, 94, rue Jean-Pierre Timbaud, 75011 Paris, tél : 01 48 05 88 27.

### PARIS TRIBUNAL INTERNATIONAL DES DROITS DE LA NATURE 4-5 décembre

En marge de la COP 21, un panel de juristes et de personnalités internationalement reconnus sur le thème de la justice planétaire statueront sur des cas emblématiques tels que le changement climatique, les OGM, les méthodes extractives et d'autres violations environnementales. Il formulera des jugements et recommandations dans une perspective de protection et de restauration de la Terre en se fondant sur la Déclaration Universelle des Droits de la Terre Mère. Organisé par Global Alliance for the Rights of Nature, End Ecocide on Earth, NatureRights et ATTAC France. Avec Genviève Azam, Vandana Shiva, Alberto Acosta...

De 9h30 à 18h à la Maison des Métallos, 94, rue Jean-Pierre Timbaud, 75011 Paris, tél : 01 48 05 88 27.

## femmes, hommes, etc.

### GRENOBLE ACTION CONTRE LES JOUETS SEXISTES 12 décembre

Distribution de tracts sur les jouets genrés et contre les rayons filles-rayons dans les magasins de jouets. Rendez-vous sur le parking de la Grande Récréée à Meylan à 15h.

Organisé par Osez le féminisme, [www.osezlefe.minisme.fr](http://www.osezlefe.minisme.fr).

## fêtes, foires, salons

### ILE-DE-FRANCE SALON VEGAN 12 décembre

Parc des congrès de Montreuil. Plus d'une cinquantaine d'exposants de produits végans. Conférences sur les équilibres alimentaires. Ateliers pratiques de cuisine végane avec des chefs végans. Dégustation à la clé. Défilé de vêtements. Méthodes de construction écologique.

Alternatives Events, 4, rue du Faubourg Figuerolles, 34070 Montpellier, <http://alternativesveganes.fr>

## AFFICHONS LE FÉMINISME !

Durant un an, la revue SILENCE a rassemblé des militant.e.s de divers horizons pour concevoir une affiche retraçant l'histoire des luttes féministes en 100 dates-clés.

Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent.

Le souci de ne pas se cantonner au féminisme occidental ni au féminisme institutionnel a notamment guidé ce travail.

Vous pouvez commander l'affiche "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui", par chèque à l'ordre de Silence ou sur notre site :

[www.revuesilence.net/affiche\\_100dates](http://www.revuesilence.net/affiche_100dates).

Elles sont au prix de 7 € l'unité. Pensez à ajouter les frais de port : 2 € de 1 à 3 exemplaires, 4 € de 4 à 9 exemplaires, offerts à partir de 10 exemplaires.



## JE LUTTE DONC JE SUIS

Le nouveau film de Yannys Yalountas "Je lutte donc je suis" (1h20) présente de nombreuses alternatives qui se développent en Grèce et en Espagne, pays les plus touchés par la "crise", un film-remède contre la résignation. En novembre, le réalisateur présente son film aux dates suivantes :

### • 1<sup>er</sup> décembre à 20h30 :

Perpignan, cinéma Le Castillet

### • 3 décembre à 19h :

Vierzon, salle du Beffroi

### • 4 décembre à 20h :

Calais, cinéma Alhambra

### • 6 et 9 décembre :

Bruxelles dans le cadre du Festival Cinéma Méditerranéen

### • 7 décembre : Liège,

• 8 décembre : l'Université

Louvain-la-Neuve

### • 10 décembre à 19h30 :

Bruxelles, cinéma Nova

### • 11 décembre à 20h30 :

Lille, Cinéma Le Métropole

### • 16 décembre à 20h30 :

Bordeaux, cinéma Utopia

### • 17 décembre à 20h30 :

Dax, cinéma Le Grand club

### • 18 décembre à 20h30 :

Biarritz, cinéma Le Royal

### • 19 décembre à 18h30 :

Bayonne, cinéma L'Atalante

Bande-annonce et infos sur le site <http://jeluttedoncsjesuis.net>

## Films, spectacle, culture

### HAUTE-VIENNE CALAMITY JANE 3 décembre

Spectacle théâtral subversif de la compagnie du Merle Moqueur à l'auditorium de la BFM, place Aimé Césaire, Limoges.

Infos et réservations : CIRALimousin, tél : 05 55 32 47 78, <http://cira.limoges.free.fr>.

## paix

### GENÈVE GANDHI ET L'ART DE LA NON-VIOLENCE Jusqu'au 3 janvier 2016

Exposition "Expériences de vérité : Gandhi et l'art de la non-violence".

Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, Avenue de la Paix, 17, 1202 Genève (Suisse). Tél : +41 22 748 95 11.

### ROUEN RÉSISTER SANS RECOURIR À LA VIOLENCE 1<sup>er</sup> décembre

Café de la non-violence avec des témoignages d'occupants de la ferme des Bouillons, un débat avec François Vaillant à partir d'extraits de films. Repas partagé.

À la Brasserie Paul, 1, place de la Cathédrale, de 18h15 à 22h. Organisé par le MAN Normandie, 10, impasse Gustave Guéville, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville, [man.normandie@nonviolence.fr](mailto:man.normandie@nonviolence.fr), tél : 02 35 96 52 64

## société, politique

### MARSEILLE ANARCHISTES NON-VIOLENTS 5 décembre

Le CIRA (Centre international de recherche sur l'anarchisme) de Marseille organise une conférence sur "Fritz Oerter, Clara Wichmann, Gustav Landauer : trois anarchistes non-violents de langue allemande au sein de la révolution de 1918 et dans l'après-guerre" par Lou Marin.

CIRA, 50, rue Consolat, 13001 Marseille, tél : 09 50 51 10 89, [cira.marseille@gmail.com](mailto:cira.marseille@gmail.com), <http://cira.marseille.free.fr>.

## silence

### LYON EXPÉDITION DE SILENCE 21 décembre

Départ à 19h, place de l'Hôtel-de-Ville. Rassemblement et défilé cycliste et en modes doux de ceux et celles qui veulent agir en faveur du climat.

<http://velorution.org/paris/21>

## vélo

### PARIS MASSE CRITIQUE 21 décembre

Départ à 19h, place de l'Hôtel-de-Ville. Rassemblement et défilé cycliste et en modes doux de ceux et celles qui veulent agir en faveur du climat.

<http://velorution.org/paris/21>

### ISÈRE FEVE

Le parcours FEVE, Formation et Expérimentation au Vivre-Ensemble, se poursuit et se transforme. En plus d'un parcours de 300 heures sur deux ans pour les 22-35 ans, alliant formation et expérimentation, l'équipe de la FEVE propose aussi de participer aux sessions "à la carte" durant toute l'année. Au programme en 2016 :

- Gouvernance partagée, avec l'Université du Nous, 3 jours entre janvier et mars

- une semaine de découverte et d'expérimentation communautaire, entre février et mars

- le festi'FEVE, du 8 au 10 avril

- la transformation constructive des conflits, avec Jorge Ochoa, 25 avril-1<sup>er</sup> mai

- jeux coopératifs, avec Brigitte Mesdag, 14-17 juillet.

La FEVE propose également des ateliers interactifs sur la communication non-violente et la gestion positive des conflits, à l'école, du primaire au secondaire, pour les enseignants, les parents, les élèves.

En savoir plus : FEVE, Arche de Saint-Antoine, place de l'Abbaye, 38160 Saint-Antoine l'Abbaye, tél : 04 76 36 48 25, [www.feve-nv.com](http://www.feve-nv.com)



▲ Présence des Verts dans les manifestations de soutien à Syriza à Athènes, en janvier 2015

# "On en est à survivre au présent et non à évoquer l'avenir"

Depuis la victoire de Syriza aux élections législatives début 2015 et au cours d'un été d'affrontement entre le gouvernement et les institutions européennes, la situation politique en Grèce a suscité beaucoup d'attentions et d'émotions. Silence a voulu revenir sur la situation sociale et humaine dans le pays. Pour brosser ce tableau nous avons choisi le regard d'une militante écologiste, Dimitra Spatharidou. Elle nous parle de l'effondrement de la société grecque, mais aussi de la lueur d'espoir que représentent les combats pour les biens communs.



**Silence : Qu'est-ce qui a changé, dans la vie quotidienne des Grecs, depuis le début de l'année 2015 ?**

**Dimitra Spatharidou :** La situation du citoyen lambda, en Grèce, n'a pas changé de manière significative depuis l'élection de Syriza. Elle a évolué lentement tout au long de l'année dernière, à cause de l'imposition des mesures d'austérité de la troïka et de l'empressement des gouvernements grecs à les appliquer. La Grèce a vu son PIB s'effondrer dans les mêmes proportions que les États-Unis lors de la grande dépression des années 1930. Il y a un chômage massif, qui frappe en particulier les jeunes. Les droits des travailleurs ont été écrasés (surmenage, salaires versés en retard parfois de 6 ou 8 mois), fermeture de petites entreprises, réduction de l'accès aux services sociaux, énormes déséquilibres des systèmes d'éducation et de santé, explosion du nombre de personnes fragilisées (sans-logis, drogués, etc.). La société est en déclin, et les gens perdent leurs droits fondamentaux.

Pendant ses huit premiers mois au gouvernement, Syriza n'a traité aucun de ces sujets, en partie par manque de temps. Il a pris de nombreuses décisions symboliques (annulation du décret de licenciement des

fonctionnaires, retour sur les multiples augmentations du tarif de l'électricité, quelques aides pour les plus démunis), mais n'a pas affronté globalement la crise humanitaire. Je dirais que le seul changement, suite à l'élection de Syriza, a été un souffle d'espoir, surtout à Athènes. Mais il a peu à peu disparu, au fil des négociations avec l'Union européenne (UE), la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.

**Comment les Grecs vivent-ils, au milieu de ces conditions difficiles ?**

Pour beaucoup, l'aide provient de la famille étendue, car les liens familiaux demeurent très importants dans la société grecque. Autre élément : le développement massif et impressionnant des initiatives de solidarité militante, jusque dans les plus petites communes. Qu'il s'agisse de cuisines collectives pour nourrir les affamés ou de cliniques sociales pour les personnes sans assurance maladie (1), de projets d'économie alternative ou encore de systèmes d'échanges locaux, une grande partie de la société grecque comble les failles de l'État par la solidarité.

(1) Voir la chronique *Reportage* dans *Silence* n°439



## Mine de Skouries ?

Syriza a pris position contre le projet, qui suscite l'un des plus puissants mouvements sociaux du pays. Le gouvernement a suspendu les permis d'exploitation minière, qu'il est en train de réexaminer. En réponse, les entreprises propriétaires canadienne (El Dorado Gold) et grecque (Hellas Gold) ont brandi la menace du licenciement de nombreux mineurs. Actuellement, des manifestations de militants écologistes ont lieu, auxquelles répondent les contre-manifestations de mineurs soutenus par les entreprises. De nombreux membres du nouveau gouvernement semblent prêts à traiter la question sous l'angle de la légalité et de la protection de l'environnement. Mais le mouvement social sait qu'il ne peut pas compter sur les mesures du gouvernement, et il lutte sans relâche pour empêcher le début du forage.

### DE MULTIPLES FRONTS DISPERSÉS

Les grandes villes ont été atteintes plus violemment par la crise économique, par rapport aux régions rurales où il est plus facile de se nourrir et où les habitants sont restés plus soudés. Mais le chômage est bien réel, à la campagne aussi, et de nombreux jeunes sont partis vers les villes ou à l'étranger pour chercher un emploi. Une rumeur prétend que les Grecs auraient quitté les villes pour trouver une vie meilleure à la campagne, mais aucune donnée ne confirme cette affirmation.

### Existe-t-il des lieux ou des communautés qui résistent à l'austérité grâce à des modes de développement alternatifs (et écologiques) ?

À mon avis, la plupart des militants et des gens ordinaires reconnaissent que le modèle actuel de production et de consommation n'est pas tenable et que nous devons nous tourner vers une économie durable. L'opposition au capitalisme et à l'austérité est répandue en Grèce et la majorité de la société s'oppose aux mesures d'austérité. Mais quand on en vient aux stratégies de résistance, la plupart des mouvements sociaux restent sur la défensive : ils s'opposent aux privatisations, au bradage des terres et à l'augmentation des impôts,

tendent à protéger les droits du travail, le droit au logement, l'accès aux soins et à l'éducation. Il y a tellement de sujets de lutte en cours. Et manifestement, les gens réagissent en formant de multiples fronts dispersés au lieu de former un mouvement social cohérent.

Il existe quand même de petits regroupements qui promeuvent des modes de développement écologique. Mais ils ne sont pas très répandus, car satisfaire les besoins et les droits de base, dans l'immédiat, nécessite un effort gigantesque. On en est à survivre au présent et non à évoquer l'avenir. Qui arriverait à lancer un débat sur le modèle de demain quand, aujourd'hui, des centaines de personnes n'ont pas accès aux produits de première nécessité, perdent leur logement, leur emploi et ont à peine de quoi vivre ?

### Quelle est la position du parti des Verts sur l'échiquier politique grec ?

Les « Verts écologistes » ont fait campagne avec Syriza à la fois en janvier et en septembre, et certains de ses membres appartiennent même au gouvernement. Par exemple, le ministre de l'Environnement, de l'Énergie et du Changement climatique est issu du parti des Verts (2). D'autre part, le Parti vert européen a soutenu Syriza, y compris après son échec retentissant pour appliquer une politique anti-austérité en Europe, et Ska Keller (3) a soutenu verbalement Tsipras lors des dernières élections.

Il faut noter que le parti des Verts, en Grèce, s'est scindé lors des élections européennes de 2014 : certains de ses membres pensaient que Syriza était une réponse trop radicale à l'austérité, et défendaient une approche social-démocrate de la crise. Ils ont fondé un nouveau parti, les Verts (Prasinoi). Celui-ci n'a pas participé aux élections de septembre, alors que son dirigeant, Nikos Chrysogelos, est un environnementaliste connu et reconnu en Grèce (et ex-député européen).

(2) Giannis Tsironis, secrétaire d'état à l'environnement et à l'énergie (ndlr).

(3) Femme politique membre du parti vert allemand, co-porte-parole des Verts européens (ndlr).



▲ Action de rue menée par les Verts

▲ Affiche électorale des Verts en janvier 2015

### Les questions environnementales étaient présentes dans les débats lors de ces élections ?

Pas du tout. L'écologie a été totalement ignorée. Par exemple, le troisième mémorandum, qui s'appliquera bientôt, impose la privatisation des biens communs (l'eau, le littoral, la terre, les ports) et reproduit un modèle destructeur sur les plans économique, social et écologique. Et bien il n'y a pas eu la moindre discussion sur ce sujet.

### L'ENVIRONNEMENT AU SECOND PLAN

Avant les dernières élections, le sujet principal du débat était de nommer celui qui saurait le mieux gérer les nouvelles mesures d'austérité, et la logique du TINA (4) a prévalu. Ceux qui avaient un autre mode de pensée n'ont pas eu le temps de construire une proposition alternative de réponse à la crise, en particulier après les épisodes des derniers mois. De nombreux militants anti-austérité ont quitté Syriza et ils s'efforcent de former un groupe, et un projet qui répondra aux questions soulevées lors des mouvements sociaux. Par exemple : Pouvons-nous construire un modèle alternatif tout en restant dans l'UE et en gardant l'euro ? L'UE peut-elle être réformée ou faut-il lutter pour qu'elle éclate ?

### Depuis février, Tsipras et ses gouvernements ont-ils pris des décisions importantes sur des sujets environnementaux ?

Je pense que les questions environnementales ont été laissées au second plan, tant par le gouvernement précédent que le nouveau. Ils auraient pu faire beaucoup de choses au niveau institutionnel, y compris mettre fin au recul sans précédent des décisions et des législations environnementales des années passées, protéger les forêts et les zones naturelles, ou encore annuler les permis de construire illégaux. On n'a pas avancé d'un pouce sur la question de l'énergie, et Syriza a soutenu la

construction d'une nouvelle méga-centrale électrique au charbon au lieu de chercher des modèles énergétiques alternatifs.

Cela dit, je ne peux pas nier qu'on a progressé sur certains points, en particulier en ce qui concerne la mine de Skouries (voir encadré).

### La crise a-t-elle conduit les Grecs à changer de regard sur la nature et les questions environnementales ?

Oui et non. Indéniablement, les mesures d'austérité ont causé un recul inquiétant des questions environnementales, et aborder ces points a parfois été considéré comme un luxe. Mais l'environnement n'a jamais occupé une place prépondérante dans l'agenda de la société grecque. Le changement climatique et la réduction des émissions ne sont pas traités, et tout le monde se contente de brûler du charbon, sans se donner la peine d'étudier le sujet de l'énergie. En même temps, certaines des revendications les plus emblématiques comportaient un angle environnemental. C'est le cas de celles qui touchent aux biens communs (eau, terres, matières premières, etc.) : elles ont suscité un soutien fort de la société.

Je dirais que les sujets d'écologie « traditionnels » et la protection de la nature ont disparu, mais que la protection des biens communs a refait surface et même pris de l'ampleur. J'ai participé au mouvement d'opposition à la privatisation de l'eau à Thessalonique, et nous avons organisé un référendum pour demander aux citoyens de la ville s'ils approuvaient le projet de privatisation. J'ai été bouleversée par leur réponse : ils ont profondément intégré l'idée que l'eau est un bien commun.

Cela dit, le concept de gestion durable de l'eau n'intéresse pas ces mêmes personnes, et il est loin de préoccuper les grands cerveaux de la société.

*Propos recueillis par Baptiste Giraud*

*Traduits de l'anglais par Emmanuelle Pingault* ■

(4) *There is no alternative*, c'est-à-dire "il n'y a pas d'autre solution" (ndlr).



# Comprendre la guerre en Syrie

La situation en Syrie semble compliquée lorsqu'on la suit à travers le prisme de nos médias. Jean-Pierre Filiu est l'un des spécialistes de la question. Depuis le début du conflit en 2011, il essaye d'expliquer au mieux ce qui se passe dans la société syrienne. A partir de 2013, il s'est associé avec Cyrille Pomès pour exprimer en BD à la fois la complexité de la situation et le quotidien de ceux qui aujourd'hui fuient le pays par millions.



En prenant prétexte d'une histoire d'amour compliquée, les auteurs démarrent la BD un peu avant les premières manifestations en Syrie. L'action se situe à Daraya, une banlieue de Damas. Le printemps arabe suscite bien des espoirs et au départ, comme le montrent ces pages (p. 29 et 30), l'idée d'un soulèvement non-violent est la base des premières actions. Le livre montre comment progressivement la situation dégénère pour aller jusqu'à l'usage d'armes chimiques par Bachar Al-Assad contre son propre peuple. Cet ouvrage nous fait partager la vie quotidienne à Damas pendant les deux premières années du conflit. MB.



**La dame de Damas,**  
Jean-Pierre Filiu et Cyrille Pomès  
Ed. Futuropolis  
2015, 104 pages, 18 €



# Hervé Krief, l'art de l'engagement

"Arrêtons de travailler", "Plus de pétrole", "Fukushima mon amour", "Téléphone mobile", "Publicité"... En lisant les titres des chansons de son dernier album, *Toi qui marches*, on comprends pourquoi il était évident que Silence s'entretienne avec le musicien Hervé Krief...

**Silence** : Les thèmes que tu abordes dans cet album sont liés à notre quotidien, comme c'est souvent le cas dans le Blues, et tu poses des questions sensibles et même douloureuses sur le présent et l'avenir.

**Hervé Krief** : J'ai écrit une dizaine de chansons en très peu de temps car elles correspondaient au fond à des cris de colère et à des propositions d'alternatives pour répondre à la crise dans laquelle nous nous trouvons. J'ai vraiment l'impression de vivre dans l'urgence avec le sentiment que chaque jour qui passe, le fondamentalisme marchand, comme le nomme si bien Naomi Klein dans son dernier livre, nous réserve de nouvelles destructions, de nouvelles aberrations tant sur le plan local que national et c'est probablement pour cette raison que j'ai été aussi fécond ...

**Tu poses des questions mais tu proposes aussi des réponses...**

Oui, c'est presque un principe chez moi, depuis que je suis passé par les villes en transition. Comprendre et dénoncer, c'est utile, mais seule la construction d'alternatives guide mes pensées et mon action.

**Avec cet album, tu réussis à concilier art et engagement en mettant en cohérence totale ta démarche créative et les procédés de conception**

## PUBLICITE

Où me cacher ?  
Où m'en aller ?  
Ne plus voir, ne plus voir de publicités  
Regarde les rues des grandes villes  
Et dans les couloirs du métro  
Lève la tête dans les halls de gare  
Chaque coup de clic sur ton écran  
PU-BLI-CI-TE

Où me cacher ?  
Où m'en aller ?  
Ne plus voir, ne plus voir de publicités  
Toutes les chaînes quand t'as une télé  
Toutes les pages de tes magazines  
Et dans les journaux c'est pareil  
Pour les boîtes aux lettres on en imprime  
PU-BLI-CI-TE

Sao Paolo do Brasil, quelle ville !  
Le conseil municipal a décidé  
Plus aucune publicité dans la ville, quelle ville !  
Le conformisme social basé  
Sur la consommation et le gaspillage  
Nous enferme dans un mode de vie  
Bas sur la réussite et l'argent grâce à la publicité.  
Et la publicité coûte cher  
Mais qui paye, à la fin qui paye ?

## ARRÉTONS DE TRAVAILLER

Arrêtons de travailler, / ce n'est pas bon pour la santé  
 Commençons par ne rien faire / juste le strict nécessaire  
 Arrachons un bout de bitume / pour planter quelques légumes  
 Inviter tous ses amis / à manger des spaghettis

Prenons ensemble le temps de vivre  
 De s'allonger derrière un livre sous le soleil

Arrêtons les pendules / ce n'est pas bon pour les rotules  
 Commençons par ne plus courir / prendre son temps et réfléchir  
 Fabriquer une table et des chaises / pour se sentir bien à l'aise  
 Inviter tous ses voisins / à chanter deux trois refrains  
 Le travail faut le partager / des plus jeunes aux plus âgées  
 Si on fait 20 heures la semaine / ça laisse du temps pour qu'on s'promène  
 Ça laisse du temps pour inventer / des épiceries où l'on boit du thé  
 Faire du théâtre ou de la poésie / jardiner ou dessiner alors allons-y !



### et de distribution qui sont à notre disposition aujourd'hui.

J'essaye d'être le plus possible en cohérence, et la rupture avec l'industrie du disque pour retrouver des procédés artisanaux me semble être la seule voie à suivre si l'on veut changer la société. J'ai toujours été indépendant dans ma musique, notamment dans sa phase créatrice. En revanche, je passais par des labels et/ou des distributeurs plus ou moins importants. Désormais, je préfère vendre mes disques en circuits-courts soit par internet ou encore mieux à la fin des concerts. D'ailleurs à ce propos, depuis quelques années, je vends, après mes spectacles, mes CDs ou DVDs à prix libre et en autogestion et cela plaît beaucoup. Je n'ai jamais vendu autant d'albums !

### VALORISER LES ALTERNATIVES

#### Tu tournes également avec un nouveau spectacle qui s'intitule : "Professeur Kurkuma – je mange donc je suis"...

Oui, c'est un spectacle sur l'alimentation comme première pierre à l'édifice d'un nouveau monde. C'est la même rupture avec l'industrialisation que j'évoquais pour la musique. Si nous inventons d'autres filières de productions et de distribution pour nous nourrir, nous retirons un pouvoir important, puisque financier, aux multinationales de l'agro-alimentaire. C'est donc la valorisation de ces alternatives que j'essaie de montrer avec le professeur Kurkuma. Si nous reprenons en main nos vies, tout est possible ! Le tout se fait dans la bouffonnerie et avec des chansons. C'est gai mais instructif.

#### Tu participes à une mobilisation dans ton quartier contre l'installation d'un supermarché, tu peux nous donner des infos ?

En septembre 2014 on a eu connaissance du projet de la mairie du 18<sup>e</sup> arrondissement de

commander à Bouygues la construction d'un supermarché Carrefour dans notre quartier, et là on s'est dit avec quelques copines : ce n'est pas possible ! Alors on a monté un collectif pour s'opposer à cette construction et proposer à la place un projet alternatif pensé et conçu par les habitants eux-mêmes. Ainsi, tous les dimanches matin, nous sommes allés devant le futur emplacement du supermarché discuter avec les passants et leur demander quelles seraient leurs envies pour occuper cet espace de 1700 m<sup>2</sup>. C'est comme cela qu'on a élaboré le projet d'une maison de quartier autogérée et nous l'avons remis à monsieur le maire en même temps que la pétition qui a récolté environ 1000 signatures. Mais notre demande a été rejetée par les élus pour vice de forme, nous n'avions pas indiqué l'âge des pétitionnaires ! Nous en sommes là mais le combat continue car nous ne sommes pas prêts à lâcher. (1) Par ailleurs je suis engagé depuis plusieurs années dans la coopérative alimentaire et solidaire *L'Indépendante*, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, qui a pour but de mettre en place une alternative à la grande distribution (2).

Propos recueillis par Pascal Martin ■

**Hervé Krief**, [www.herve-krief.com](http://www.herve-krief.com), [hkrief@riseup.net](mailto:hkrief@riseup.net), tél : 01 42 58 67 50.

Nouvel album : *Toi qui marches*, avec Félix Sabal Leco et Arnaud Rebel, en vente à prix libre <http://www.la-boutique-militante.com/arts-de-resistance/2259-cd-album-toi-qui-marches-herve-krief.html> ou sur [http://www.laboutiquedesmutins.org/?fond=produit&id\\_produit=276&id\\_rubrique=31](http://www.laboutiquedesmutins.org/?fond=produit&id_produit=276&id_rubrique=31).

Clip "Fukushima, mon amour" : <http://vimeo.com/user5081294/fukushimamonamour>

Clip "Toi qui marches" <http://vimeo.com/115252301>

### Le Blues des Canuts

Vous pouvez retrouver la plupart des chansons citées dans ce texte en écoutant l'émission sur :

<http://blogs.radiocanut.org/bluesdescanuts/> ou <http://www.radioblues.com/Le-Blues-des-Canuts>

Courriel : [comboqui-lombo@online.fr](mailto:comboqui-lombo@online.fr).

Le Blues des Canuts c'est l'émission blues de Radio Canut – la plus rebelle des Radios ! – tous les mercredi de 15 à 16 h sur le 102.2 FM dans la région lyonnaise et sur radiocanut.org pour le reste du monde...

(1) Voici l'adresse du site du collectif : <https://quartierauxhabitants.wordpress.com>.

(2) [www.lindependante.org](http://www.lindependante.org).



# Nous pouvons bloquer le TAFTA !

Le TAFTA(1) est un projet d'accord commercial de grande ampleur négocié discrètement entre l'Union Européenne et les États-Unis. Cet accord vise à faciliter le commerce en supprimant les "obstacles réglementaires superflus"(2), c'est à dire les normes de protection de la santé, de l'environnement, des citoyens et des consommateurs. Il prévoit également de mettre en place des tribunaux arbitraux qui permettront aux entreprises transnationales d'obtenir réparation chaque fois qu'elles s'estimeront lésées par une décision des pouvoirs publics.

**L**ES MULTINATIONALES SE FROTTENT LES mains, mais tout le monde ne partage pas leur enthousiasme. En effet depuis le début des négociations en juillet 2013, le TAFTA nourrit une opposition d'autant plus importante que les risques associés au traité touchent de nombreux domaines : OGMs, gaz de schistes, perturbateurs endocriniens, bœuf aux hormones, etc. Quant aux bénéfices économiques attendus, ils peinent à convaincre : 0,05 % de croissance supplémentaire par an selon l'étude commandée par la Commission Européenne elle-même(3).

Bien que le sujet reste largement ignoré par les médias de masse, la pétition européenne contre le traité a rassemblé plus de trois millions de signatures (dont 360 000 en France). En cette fin d'année la mobilisation converge plus que jamais avec les mouvements écologistes, qui multiplient les événements en vue de la COP 21(4). Car les accords de libre-échange, en s'opposant à toute forme de régulation environnementale, représentent aussi une grave menace pour le climat.

En mars dernier, les chefs d'Etat européens pensaient encore que le TAFTA pourrait être conclu d'ici fin 2015. Or les négociations semblent bloquer sur des

"points durs" et de nouveaux écueils apparaissent au fur et à mesure que la contestation citoyenne prend de l'ampleur. L'Union Européenne est contrainte de nuancer ses positions pour apaiser l'opinion publique, mais les négociateurs étasuniens ne semblent pas prêts à faire des compromis.

La finalisation d'un accord est maintenant peu probable avant 2017, mais cette année-là sera aussi celle de tous les bouleversements : nouveau président aux Etats-Unis, référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Union Européenne et élections présidentielles en France... De quoi compliquer fortement la concrétisation de ce projet d'accord.

## ALLIANCES IMPROBABLES ET ISSUE INCERTAINE

Peu avant l'été 2015, Barack Obama s'est allié aux parlementaires républicains pour obtenir, contre son propre camp, l'autorisation de négocier les traités commerciaux sans amendement possible de la part du Congrès.

(1) TAFTA : Transatlantic Free-Trade Agreement. Le nom officiel de ce traité est TTIP, pour Transatlantic Trade and Investment Partnership... un nom trop positif au goût des opposants, qui utilisent plutôt l'acronyme TAFTA.

(2) Mandat de négociation du Conseil de l'Union Européenne, 2013, p.3

(3) CEPR, Center for Economic Policy Research, "Reducing transatlantic barriers to trade and investment : an economic assesment", p. 46

(4) Sommet mondial contre le changement climatique, qui se tient à Paris au mois de décembre.



De son côté, l'Union Européenne, après plusieurs "fuites" de documents, a décidé d'aller encore plus loin dans l'opacité. Pour pouvoir consulter les documents de négociation, les eurodéputés et les membres de gouvernements sont désormais obligés de se rendre dans une salle sécurisée à Bruxelles. Dans cette salle ils ne peuvent amener ni conseiller, ni ordinateur, ni téléphone portable.

Le parlement européen, quant à lui, a été consulté début juillet et a validé une déclaration qui soutient la tournure prise jusqu'à présent par les négociations.

Il peut sembler paradoxal que tous les eurodéputés du parti Les Républicains aient voté en faveur de ce texte juste après que François Fillon a déclaré qu'il était "hors de question de ratifier ce traité en l'état"(5). En effet certains élus de son parti se disent soucieux des conséquences potentielles de ce traité sur les PME françaises, vulnérables à la concurrence des Etats-Unis. De même pour la souveraineté nationale, menacée par les tribunaux arbitraux ainsi que par l'espionnage massif de la part des services secrets étasuniens.

Seconde surprise : les eurodéputés socialistes français ont tous voté contre, alors que les avis divergent au sein de leur propre parti quant à la position à adopter face au TAFTA. Ainsi, jusqu'à présent François Hollande plaide pour une accélération du processus(6) tandis que sa majorité défendait la possibilité d'un "bon accord" en assurant de sa volonté de préserver la souveraineté des Etats. Le gouvernement s'était contenté de proposer quelques aménagements pour plus de transparence ainsi que des garde-fous en ce qui concerne les tribunaux arbitraux, sans remettre en question leur principe.

Pour répondre à ces critiques, la Commission Européenne a publié mi-septembre 2015 une ébauche de la proposition qu'elle fera aux Etats-Unis au sujet de ce mécanisme décrié : plusieurs

changements significatifs (juges permanents, mécanisme d'appel, précisions juridiques) mais, à nouveau, aucune remise en cause de la nécessité d'une juridiction spéciale pour protéger les intérêts des investisseurs étrangers. Ces quelques concessions suffiront-elles à déjouer les oppositions ?

Les choses pourraient se gâter après que Mathias Fekl, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, aura déclaré que la France envisage "l'arrêt pur et simple des négociations"(7) si les conditions de transparence et de réciprocité ne s'améliorent pas. Difficile de dire pour l'instant s'il s'agit d'une simple posture politicienne ou d'un véritable avertissement.

## LE PETIT FRÈRE

Tandis que le TAFTA semble s'enliser, un autre accord de libre-échange attire de plus en plus l'attention de la société civile : il s'agit du CETA, accord entre l'Union Européenne et le Canada dont le texte a été finalisé en septembre 2014. Souvent présenté comme le "petit frère" du TAFTA car il poursuit les mêmes objectifs, ce traité inclut le système des tribunaux arbitraux dans sa version la plus dangereuse : des verdicts rendus par des juges privés, payés au nombre d'affaires traitées, qui peuvent être tour à tour juge ou avocat et qui multiplient les conflits d'intérêts.

La Commission Européenne refuse de renégocier ce traité alors qu'elle a elle-même reconnu les graves problèmes posés par les tribunaux privés. L'accord avec le Canada ouvrirait pourtant une brèche pour les entreprises étasuniennes, qui pourraient attaquer les Etats membres de l'U.E. via leurs filiales au Canada(8).

Plus simplement, l'existence même de ces tribunaux spéciaux n'est pas acceptable : ils supposent que les juridictions de droit commun ne sont pas suffisantes car elles risqueraient de discriminer

## Pour en savoir plus

- <http://www.amisdela-terre.org/Tafta.html>
- <https://france.attac.org/auteur/collectif-stop-tafta>
- <https://www.collectifstoptafta.org/>
- *Les naufragés du libre-échange : de l'OMC au Tafta*, Maxime Combes, Thomas Coutrot, Frédéric Lemaire, Dominique Plihon, éd. Les liens qui libèrent, 2015.
- *TAFTA, l'accord du plus fort*, Thomas Porcher, Frederic Farah, éd. Max Millo, 2014.

(5) François Fillon, *Valeurs Actuelles*, 18 juin 2015

(6) François Hollande, conférence de presse 11 février 2014

(7) Mathias Fekl, *Ouest-France*, 28 septembre 2015

(8) Ainsi, le cigarettier étasunien Philip Morris poursuit l'Australie devant un tribunal privé via sa filiale à Hong Kong, pour profiter de l'accord de libre-échange entre l'Australie et Hong-Kong.



les investisseurs étrangers. Étonnamment, aucun exemple de ces discriminations n'est jamais cité... Par ailleurs, si l'on considère que la justice dysfonctionne, ne vaudrait-il pas mieux en améliorer le fonctionnement au bénéfice de tous plutôt que de créer une juridiction "V.I.P." ?

Enfin, ces tribunaux arbitraux sont censés favoriser l'investissement en rassurant les propriétaires de capitaux sur leurs futurs bénéfices. Mais les études menées sur ce sujet concluent que l'existence de ces juridictions spéciales n'a aucun effet significatif sur l'investissement<sup>(9)</sup> : il s'agit juste d'un privilège offert aux multinationales. Il s'agit aussi de la clé de voûte d'un système économique ultralibéral, tuant dans l'oeuf toute tentative de régulation.

### D'AUTRES NOMS

Malheureusement, le TAFTA et le CETA ne viennent pas seuls : l'Union Européenne prépare plusieurs autres traités du même acabit avec le Japon, la Chine, l'Afrique de l'Ouest... entre autres. L'U.E. participe aussi aux négociations du TiSA<sup>(10)</sup>, qui regroupent une cinquantaine de pays dans une vaste entreprise de dérégulation du domaine des services (finance, santé, transports, etc.).

Au-delà de l'énormité des risques que présentent ces projets, une question se pose avec insistance : comment peut-on en arriver là ? La multiplication des accords commerciaux antidémocratiques soulève des interrogations fondamentales, notamment celle de la capture du pouvoir politique par des intérêts privés.

Pour s'en convaincre il suffit de s'intéresser aux acteurs de la négociation du TAFTA : il s'agit souvent de représentants peu glorieux du phénomène des "portes tournantes", qui consiste à faire carrière en naviguant entre le secteur privé et les institutions publiques.

Lors de sa prise de poste en 2014, la commissaire européenne en charge des négociations s'est naturellement entourée d'un conseiller spécial. Or celui-ci est un avocat d'affaires dont le cabinet travaille avec des tribunaux arbitraux privés... comment pourrait-il conseiller de ne pas inclure ce système dans les traités ? (11)

L'ancien commissaire européen au commerce n'est pas en reste : après avoir occupé son poste pendant quatre ans, il a obtenu l'autorisation de la Commission pour partir travailler dans une multinationale des télécommunications qui avait fait du lobbying auprès de ses équipes dans le cadre des négociations du TAFTA<sup>(12)</sup>. Lorsque ceux qui cherchent à influencer les responsables politiques sont aussi leurs futurs employeurs, on peut supposer que leurs demandes seront étudiées avec une attention particulière.

Quant au chef des négociateurs étasuniens, c'est un millionnaire ayant fait carrière dans une multinationale de la finance et qui possède de larges sommes d'argent placées à l'abri du fisc dans les îles Caïmans.

On a pu constater de longue date que la pratique des "portes tournantes" est un véritable fléau, qui véhicule des idéologies favorables au monde des affaires, brouille les intérêts en présence et mine la confiance des citoyens en la démocratie.

La société civile a déjà réussi à faire échouer des accords similaires, comme l'AMI en 1998 et ACTA en 2012. Peut-être en sera-t-il de même cette fois-ci. Mais tant que les institutions démocratiques ne seront pas efficacement protégées contre l'influence des puissances de l'argent, les TAFTA et CETA reviendront sous d'autres formes et avec d'autres noms.

Sylvain Bermond, *Amis de la Terre Lyon* ■

(9) Institut Jacques Delors, "ISDS in the TTIP : the devil is in the details", 2015, p.14

(10) Trade in Services Agreement (en français : ACS, Accord sur le Commerce des Services)

(11) <http://transatlantique.blog.lemonde.fr/2015/04/06/un-avocat-controverse-pour-conseiller-bruxelles-sur-le-traite-transatlantique/>

(12) [corporateurope.org](http://corporateurope.org), "The revolving door : greasing the wheels of the TTIP lobby", juillet 2015

## D'autres moyens de tuer les animaux

Suite à votre dossier sur le végétarisme (Silence n°438), oui, vos arguments plaident en faveur du végétarisme. Je regrette qu'il n'y ait pas eu des arguments contraires ! Non pas provenant de fous de chasse ou de fans de bidoche, mais d'anciens végéta\*iens conscients car, si vos arguments sont justes, ils ne disent pas Toute la vérité !

On tue sans le vouloir, sans le savoir, quand les terres agricoles s'étendent (aussi) pour faire pousser du soja par exemple. Certes, de petits animaux, insectes, musaraignes. Mais on déplace aussi des mammifères qui perdent leur habitat.

Non, manger seulement des végétaux ne résoudra pas la famine dans certains pays. Nous sommes tout simplement trop nombreux sur cette planète. Et la culture des céréales déboise, assèche des marais, détourne des cours d'eau et affame les habitants, qui eux aussi, émigrent.

Non, le végétarisme n'est pas forcément notre avenir : nous sommes des omnivores ! Mangeons de la viande très modérément, provenant d'élevages locaux et bio. Le martyre des animaux de batterie est intolérable ; et leur viande malsaine pour l'homme !

Végétarienne depuis plusieurs dizaines d'années, j'ai réintroduit la viande dans ma diététique, et je me porte mieux ! Ami-e-s végéta\*ien-e-s, lisez le livre de Lierre Keith, "Le mythe végétarien", édition Pilule rouge, et rouvrons le débat !

**Maryannick Loiseau**  
Gironde

## Le mythe végétarien

Lierre Keith est une célèbre militante de l'écologie radicale aux USA. Elle a co-écrit avec Derrick Jensen : Deep Green Resistance. Comme toutes les personnes qui ont lu les romans de Edward Abbey comme Le gang de la clé à mollette (en français chez Geilmaster), elle pratique le sabotage en tant que combattante écologique, ce qui l'a amenée plusieurs fois en prison. (...)

Lierre Keith, comme beaucoup d'écologistes, a expérimenté de longues années les régimes alimentaires sans viande. Elle témoigne dans son livre Le mythe végétarien. Elle est pour le boycott de toute alimentation issue de l'agriculture industrielle, qu'il s'agisse de produits animaux ou de produits végétaux, en se donnant les moyens par un mode de vie permettant le maximum d'autonomie, de s'alimenter de façon saine, sans acheter à l'extérieur, donc sans participer à ce mode de vie moderne à bien trop forte empreinte écologique, non seulement parce que la production industrielle use d'intrants toxiques et d'une débauche d'énergie, mais aussi parce qu'il faut compter tout ce qui est induit par les transports. Le problème est donc bien plus grave que viande ou pas viande !

[...]  
**Thierry Sallantin**

## Pas un mot sur l'antispécisme

Un dossier sur le végéta\*isme dans Silence ? Chouette ! ... Quoi ??? C'est tout ? Le discours habituel écologiste et citoyeniste, avec une touche de propagande pour une exploitation "bienveillante" des animaux, mettant totalement de côté les mouvements antispécistes ? (...) Discuter des questions écologiques, de répartition des denrées alimentaires dans le monde, de la santé, etc., est évidemment pertinent (...). Mais tout de même, onze pages sans évoquer une seule fois les mouvements antispécistes qui tentent de transformer les relations animaux-humains (mais aussi celles humains-humains), cela relève presque de la censure.

(...) André C. peut bien préférer manger de l'animal torturé et abattu pour ne pas "insulter" la culture de ses voisins s'il le veut, d'autres préférerons peut-être se risquer à les "braquer", ou, avec un peu de tact, à engager une discussion passionnante. Son choix, qui est loin d'être trivial, ne peut être justifié par la peur de "vexer" l'autre de ne pas "montrer d'intérêt pour sa culture". L'argument traditionaliste est et sera toujours dangereux.



## Fumier !

Tout d'abord un grand merci et toute mes félicitations pour l'excellent travail que vous faites et que j'ai la joie de découvrir tous les mois dans ma boîte aux lettres.

Je voudrais juste réagir à votre dossier d'octobre sur le végéta\*isme. Je suis tout à fait d'accord avec l'analyse globale et la conclusion selon laquelle il faudra tôt ou tard manger moins de viande et surtout en finir avec les modes d'élevage intensifs. Ceci dit, et bien que votre dossier soit assez exhaustif et présente divers points de vue, il me semble qu'un point primordial n'y est pas discuté (comme bien souvent d'ailleurs dans les débats sur le végétalisme). Il s'agit du rôle de l'élevage dans l'amendement des sols, indispensable à la culture des végétaux. En effet, Béatrice Blondeau nous explique - à juste titre - qu'un mangeur de viande consomme indirectement 930 kg de céréales par an alors qu'un végétarien (ou peut être végétalien dans ce cas) n'en consommerait que 180kg. Mais ceci, il me semble, ne prend pas en compte la consommation du bétail dont le fumier a permis de produire ces 180 kg de céréales nécessaires à notre végétarien...

Ce que je veux dire par là c'est que le zéro viande est à mon sens impossible et qu'il me semble illusoire de penser que nous pouvons nous passer complètement de l'élevage parce que les végétaux (et plus particulièrement les céréales) nécessaires à notre alimentation ne poussent en quantité suffisante que si nous prenons la peine de bien nourrir le sol en amont. Alors bien sûr, en agriculture conventionnelle et dans les grands bassins céréaliers de notre pays, le fumier a été remplacé par les engrais chimiques mais je crois que nous sommes d'accord sur le fait que ce n'est pas vers ça que nous souhaitons nous diriger

Mais finalement, qu'est-ce qui manque ? Les questions de spécisme et de propriété des animaux, les mouvements de libération animale, les actions directes... tout ce qui est un peu trop "radical" en fait. (...)

Les mouvements antispécistes reconnaissent l'égalité de considération des intérêts pour tous les individus, quelle que soit leur espèce. En cela, ils remettent profondément en cause toutes formes d'exploitation animale, humaine comprise, et peuvent se concrétiser dans le véganisme et les actions directes de libération totale (animaux et humains). L'idée est (...), pour certain.e.s d'entre nous, de combattre collectivement toutes formes d'oppressions : prisons, fermes-usines, salariat, vivisection, néocolonialisme, etc.

Avant de vous faire plein de bisous, voici quelques mots intéressants à rajouter dans votre "Petit lexique végéta\*ien" : welfarisme, libération totale, spécisme, abolitionnisme, animalisme et carnisme. Libération totale-ment vôtre.

**Camille**

un puriste parmi les puristes... Graouh !

pour manger moins de viande. En agriculture biologique, par contre, il est bien compliqué de produire des végétaux sur du long terme sans fumier (et les biodynamistes l'ont compris depuis longtemps). Au jardin, ou même en maraîchage, on peut s'abstraire de fumure d'origine animale grâce à des amendements organiques d'origine végétale de type compost ou paillis et grâce à de bonnes rotations de culture. Mais ceci reste très compliqué pour la culture de céréales ou de grandes cultures de légumineuses de type soja (qui donnera le tofu dont sont tant friands nos végéta\*iens). En effet, il est difficile de disposer de suffisamment de compost végétal pour amender un champ de blé (même sur des surfaces modestes de quelques hectares). Alors oui, l'interculture d'engrais vert de type légumineuses (luzerne, sainfoin, etc) peut permettre de combler un temps les besoins en azote mais cette stratégie n'est pas possible partout (la culture de la luzerne ou du sainfoin par exemple est difficile en sol acide) et elle a ses limites à plus long terme car elle n'apporte pas en quantité suffisante la vingtaine d'autres éléments nécessaires à la croissance des plantes. Tout ça pour dire que sans fumier et donc sans élevage, et dans l'état actuel de nos connaissances et des techniques de culture biologiques, nous ne sommes pas capables de nourrir toute la population au régime végétarien sans apport d'engrais chimique. Alors qu'en polyculture-élevage de type extensif et biologique il me semble parfaitement possible de produire suffisamment sans intrant et en diminuant la consommation de viande. Ceci tout en mangeant de temps en temps un animal de notre troupeau dont la fonction première est de produire le fumier indispensable à la culture de nos végétaux (...).

**Ghislain**  
Aveyron

## "Sauver le climat ?"

[Suite au courrier de Jonas, Silence n°437]  
Je souhaite exprimer ma colère, car cette critique me scandalise. Je trouve que le procès des écolos qui veulent sauver la planète est injuste.

Comme le dit Jonas : "On s'occupe plus de la planète que de nous." Et il a raison, cette analyse est juste : c'est ainsi que raisonne une bonne partie de la population. Comme pour la crise actuelle des "migrants" : "on s'occupe plus d'eux que de nous."

C'est là le syndrome d'une société qui se replie sur elle-même, et où les idées simplistes triomphent pour s'occuper de soi d'abord, et justement placer la nature, la planète, ou les réfugiés ensuite. Je ne peux partager cet état d'esprit.

[...] Tous ceux qui pensent que "la planète nous survivra", ont-ils eu une seule pensée pour



toutes les espèces qui sont en train de s'éteindre ? Ces personnes qui tombent dans le panneau des clichés, ont-elles donc une baguette magique pour ressusciter toutes ces créatures, œuvres de la Création, disparues à tout jamais ?

Mais bon, quand on souhaite placer comme priorité "s'occuper de nous d'abord, et l'héritage qu'on laissera aux suivants ensuite", on n'est pas à ce genre de détail près. Après tout, des bestioles il en reste (encore) bien suffisamment sur Terre. Et celles qui ont été détruites, ne nous empêchent pas de

vivre. Alors à quoi bon s'en faire ?  
[...] Je ne peux que vous encourager à résister à ces idées extrêmement négatives, qui veulent détourner celles et ceux qui mènent un combat juste et ô combien visionnaire de leur mission d'intérêt général.

**Bertrand**

## Les gaz, quelle vacherie... !

La schizophrénie s'est emparée de l'âme humaine. Tandis que le réchauffement climatique se ressent, Personne ne prend de mesures, le monde se ment. Les avions continuent de voler, sans que cela gêne. Les bateaux de croisière fleurissent sur les océans, Leurs moteurs polluent et gaspillent plus de carburant. Mais qu'importe, ce qui compte est de jouir de l'instant, La liberté est sans limites, qu'en sera-t-il de nos enfants ? L'élevage émet de plus en plus de gaz à effet de serre, Tandis que la viande est la religion pour tout le monde. Le régime végétalien devrait être l'objectif sur Terre, Car tuer les animaux est une aberration immonde. Dans le cas des transports, comme pour les animaux, On ne veut pas voir que c'est une source de nos maux. Au nom des voyages tous azimuts et de l'alimentation, Sans doute est-il temps de trouver l'âge de la raison...

**Franck Victorien**  
Lyon

## Panneaux solaires

On voit partout fleurir des panneaux solaires. Sont-ils blindés ? On a vu les dégâts faits par la grêle, résistent-ils ? J'en doute fort. Pas d'écrits, pas d'articles. Vous pouvez y répondre ?

**Robert Verlaque**  
Nièvre

*Silence* : Pour être commercialisables, les panneaux doivent répondre à des normes strictes qui prennent en considération notamment les risques de grêle.

### Essais

■ **Le fil rouge de l'écologie**, André Gorz, Willy Gianinazzi, éd. EHESS, 2015, 110 p. 9 €. Reprise sous forme écrite de trois entretiens réalisés en 1990, 2003 et 2005. Critique du travail aliéné et pour une vie qui a du sens, André Gorz a une vision écologiste basée sur le temps libéré. Ces entretiens radio permettent de se replonger dans sa pensée, de manière facilement lisible.

■ **Une victoire face aux multinationales**, Anne le Strat, éd. Les petits matins, 2015, 240 p. 17 €. Elue écologiste à Paris, Anne le Strat a réussi à contrer les compagnies privées de l'eau pour remunicipaliser l'eau de la capitale. Une bataille qui dure de 2001 à 2008 et que l'auteur raconte vue de l'intérieur.

■ **Calendrier lunaire 2016**, Michel Gros, éd. Calendrier lunaire, 6, rue des Prés verts, 39120 Chêne Bernard, 2015, 116 p. 7,90 €. L'influence de la lune dans le jardinage, l'arboriculture, l'apiculture, la viticulture... mais aussi sur les cheveux, l'épilation, l'alimentation...

■ **La saga nucléaire, témoignages d'acteurs**, Nicole Colas-Linhart et Anne Petiet, éd. l'Harmattan, 2015, 250 p. 27 €. Nostalgiques de Superphénix, promoteurs d'un nucléaire à tout prix, ces témoignages présentent au moins un intérêt : se rendre compte à quel point une génération d'ingénieurs des années 70 sont aujourd'hui totalement désuets, mais continuent à lutter pour essayer de sauver une énergie dépassée. Et de dénoncer les médias qui ne leur donnent pas assez la parole !

■ **Calendrier des semis 2016**, éd. Mouvement de culture biodynamique, 2015, 120 p. 10 €. Les biodynamistes ont mené de nombreuses expériences pour étudier le lien entre cultures et positions des planètes, permettant de donner les jours favorables, légume par légume, fruit par fruit.

■ **Surmonter la crise écologique, un enjeu spirituel**, Jean-Claude Lacaze, éd. l'Harmattan, 2015, 96 p. 12 €. Vivre dans la crise écologique permanente ne peut que nous interroger sur le sens de nos vies. Et donc sur la spiritualité. L'auteur retrace les différentes pistes qui ont déjà été explorées pour rapprocher préoccupations écologiques et spiritualité, la place des religions actuelles et propose de repenser notre spiritualité en accord avec la nature et non plus contre elle.

■ **Quand la solidarité change les couleurs de la vie**, Françoise Knockaert, éd. l'Harmattan, 2015, 257 p. 26,50 €. En janvier 2013, la maison de l'auteur est détruite par un incendie. Elle se retrouve à la rue et lance un appel dans son SEL, système d'échanges local, pour demander des pistes d'hébergement. Et là : surprise ! beaucoup de gens proposent de lui prêter une chambre ou leur logement en leur absence. Commence alors pendant les six mois que durent les réparations une vie de maison en maison. Si l'aventure est séduisante, la narration de chaque logement dans le détail ne présente malheureusement guère d'intérêt.

■ **Solidarités émergentes, institutions en germe**, Olivier Frérot, éd. Chronique Sociale, 2015, 118 p. 12 €. Au départ, l'Etat, en gérant le progrès était le garant du développement des "biens communs", mais aujourd'hui, les oppositions aux grands projets inutiles montrent à l'évidence un changement de situation. De nouvelles formes de solidarité se mettent en place, par le bas... qui appellent de nouvelles formes institutionnelles. L'auteur, avec une approche plus philosophique que politique, essaie de voir quels processus pourraient nous aider à cela.

■ **Profession : Animal de laboratoire**, Audrey Jouglu, éd. Autrement, 2015, 250 p. 17 €. L'auteur, philosophe, a enquêté pendant un an dans les laboratoires publics et privés pour essayer de comprendre pourquoi on sacrifie chaque année, en Europe, plus de 11,5 millions d'animaux. Sous forme d'un long reportage, elle alterne les descriptions d'expériences, souvent douteuses, et discussions avec des militants d'associations qui proposent des solutions alternatives. La narration du quotidien dans les labos suffit à convaincre sans plus de l'illégitimité des méthodes de vivisection.

## Le commerce c'est la guerre

Yash Tandon



Le commerce international est à l'origine des colonies qui ont permis le pillage de nombreux pays par d'autres, militairement dominants. Quand les pays dominés ont revendiqué leur indépendance, différentes méthodes ont été mises en place pour maintenir les échanges inégaux. L'auteur, ougandais, démontre comment le pillage actuel est soigneusement protégé par les textes de l'OMC, Organisation mondiale du commerce, qui défend d'abord les Etats-Unis et l'Union européenne. L'auteur dit viser un "commerce équitable", ce qui n'a rien à voir avec celui que l'on trouve aujourd'hui dans les grands magasins, lequel sert surtout à se donner bonne conscience : "je ne pense pas que cela serve à attaquer, ni même ne serait-ce qu'égratigner ce qui constitue la base du commerce inéquitable" [p.40]. Il fait aussi une sévère critique de la notion de "développement". Il appelle les pays occidentaux à reconnaître leur "impérialisme" et les pays du Sud à se révolter. FV.

Préface de Jean Ziegler, traduction de Julie Duchatel, éd. *Cetim*, 2015, 224 p. 15 €.

## En finir avec la démocratie capitaliste

Jacques Langlois



Après avoir décortiqué pourquoi la démocratie représentative actuelle ne fait que défendre les dominants, l'auteur essaie de définir le cadre nécessaire pour une vraie démocratie (le pouvoir au peuple) : exclure toute organisation qui défend des intérêts particuliers (associations, partis), considérer que les choses évoluent et qu'il faut des structures souples et adaptables, accepter la complexité et l'incertitude, favoriser la subsidiarité, soutenir l'expression des conflits dans un cadre non violent. Il recadre le débat sur le "mandat impératif" (l' élu se doit de faire ce pour quoi il est élu, sinon il est démis de ses fonctions) et s'interroge sur la transition démocratique (comment passer de la situation actuelle à un nouveau fonctionnement). Beaucoup de bonnes idées, un peu noyées dans la critique du système actuel. Le vocabulaire militant ne facilite pas la compréhension. MB.

Ed. *Libertaires*, 2015, 140 p. 13 €

## Les femmes s'en vont en lutte ! Histoire et mémoire du féminisme à Rennes (1965-1985)

Patricia Godard et Lydie Porée



Cette étude émaillée de nombreuses photos et affiches cherche à faire sortir de l'oubli des décennies d'actions féministes très riches à Rennes. Les

combats autour de la contraception et de l'avortement d'abord. En 1974, 1000 personnes désobéissent en assistant à la projection du film "Histoires d'A" puis en protégeant sa bobine de la saisie par la police. Une fois la loi Veil votée, la situation reste très délicate : dans les hôpitaux où les femmes viennent se faire avorter, "les internes s'en donnaient à cœur joie pour humilier, faire mal, tout ça à vif". Dans les années 70 se développent des groupes femmes, d'autres de lesbiennes ou encore liés à la lutte des classes. C'est l'époque aussi des grandes grèves comme au magasin Mammouth en 1975 avec occupations, fest-noz... Les années 80 sont marquées par une institutionnalisation de la lutte et des initiatives comme un festival de cinéma, la maison des femmes, des crèches parentales... Une bien utile mise en lumière d'un mouvement social majeur de ces décennies. GG.

Ed. *Goater*, 2014, 236 p., 14 €

## En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté

ATD Quart Monde (Jean-Christophe Sarrot, Bert Luyts, Marie-France Zimmer)



Les préjugés contre les pauvres perdurent, y compris les plus éculés : "ils ne veulent pas vraiment travailler, abusent des systèmes sociaux, fraudent, ne savent pas gérer leur budget", etc. Il est bien commode, au sein d'une société en crise qui valorise la compétition plutôt que la solidarité, de rejeter sur les pauvres eux-mêmes la responsabilité de leur sort. Avec la seconde édition de ce livre, enrichie grâce à divers partenariats, ATD Quart Monde s'attaque à une centaine d'idées reçues, d'abord sur les pauvres (sans-abri, familles, immigrés, roms), ensuite sur les moyens pour combattre la pauvreté (protection sociale, emploi, santé, école...). Sur chaque point, des faits et des chiffres, clairs et précis. Et parfois des réponses du type "pas si simple", refusant le simplisme au profit d'analyses nuancées, par exemple à propos de l'idée selon laquelle les pauvres seraient violents. Un très utile manuel anti-stéréotypes pour combattre la stigmatisation des pauvres. DG.

Les Editions Quart Monde et Les Editions de l'Atelier, 2015, 220 pages, 5 €

## Commerce mondial : la démocratie confisquée Le rouleau compresseur du libre-échange

Collectif, sous la direction d'Inès Trépard et de Paul Lannoye



Issu d'un colloque du Groupe de réflexion et d'action pour une politique écologique, cet ouvrage propose un état des lieux synthétique de la manière dont sont aujourd'hui conclus les accords commerciaux

internationaux. Il montre comment les gouvernements des États riches ont fait du libre-échange l'alpha et l'oméga de leur politique, pensant que le développement et la croissance en découleraient. Les accords pour supprimer les taxes douanières sont déjà bien connus. Aujourd'hui, ils entrent dans une seconde phase qui consiste à donner la possibilité aux entreprises, via des tribunaux privés, d'attaquer les législations propres à chaque État afin de maximiser leur rentabilité. Au contraire, le protectionnisme apparaît comme la seule manière de mettre en place une politique fiscale, sociale et écologique efficace.

Ce court texte insiste sur les principales logiques à l'œuvre, sans cacher la dimension technique du sujet. Une lecture exigeante donc, mais qui (re) met bien les idées en place. BG.

Ed. *Yves Michel*, 2015, 178 p., 13,50 €

## Architrek, marcher pour savourer l'espace Dans la ville, l'architecture, le paysage

Philippe Robert



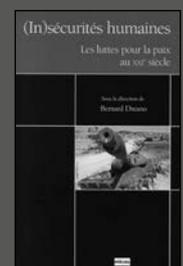
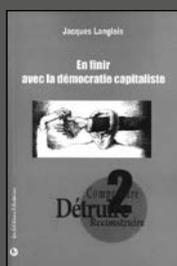
La marche, parce qu'on prend le temps, est une expérience sensorielle. La plupart des guides de randonnées vous invitent à marcher dans la nature. Ici, l'auteur, architecte, vous suggère de le faire aussi dans les villes. Il montre les ressemblances et les différences entre les deux environnements. Il explique aussi l'importance des volumes, du vide, ce que les architectes ont voulu mettre en avant de tout temps... et comment les déplacements en voiture ont détruit le plus souvent cette harmonie. Il propose en fin d'ouvrage des exemples concrets de promenades (certaines en kayak), un peu partout dans le monde. Un éloge de la lenteur pour s'immerger dans des mondes que nous ne connaissons pas... mais avec une empreinte écologique discutable ! MB.

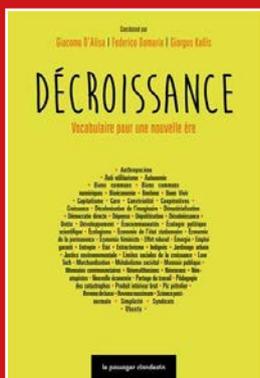
Ed. *La Découverte*, coll. *Le Carré*, 2015, 128 p. 22 €

## (In) sécurités humaines. Les luttes pour la paix au 21<sup>e</sup> siècle sous la direction de Bernard Dréano



Cet ouvrage collectif est réalisé en écho aux rencontres mondiales pour la paix de Sarajevo de juin 2014. L'analyse des causes et du contexte de la crise armée en Ukraine par Anne Le Huérou et Eric Simon, vaut à elle seule le détour. Razan Ghazzawi porte un éclairage sur les femmes dans la Syrie révolutionnaire. Bernard Dréano, de l'Assemblée européenne des Citoyens, développe une analyse globale et fine des nouveaux visages de l'insécurité humaine et des réponses à envisager.





# Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère

Sous la direction de Giacomo D'Alisa, Federico Demaria et Giorgos Kallis

C'est de l'urgence d'exprimer les idées de la décroissance et de penser la transformation radicale de nos sociétés qu'est né cet abécédaire encyclopédique.

D'abord paru en Grande-Bretagne et en Espagne, il est ici traduit et augmenté de nouvelles contributions. Une soixantaine d'articles viennent embrasser les grandes thématiques de réflexions touchées par la pensée décroissante. Capitalisme, dématérialisation, effet rebond, entropie, Etat, etc., sont interrogés et décryptés, tandis que sont ouvertes et questionnées des voies désirables : biens communs, bonheur, convivialité, coopératives, monnaies communautaires, revenu de base, bien vivre... Un ouvrage riche, faisant la part belle à la diversité des sensibilités au sein d'un dessein commun, et amené à devenir une référence sur le sujet. GG

Ed. Le Passager clandestin, 2015, 528 p., 19 €

Aujourd'hui ce sont rarement des Etats qui s'affrontent pour leurs frontières, mais nous sommes face à "de vastes zones de chaos traversées de conflits plus ou moins violents et lisibles". La violence envers les civils en est constitutive. Récusant une attitude "campiste" qui réduit la menace à l'impérialisme des USA, il invite à une approche complexe et insiste sur la nécessaire solidarité avec les mouvements des sociétés civiles qui agissent pour la paix et la justice dans les pays en conflit. GG

Ed. Non-Lieu, 2015, 216 p., 15 €.

## Les nouveaux visages de l'esclavage

Coordonné par Louis Guinamard et Geneviève Colas



L'esclavage ne fait pas partie du passé. Partout, et en France, la traite d'êtres humains prend des visages divers : servitude domestique, exploitation sexuelle ou par le travail, mendicité forcée, mariage... Mais précisément, ses visages sont difficilement visibles, car ses victimes, que l'on côtoie, sont souvent cachées, discrètes, régulièrement déplacées... Ce livre s'appuie sur l'expérience de 23 organisations qui luttent contre ce phénomène à divers niveaux, récits et témoignages à l'appui. La traite infantile est particulièrement préoccupante : traite des bébés, contrainte au vol... ces enfants sont stigmatisés alors qu'ils sont toujours victimes des adultes. Le livre aborde la question des terrains favorables à la traite (jeunes mineurs isolés, parcours de migration,

pauvreté...), et approfondit les réponses à apporter : comment repérer des victimes de traite, quelles associations ou services contacter, quelle protection puis réinsertion, quels recours judiciaires... GG

Ed. de l'Atelier, 2015, 224 p., 13 €

## Romans

### Tout ce qui est solide se dissout dans l'air

Darragh McKeon



Une grande histoire d'amour, des personnages attachants, dans le contexte très particulier de la catastrophe de Tchernobyl et de la fin de l'empire soviétique. Alors qu'il existe de multiples livres qui racontent l'accident sous forme d'une chronologie technique, l'auteur fait ici le choix de choisir quelques personnes qui, de près ou de loin, vont être confrontées aux conséquences des radiations. On suit une famille de paysans de la région de Gomel évacuée sur Minsk, un chirurgien talentueux qui n'arrive pas à franchir la censure qui s'installe peu à peu pour masquer les conséquences sanitaires, son ex-compagne qui, à Moscou, survit après avoir été reléguée à l'usine pour ses activités subversives, son jeune neveu, prodige de la musique... C'est très bien écrit et l'on ne peut qu'avoir de l'empathie pour tous ces personnages. Un roman d'une grande actualité quand on voit qu'au Japon, actuellement, et cette fois sans régime dictatorial, il est en train

de se passer exactement le même déni autour de Fukushima. MB.

Ed. Belfond, traduction de Carine Chichereau, 2015, 432 p. 22 €

## La brigade du rire

Gérard Mordillat



Dans *Les vivants et les morts*, à travers l'histoire d'une usine en grève, Gérard Mordillat montrait comment aujourd'hui le patronat sait parfaitement attendre l'épuisement d'un conflit. Avec *Notre part des ténèbres*, il innove en imaginant une vengeance : des ouvriers s'emparaient du contrôle d'un navire de luxe, un soir de réveillon, et prenaient en otage les actionnaires de l'usine. Toujours aussi percutant, avec des dialogues politiquement savoureux, il imagine cette fois, une bande de copains qui décident d'enlever l'éditorialiste vedette de *Valeurs Françaises*... Avec des ouvertures sur les vies privées de chacun-e et beaucoup de recherche pour entremêler les parcours, il rend cet enlèvement très humain. Et, comme dans un bon film, l'important est dans la chute. Et là, c'est exceptionnel : on rit franchement pendant les trente dernières pages tellement c'est bien amené ! De quoi faire rêver bien des militants, non-violence un peu mise à part... MB.

Ed. Albin Michel, 2015, 530 p. 22,50 €

## B. D.

### De l'autre côté

Léopold Prudon



Hamza est déçu que rien ne se passe après la chute de Ben Ali. Le jeune Tunisien décide de tenter sa chance et rejoint l'île de Lampédusa sur un bateau de fortune. L'accueil n'est pas des plus enthousiastes, mais il est en Europe. Il rejoint Paris où il découvre que certaines entreprises aiment embaucher les sans-papiers... pour du travail non déclaré. Le bonheur, ce n'est pas gagné ! En noir et blanc, avec un contraste souvent sursaturé, une histoire qui pourrait être celle de beaucoup de jeunes Maghrébins. Un témoignage sur ce qui pousse les jeunes à venir du Sud, même si le trajet est difficile et la réception décevante. FV.

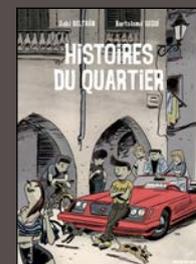
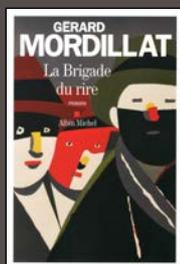
Ed. Les enfants rouges, 2015, 86 p. 14 €

## Histoires de quartier

Gabi Beltran et Bartolomé Seguí



En deux tomes, les errances de jeunesse du scénariste dans les quartiers pauvres de Palma, sur l'île de Majorque, en Espagne, dans les années 1980. Bandes de copains, voitures volées, drogues, premières amours, dans un quartier marqué par l'alcoolisme et la prostitution. C'est à la fois dur et



fascinant. L'auteur va s'en sortir grâce à son amour pour le dessin et l'accueil de quelques personnes, dont sa grand-mère. De nombreux autres jeunes vont disparaître de morts violentes. Chaque chapitre, qui raconte une tranche de vie, commence par un court texte sur l'histoire de la famille, le père absent, la mère désespérée et l'errance de pensions en pensions. Le dessin est presque trop agréable pour rendre compte du désenchantement de ces adolescents bloqués sur leur île. FV.

Ed. Gallimard, 2015, 168 p. 19,90 € chaque tome

## Grandes oreilles et bras cassés

Jean-Marc Manach et Nicoby



En 2008, en pleine période amoureuse entre Nicolas Sarkozy et le colonel Kadhafi, la société Amesys vend à la Libye un système d'interception des communications électroniques. Cela permet au dictateur de surveiller ses opposants, de les arrêter, de les torturer... Jean-Marc Manach enquête longuement sur ce dossier, met à jour le rôle de l'homme d'affaire Ziad Takieddine, et montre que les informaticiens qui ont réalisé le logiciel n'ont pas pris la précaution de se cacher : tout se retrouve sur le Net. Cette BD-Journalisme, interroge sur une des affaires louches de la période Sarkozy dont les démêlés judiciaires sont toujours en cours. Les auteurs ont fait le choix de dessiner les programmeurs sous la forme des Pieds nickelés, ce qui allège agréablement un dossier par ailleurs sinistre. FV.

Ed. Futuropolis, 2015, 120 p. 19 €

## Jeunes

### La langue des bêtes

Stéphane Servant



A partir de 15 ans. "La petite" vit dans un ancien cirque. Ce qui reste de la troupe a échoué dans une casse automobile, en forêt, près d'un village. Un ancien clown, un ancien marionnettiste, un nain, le père lanceur de couteau et la mère trapéziste accidentée forment une grande famille à l'écart du monde. Mais celui-ci va se manifester avec la construction d'une autoroute qui va frôler leur lieu de vie. Le chantier va peu à peu bouleverser cette organisation sociale et la petite va ainsi découvrir ce qui se cache derrière l'image que chacun donne. L'auteur introduit un côté fantastique avec une bête qui rôde dans la forêt et qui rend triste ceux qu'elle mord. Les enfants du village, un instituteur, les services sociaux et les forces de l'ordre vont contribuer à l'effilolement de ce mode de vie... C'est très agréable à lire et l'auteur, hormis quelques envolées un peu trop lyriques, sait parfaitement doser les révélations pour maintenir l'intérêt tout au long du roman. MB.

Ed. du Rouergue, 2015, 448 p. 15,90 €

## Regarde en haut !

Jin-Ho Jung



Dès 5 ans. Suite à un accident de voiture, Suji ne peut plus marcher. Elle passe beaucoup de temps à contempler les passants-e-s dans la rue et leurs activités depuis sa fenêtre. Mais elle ne voit que le dessus des têtes...

jusqu'à ce qu'un enfant regarde enfin en haut et entre en contact avec elle. Ils trouveront une manière étonnante de communiquer ! Ce livre coréen est illustré de manière originale, en plan fixe depuis la fenêtre de Suji. Cette contrainte permet de mettre en scène la suite de l'histoire d'une manière astucieuse. Une réflexion en douceur et en poésie sur la place faite au handicap dans notre vie collective, et sur ce qui peut surgir lorsqu'on décale son regard. GG

Ed. Rue du monde, adaptation Alain Serres, 2015, 48 p., 16 €

## Un labyrinthe dans mon ventre

Mélines Thiry



Dès 5 ans. Dans mon ventre, il y a un labyrinthe, et dans ce dernier, voyagent des émotions... Ce bel album poétique et méditatif invite la lectrice ou le lecteur à explorer son propre monde intérieur, à accueillir et à nommer les différentes émotions et sentiments qui naissent en elle ou lui, "dans son ventre". L'interaction entre ce texte de sagesse et de découverte de soi, et les illustrations en linogravure colorisée, inspirées du symbolisme de l'art roman, est parfaitement réussie. Le tout donne un album d'une grande beauté et harmonie, à dimension universelle. On voudrait laisser ouverte chaque double page pour l'exposer comme un tableau. GG

Ed. Hongfei, 2015, 40 p., 14,90 €.

## Film

### Acta Non Verba Renouveau de l'antifascisme à travers les luttes



Ce documentaire réalisé par un militant antifasciste marseillais démonte les stéréotypes attachés à la représentation de l'antifa jeune et violent pour présenter, en une douzaine de portraits, les acteurs de différentes initiatives alternatives et sociales - en France et à l'étranger - dont les luttes convergent vers l'antifascisme. Il rend compte de la diversité des formes du combat antifasciste et met en lumière, par des séquences intelligentes, sa dimension historique, internationale et révolutionnaire. Un complément heureux et opportun à "Ne vivons plus comme des esclaves..." PM

Producteur Hazem, 2015, 65 mn.  
En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=NnaLOW1fkww>

## Nous avons également reçu... 2/2

■ **Quand un peuple parle, ATD Quart-Monde, un combat radical contre la misère, Bruno Tardieu, éd. La Découverte, 2015, 250 p. 13,50 €.** Le Quart-monde représente les plus pauvres, mais pas les moins intéressants. L'association ATD-Quart-Monde, depuis 1957, a mis en place des méthodes d'action, avec un fonctionnement horizontal, pour redonner du pouvoir aux plus démunis. Ce livre présente son histoire, son organisation, ses modes d'action, ses interventions dans le monde politique. Un travail essentiel, mais pas encore gagné !

■ **La caste cannibale, quand le capitalisme devient fou, Sophie Coignard, Romain Gubert, éd. J'ai lu, 2015 [2014], 346 p. 7,20 €.** Les auteurs, journalistes au Point, sont loin d'être opposés au capitalisme... mais ils constatent que ce qui pouvait initialement être moteur pour la société ne l'est plus aujourd'hui du fait de l'hyperconcentration des capitaux au sein de quelques mains et de leur pouvoir de corruption.

■ **La face cachée de la Poste, Séverine Cazes et Valérie Hacot, éd. Flammarion, 2015, 350 p. 22,90 €.** Depuis que la Poste n'est plus un service public, mais une entreprise, elle s'oriente de plus en plus vers des activités bancaires et délaisse la distribution de courriers au prétexte qu'une partie des correspondances passent maintenant par internet. Résultat : un million de réclamations en 2012, des bureaux de poste de plus en plus inhumains et une dégradation des conditions de travail pour les salariés.

■ **Atlas des mers et océans, conquêtes, tensions, explorations, André Louchet, éd. Autrement, 2015, 96 p. 19,90 €.** Essentiellement les utilisations marchandes de la mer : pêche, pétrole, transport... et une seule carte sur les questions d'environnement avec les mers de plastique.

## Romans

■ **Ressources inhumaines, Frédéric Viguier, éd. Albin Michel, 2015, 288 p. 19 €.** Elle est embauchée comme stagiaire dans un hypermarché. Elle va rapidement monter l'échelle hiérarchique pour rester chef au secteur vêtement. Elle sera ensuite dégoûtée à son tour par un jeune ambitieux. Écrit d'une manière concise et efficace, un roman dérangeant sur le monde clos des grandes surfaces.

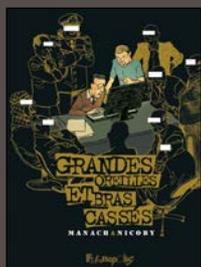
## BD

■ **What a wonderful world, Zep, édition Delcourt, 2015, 192 p. 24,90 €.** Recueil de planches d'actualités dessinées par l'auteur de Titeuf sur un blog du monde. Cela va du pire (parfois) au meilleur (souvent) et peut se lire gratuitement en ligne : [zepworld.blog.lemonde.fr](http://zepworld.blog.lemonde.fr)

■ **J'avais 7 ans en 75, Ellen Forney, éd. Delcourt, 2015, 144 p. 17 €.** Récit autobiographique au sein d'une famille qui navigue en pleine vague hippie de l'époque, truffé de micro-histoires fort drôles dont beaucoup pourraient encore se passer aujourd'hui.

## Jeunesse

■ **De rêves et d'eau, Louyuling Ice et Heibai, éd. Père Fouettard, 2015, 50 p., 14 €.** Dès 6 ans. Dans un futur où l'eau a tout submergé, une petite fille vit seule dans une maison sur pilotis. Un matin, elle plonge dans les vagues et entreprend un voyage merveilleux peuplé d'animaux et de plantes terrestres dont elle n'avait pas idée...



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



# Quoi de neuf ?

## ■ Venez nous voir les 10 et 11 décembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 21 et 22 janvier, 18 et 19 février, 17 et 18 mars...**

## ■ Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 15h30 les mercredis **16 décembre** (pour le n° de février), **27 janvier** (pour le n° de mars), **24 février** (pour le n° d'avril)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

## ■ Changement pour nos comités de rédaction

Nos comités de rédaction deviennent bimensuels avec une réunion le samedi à 9h30 qui suit la clôture d'un numéro, pendant laquelle nous discutons du contenu des numéros à venir et du dossier du mois suivant, de notre fonctionnement rédactionnel, et une autre réunion le mercredi à 16h30, une semaine avant la clôture du numéro, où se finalisent les choix des articles, des courriers, les dernières cor-

rections, etc. Si vous désirez venir nous voir en tant qu'observateurs à ce moment-là, signalez-nous votre venue pour que l'on vous donne les dates exactes.

## ■ Opération "salles d'attente" !

Vous êtes abonné-e depuis un moment déjà à Silence et vous avez des numéros de Silence qui dorment dans votre chambre, dans vos placards ou dans votre grenier ?

Vous souhaitez ne conserver que certains numéros de Silence mais vous vous demandez que faire des autres ?

Nous vous proposons de les faire circuler autour de vous en les déposant dans des salles d'attente médicales, dans les laveries... dans des lieux de passage où l'on attend et où une lecture qui tranche, informe vraiment et donne à réfléchir serait la bienvenue. Ou de les offrir à un lieu associatif. Ainsi vous délestez votre intérieur encombré et vous faites des heureux-ses ! Vous contribuez aussi à faire connaître Silence autour de vous et à véhiculer les idées et les pratiques qu'elle propose et défend.

Un coup de pouce nécessaire et utile ! Un grand merci à vous !

## ■ Changement dans l'équipe salariée

Béatrice Blondeau, qui assurait la gestion et le développement de l'association, part de Silence. Nous la remercions pour son engagement durant plus de 7 ans. Elle laisse la place à Olivier Chamarande, qui poursuit la permanence pour les stands et les dépositaires les mardis et jeudis. Nous lui souhaitons la bienvenue à Silence.

# Silence, c'est vous aussi...

**Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :**

**Réd'acteur :** en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations desus soit écrire un article avec quelques photos.

**Stand'acteur :** votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de Silence.

**Relai local :** il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonnés... en fonction de vos envies !

**Don'acteur :** Silence est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur notre site : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net) / rubrique : Comment participer**

## Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, [federmann.dutriez@wanadoo.fr](mailto:federmann.dutriez@wanadoo.fr)
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, [mgerenton@free.fr](mailto:mgerenton@free.fr)
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, [jeanclaude.geoffroy@orange.fr](mailto:jeanclaude.geoffroy@orange.fr)
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, [obarm@laposte.net](mailto:obarm@laposte.net), tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63290 Paslières, [pineau.jeanmarc@wanadoo.fr](mailto:pineau.jeanmarc@wanadoo.fr)
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, [cabvalerie@yahoo.fr](mailto:cabvalerie@yahoo.fr) ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 26, rue de l'Orme, 54220 Malzeville, tél. : 03 54 00 60 20, [veroniquevalentin@neuf.fr](mailto:veroniquevalentin@neuf.fr)
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Paris.** Mireille Oria, [mireille.oria@wanadoo.fr](mailto:mireille.oria@wanadoo.fr), tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, [brig.gisors@gmail.com](mailto:brig.gisors@gmail.com)
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, [silence71@orange.fr](mailto:silence71@orange.fr)
- > **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Agnes DUCA 8 les parichets 77120 Beautheuil, [pvuillaume75@gmail.com](mailto:pvuillaume75@gmail.com)

## Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

## Partenaires



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. [www.lanef.com](http://www.lanef.com)



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. [www.enercoop.fr](http://www.enercoop.fr)



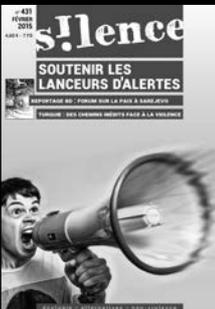
Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". [www.sortirduucleaire.org](http://www.sortirduucleaire.org)



Silence est membre de la Coordination des médias libres. [www.medias-libres.org](http://www.medias-libres.org)



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilherand-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. [www.impressions-modernes.fr](http://www.impressions-modernes.fr)



## Affiche



**100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €**

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

# Commandes

## Numéros disponibles

- 404 Se réapproprié l'espace public
- 405 Avec les sans terres
- 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- 407 Vivre sans internet
- 409 Un autre cercle est possible
- 410 L'agonie du nucléaire
- 411 Déraciner le racisme
- 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- 416 Les limites des écoquartiers
- 417 Transition et engagements politiques
- 418 Sortir de la démesure
- 422 Décolonisons nos luttes
- 426 D'autres formes de démocratie
- 428 La forêt brûle

- 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
- 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- 432 Loi Duflot : pour mieux se loger ?
- 433 Renverser nos manières de penser
- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 437 Energies renouvelables, un virage à prendre
- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 439 Écologie et féminisme : même combat ?
- 440 Le renouveau de l'Éducation populaire ?

## Numéros régionaux

- 397 Lorraine
- 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- 414 Ain
- 419 Picardie
- 430 Corse
- 436 Alternatives à La Réunion

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).  
Ajoutez les frais de port (2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

**Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :**

## Livres



**L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €**

A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.

**Manuel de transition, 212 p. - 20 €**

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.



**Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 €**

Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.



Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : \* 4€ / \*\* 4,5€ / \*\*\* 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

# Je m'abonne à Silence

## MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

### France métropolitaine

Découverte 1<sup>er</sup> abonnement 6 n° 20 €

Particulier 1 an 46 €

Bibliothèque, association... 1 an 60 €

Soutien 1 an 60 € et +

Petit futé 2 ans 74 €

Petit budget 1 an 32 €

5 abonnements Découverte offerts 100 €

### Autres pays et Dom-tom

Découverte 1<sup>er</sup> abonnement 6 n° 27 €

Particulier 1 an 55 €

Bibliothèque, association... 1 an 68 €

Soutien 1 an 60 € et +

Petit futé 2 ans 85 €

Petit budget 1 an 39 €

### Groupés à la même adresse

par 3 ex. 1 an 115 €

par 5 ex. 1 an 173 €

Abonnement en ligne :  
[www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

**Total de votre règlement :**

### Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

RUM (sera rempli par Silence) : \_\_\_\_\_

### Type de paiement :

#### Paiement récurrent / répétitif :

8 € par trimestre (abonnement petit budget)

11 € par trimestre (abonnement normal)

..... € par trimestre (abonnement de soutien)

#### Paiement ponctuel :

..... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

### Débiteur

Nom et prénoms : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

### Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : \_\_\_\_\_

BIC : \_\_\_\_\_

**CRÉANCIER :**  
**SILENCE**  
9, rue Dumenge  
69317 LYON Cedex 04  
FRANCE  
I.C.S. FR82ZZZ545517

**À retourner à Silence (adresse ci-contre).**  
Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : \_\_\_\_\_ Le : \_\_\_\_\_  
Signature : \_\_\_\_\_

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

# Vers la fin des OGM cachés ?

**L**es fortes résistances face aux plantes transgéniques ont conduit au vote de plusieurs moratoires temporaires sur l'emblématique maïs OGM puis, en 2014, d'une loi qui en interdit toute culture sur le territoire français.

Mais les multinationales agrosemencières ont mis en place une stratégie pour rentrer par la fenêtre là où le législateur avait fermé la porte. Elles ont développé des techniques de mutagenèse qui sont reconnues par l'Europe comme OGM mais restent exclues de leur champ d'application réglementaire. Résultat : aucune évaluation, ni sanitaire ni environnementale, il est tout à fait légal de cultiver et commercialiser ces plantes OGM mutées sans en informer les consommateurs. On parle d'"OGM cachés".

En 2013, on comptait environ 20% de cultures de tournesols OGM mutés en France, tandis que les cultures de colza mutés ont débuté en 2014. Ces Variétés rendues Tolérantes aux Herbicides (VrTH) ont la particularité de survivre aux herbicides qu'elles absorbent. Ce qui signifie qu'elles sont de véritables éponges à pesticides qui termineront inévitablement dans la chaîne alimentaire.

Les faucheurs volontaires d'OGM, mouvement d'action non-violente, agissent depuis plusieurs années pour neutraliser des cultures commerciales et des essais de ces nouvelles plantes OGM. Mais les quantités cultivées sont importantes et il est nécessaire d'intensifier l'action et les soutiens pour faire basculer le rapport de force et imposer un moratoire.



Fauchage de 1,25 hectare de parcelles d'essais et de cultures de colzas mutés sur le site du GEVES, à La Pouëze (Maine-et-Loire), le 5 avril 2015, pour dénoncer l'opacité de mise en champ des OGM cachés.

